



Transat A.T. inc.

Rapport annuel 2008



Transat A.T. inc. est un voyageur international intégré, spécialisé dans le voyage vacances, qui offre plus de 60 pays de destination et distribue des produits dans quelque 50 pays. Transat possède sa propre compagnie aérienne, fournit des

voyagiste international

services à destination, est active dans l'hôtellerie et exploite un vaste réseau de distribution. Transat compte sur une équipe qui privilégie la rigueur et l'efficacité pour offrir à une très vaste clientèle des voyages vacances de qualité à des prix accessibles.

Progression de 15 % des revenus, qui sont passés de 3,0 milliards de dollars en 2007 à 3,5 milliards de dollars en 2008.

Marge de 127,3 millions de dollars, par rapport à 138,1 millions de dollars en 2007.

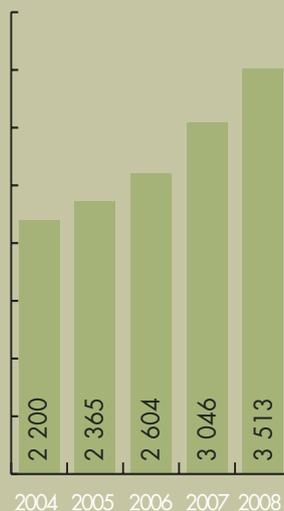
Croissance solide sur tous les marchés expéditifs.

Année record pour Jonview Canada avec 263 000 voyageurs.

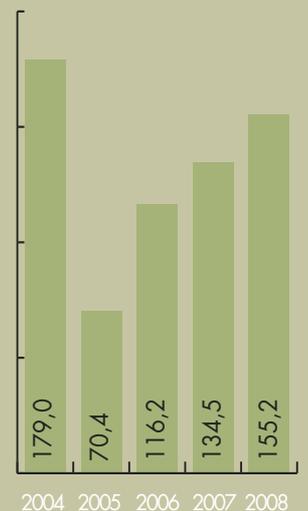
Création d'une entreprise hôtelière au Mexique et en République dominicaine.

Intensification des efforts au chapitre du tourisme durable et publication d'un rapport de responsabilité sociale.

Revenus
(En millions de dollars)



Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
(En millions de dollars)



Sommaire financier

En milliers de dollars canadiens
sauf les montants par action et les ratios

	2008	2007 Redressé	Variation \$	Variation %
Revenus	3 512 851	3 045 917	466 934	15,3
Marge ¹	127 327	138 117	(10 790)	(7,8)
Bénéfice net (perte nette)	(50 011)	78 503	(128 514)	(163,7)
Bénéfice dilué (perte diluée) par action (\$)	(1,51)	2,30	(3,81)	(165,7)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	155 225	134 457	20 768	15,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	145 767	166 768	(21 001)	(12,6)
Actif total	1 265 431	1 080 523	184 908	17,1
Dettes à long terme (y compris la tranche à court terme)	153 241	91 837	61 404	66,9
Ratio d'endettement ²	0,73	0,74	(0,01)	(1,4)
Rendement de la moyenne de l'avoir des actionnaires ³ (%)	(15,99)	26,98	(42,97)	(159,3)
Valeur comptable par action ⁴ (\$)	10,47	8,43	2,04	24,2
Cours de l'action au 31 octobre (TRZ.B) (\$)	11,36	39,88	(28,52)	(71,5)
Dividende par action (\$)	0,36	0,34	0,02	5,9
Actions en circulation au 31 octobre (en milliers)	32 678	33 628	(950)	(2,8)

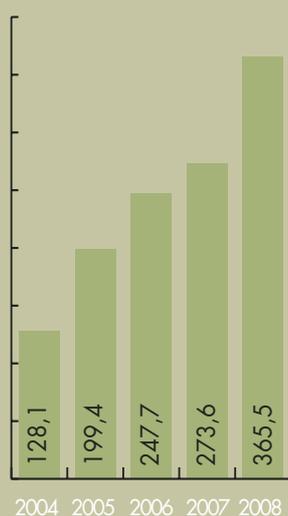
¹ La marge correspond aux revenus moins les dépenses d'exploitation, selon les états consolidés des résultats.

² Le ratio d'endettement correspond au pourcentage du passif sur l'actif.

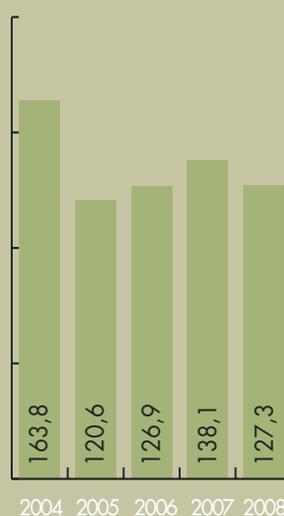
³ Le rendement de la moyenne de l'avoir des actionnaires correspond au bénéfice net (à la perte nette) divisé(e) par la moyenne des capitaux propres.

⁴ La valeur comptable par action correspond aux capitaux propres divisés par le nombre total d'actions en circulation.

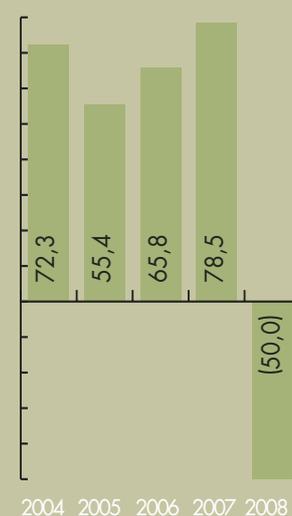
Carburant d'avion
(En millions de dollars)

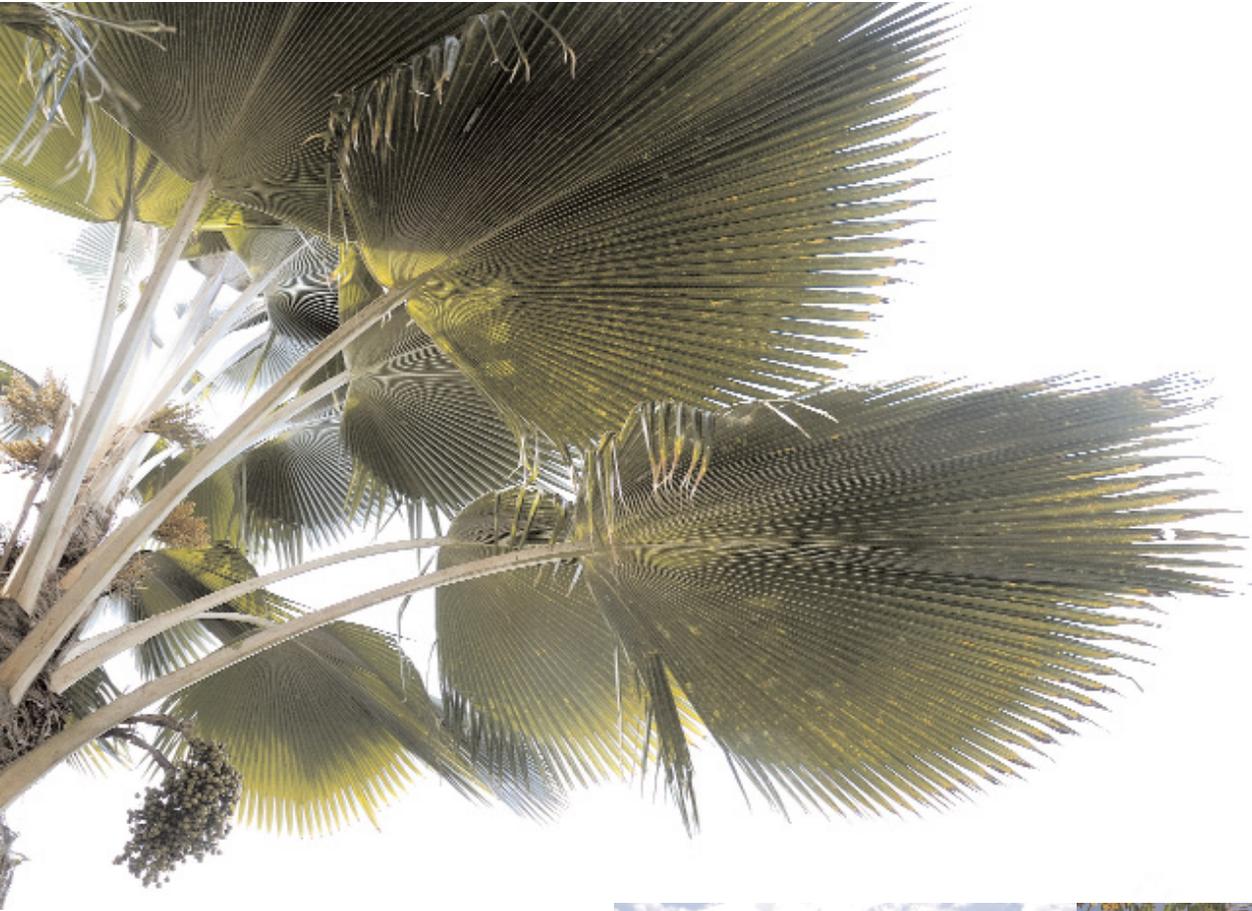


Marge
(En millions de dollars)



Bénéfice net (perte nette)
(En millions de dollars)





Des séjours au soleil

Offre de plus de 400 complexes hôteliers dans quelque 30 pays
Au départ de 23 aéroports au Canada et 11 en France
28 Clubs Lookéa dans 16 pays

Des vacances sur mesure

49 pays de destination au départ de la France
Circuits et séjours dans 49 pays au départ du Canada
En partenariat avec 68 compagnies aériennes

Air Transat et Handlex

14 423 vols en 2008
1 200 agents de bord, 300 pilotes, 300 mécaniciens
4 millions de repas servis à bord
Des services au sol à 26 transporteurs

Un voyageur réceptif

263 000 forfaits à destination du Canada
69 000 voyageurs accueillis en Grèce

Un voyageur international

Plus de 60 pays de destination
6 466 employés dans huit pays et à destination
2,5 millions de voyageurs

Au service des voyageurs

504 agences de voyages
2 000 conseillers en voyage

Chef de file entre l'Europe et le Canada

64 liaisons entre 9 villes canadiennes et 34 villes d'Europe
Premier voyageur vers le Canada au départ du Royaume-Uni et de la France
765 000 voyageurs au-dessus de l'Atlantique
Offre de 543 hôtels dans 12 pays d'Europe



En trois ans, nos revenus ont augmenté de plus d'un milliard de dollars, soit une progression de plus de 48 %. Notre croissance s'explique en partie par le dynamisme du tourisme international pendant cette période. Mais elle reflète surtout les efforts que nous avons déployés pour nous rapprocher des

message aux actionnaires

consommateurs, adapter notre offre, stimuler la demande et gagner des parts de marché par le biais d'opérations de développement interne et d'acquisitions. Transat, compte tenu de sa position de force sur le marché et de ses ressources, a tout ce qu'il faut pour naviguer en eaux agitées.

Une entreprise et un équipage capables de naviguer en eaux agitées

Avec la conclusion de l'exercice 2008, nous tournons la page sur le plan stratégique 2006-2008 et sur une période qui aura été marquée par la croissance, par plusieurs avancées stratégiques et par le renforcement de la position de Transat sur tous nos marchés. En trois ans, nos revenus ont augmenté de plus d'un milliard de dollars, soit une progression de plus de 48 %. Certes, notre croissance s'explique en partie par le dynamisme du tourisme international pendant cette période. Mais elle reflète surtout les efforts que nous avons déployés pour nous rapprocher des consommateurs, adapter notre offre, stimuler la demande et gagner des parts de marché par le biais d'opérations de développement interne et d'acquisitions.

À court terme, la conjoncture actuelle laisse entrevoir des défis que nous sommes heureusement prêts à affronter. Le ralentissement économique, voire la récession qui frappe certains marchés, ainsi que la crise du crédit, vont vraisemblablement tempérer les ardeurs de certains voyageurs et feront sans doute des victimes dans le monde du voyage. Mais comme nous l'avons déjà constaté lors d'autres périodes troubles, le tourisme va néanmoins poursuivre sa croissance. Et Transat, compte tenu de sa position de force sur le marché et de ses ressources, a tout ce qu'il faut pour naviguer en ces eaux agitées.

Retour sur le plan stratégique 2006-2008

En 2005, Transat était déjà le premier voyageur expéditif canadien, mais ce rang était largement attribuable à la position de l'entreprise au Québec. C'est pourquoi l'objectif principal de notre plan stratégique pour le marché canadien consistait à consolider notre position dans l'Ouest du pays et plus encore à devenir le numéro un en Ontario. Aujourd'hui, Transat se classe au premier rang dans toutes les régions du pays et peut s'enorgueillir d'avoir des installations, des employés et des clients d'un océan à l'autre. Ce résultat découle d'une foule d'initiatives savamment orchestrées par les équipes de direction de Transat Tours Canada et de Transat Distribution Canada. Ainsi, nous n'avons pas cessé d'améliorer notre produit avec l'ajout d'hôtels exclusifs, de services, de destinations et de circuits tout en nous assurant de la qualité des prestations hôtelières aux termes d'un programme d'inspection qui se classe parmi les plus rigoureux de l'industrie. Par ailleurs, Air Transat a continué d'afficher d'excellents résultats au chapitre de la ponctualité des vols et de la fiabilité de la flotte. En 2008, notre transporteur a également augmenté l'espace entre les sièges de ses appareils pour améliorer le confort des passagers. Et bien sûr, le professionnalisme du personnel de bord a continué de faire une énorme différence en notre faveur. Nos efforts de commercialisation et de marketing ont aussi compté pour beaucoup, de nouvelles campagnes de communication de masse ayant renforcé la notoriété de nos marques partout au pays.

L'acquisition, en 2006, de près de 200 agences de voyages ainsi que le développement accéléré de nos plateformes Web ont fait de Transat le plus grand réseau de distribution au Canada dans le domaine du voyage – 437 agences, dont 337 franchisées à la fin de l'exercice 2008. Cette présence accrue sur le terrain et notre stratégie multicanal ont joué un rôle de premier plan dans la progression du chiffre d'affaires et des parts de marché, notamment en Ontario. Toutes bannières confondues, les ventes de notre réseau de distribution pancanadien ont totalisé environ 1,2 milliard de dollars en 2008 et ses ventes de produits Transat ont augmenté. Les ventes de nos agences, combinées aux ventes générées par nos propres sites Web grand public, ont représenté plus de 30 % des ventes que nous avons réalisées au Canada en 2008.

En Europe, la période 2006-2008 s'est déroulée sous le signe de la croissance pour Transat. Nous avons fait des progrès substantiels au chapitre de l'intégration, de la diversification des destinations et de la performance financière, si bien que nous disposons aujourd'hui d'une plateforme solide sur le plus grand marché touristique du monde. Au Royaume-Uni, qui représente le marché européen phare du Canada, l'acquisition du voyageur britannique Canadian Affair en 2006 nous a procuré une force de frappe beaucoup plus intéressante que l'entente de commercialisation exclusive dont nous disposions jusqu'alors. En France, également un marché important, Vacances Transat (France) a consolidé sa position de chef de file à destination du Canada tout en diversifiant considérablement son offre dans le long-courrier et le circuit. Et Look Voyages, qui était dans une posture délicate en 2005, a renoué avec la croissance et la rentabilité. En 2007, l'acquisition de L'Européenne de tourisme (Amplitude Internationale) a renforcé notre position sur la Tunisie au départ de la France dans le domaine du forfait.

Transat est devenue le plus grand réseau de distribution au Canada dans le domaine du voyage.

Toujours en Europe, nous avons poursuivi activement notre stratégie de bilatéralisme, à savoir le développement local des marchés desservis par Air Transat. C'est ainsi qu'en 2007, nous avons porté à 100 % notre participation dans Air Consultants Europe (ACE), notre agent de ventes sur les Pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et l'Autriche. ACE orchestre la commercialisation de notre capacité aérienne vers le Canada.

À terme, Transat a pour objectif de pénétrer d'autres marchés expéditifs. Dans cette perspective, nous avons étudié attentivement le marché américain, procédant à un examen rigoureux de tous les grands voyagistes susceptibles de présenter une forme de complémentarité avec Transat. Nous avons eu des discussions avec plusieurs candidats possibles, sans toutefois nous entendre sur une opération qui servirait réellement l'intérêt de Transat et de ses actionnaires.

Dans le plan 2006-2008, Transat s'était fixé pour objectif d'entrer de plain-pied dans l'hôtellerie, prioritairement sur ses principaux marchés du Sud, où l'approvisionnement en chambres de qualité pourrait à long terme devenir un enjeu. Cet objectif a été atteint en 2008 lorsque nous avons créé une entreprise avec la chaîne espagnole H10 Hotels, dans laquelle nous détenons une participation de 35 %. Propriétaire-exploitant de trois hôtels au Mexique ainsi que de deux autres hôtels en République dominicaine, la nouvelle entreprise est appelée à croître envergure; elle a d'ailleurs complété l'acquisition d'un terrain en République dominicaine, en vue d'y ériger un nouveau complexe hôtelier.

L'intégration verticale, notamment à destination (services à destination, hôtellerie et voyagistes réceptifs), demeure l'épine dorsale du développement de Transat. Cependant, étant donné les conditions économiques et financières actuelles, nous avons décidé de consacrer moins d'efforts à la recherche d'acquisitions pour plutôt nous concentrer sur des rapprochements mutuellement avantageux avec nos partenaires. Nous resterons néanmoins à l'affût des occasions intéressantes qu'une conjoncture difficile pourrait engendrer.

Transat évolue dans un domaine où le développement du potentiel humain est un facteur de succès fondamental. C'est pourquoi, depuis quelques années, nous mettons l'accent sur la formation du personnel et notamment sur le déploiement de nouveaux outils pour accélérer l'émergence d'une relève compétente, dans un souci de pérennisation de l'organisation. Des jalons importants ont été franchis à cet égard en 2008, alors que 500 cadres ont reçu une formation en «coaching» et que 150 autres employés ont été ciblés pour un projet de perfectionnement accéléré. Le suivi de leur parcours est réalisé à partir d'une plateforme virtuelle, laquelle permet aux employés et à leurs supérieurs immédiats d'en mesurer l'avancement. Nous poursuivrons évidemment nos efforts dans ce domaine et prévoyons également

Jean-Marc Eustache
Président du conseil d'administration,
président et chef de la direction



procéder à des changements organisationnels en vue de faciliter la circulation de l'information et la prise de décisions dans une perspective globale, d'accroître l'efficacité, d'optimiser l'utilisation des effectifs et de réduire les coûts. Cette évolution de nos programmes de ressources humaines a été abondamment communiquée à toute l'organisation, dans une perspective de transparence accrue.

Les systèmes d'information jouent un rôle central dans notre métier. À la fin de 2005, Transat accusait un certain retard au plan du renouvellement des technologies, que nous nous sommes attachés à combler rapidement. L'importance grandissante d'Internet dans le domaine du voyage, la transition des modèles de fonctionnement vers la distribution multicanal et l'évolution des comportements des consommateurs obligent Transat à faire des choix technologiques qui exigent des investissements importants. Actuellement, nos priorités pointent entre autres vers un nouveau système de gestion des stocks de sièges, la distribution et la gestion de la relation client.

Notre avenir est tributaire de celui de notre industrie, qui représente une activité économique colossale et plus de 200 millions d'emplois dans le monde. Voilà pourquoi nous entendons prendre une part de plus en plus active à la gestion des enjeux liés au tourisme. C'est ce qui explique notre adhésion au concept de tourisme durable. Nous sommes convaincus qu'il faut inscrire l'évolution du tourisme dans une perspective de développement durable, avec un souci marqué pour l'environnement, le patrimoine et les milieux d'accueil. C'est ainsi que depuis 2007, nous avons intensifié nos efforts, multipliant initiatives et projets, pour devenir un chef de file nord-américain du tourisme durable.

À l'issue du plan stratégique 2006-2008, Transat se présente dans une position commerciale enviable sur deux marchés continentaux en croissance, et forte d'une organisation qui a beaucoup gagné en efficacité. Au cours des prochaines années, nous devons non seulement investir de nouveaux marchés pour alimenter notre croissance, mais également poursuivre nos efforts au chapitre du développement du talent et de la relève, continuer d'améliorer nos systèmes d'information et nos structures et accélérer l'adoption de pratiques qui feront de Transat une référence du tourisme durable.

Le marché expéditif canadien

Transat Tours Canada (TTC), qui opère principalement sous les marques Vacances Transat, Nolitours et Air Transat, a augmenté sa clientèle sur tous ses créneaux – saison hivernale (939 000 voyageurs), saison estivale (553 000 voyageurs), destinations soleil (1 137 000 forfaits vendus) et destinations européennes (355 000 voyageurs) – pour un total d'environ 1 492 000 voyageurs au départ du Canada, contre 1 336 000 en 2007, en hausse de 12 %. Cette progression très satisfaisante a été réalisée dans un marché extrêmement concurrentiel, en particulier pour les destinations

soleil, et dans un contexte marqué par le prix très élevé du carburant. C'est pourquoi nos marges ont souffert bien que nous ayons atteint nos objectifs de volume (en nombre de voyageurs) et réussi à protéger nos parts de marché.

En 2008, tout en offrant un choix inégalé de destinations soleil aux voyageurs canadiens, nous avons principalement misé sur les régions les plus recherchées de Cuba, de la République dominicaine et du Mexique. Pour contrer les pressions sur nos marges, nous avons fait des efforts considérables afin de maîtriser les coûts. À cet égard, nous avons notamment mis en jeu une stratégie aérienne faisant appel à plusieurs transporteurs et à plusieurs types d'appareils, en mettant à profit les ententes que nous avons avec des tierces parties.

Nous avons également augmenté notre capacité vers l'Europe avec l'ajout de liaisons entre l'Ouest canadien et Paris et l'addition de la Suisse (Bâle-Mulhouse) parmi nos destinations. Au cours de l'été 2008, alors que la saison touristique sur l'Europe battait son plein, nous proposons plus de 60 liaisons directes au départ de 9 aéroports canadiens vers quelque 34 villes européennes dans 12 pays. Et des deux côtés de l'Atlantique, nous offrons une vaste gamme de circuits et de formules d'hébergement, tant des produits Transat que des produits fournis par des partenaires. De fait, sur le marché Canada-Europe, nous proposons une offre d'une flexibilité et d'une diversité sans égal qui correspond mieux que toute autre aux attentes des vacanciers.

Sous la marque Rêvatoours, TTC offre des circuits, des séjours et des produits à la carte dans 30 pays d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud, y compris, depuis 2008, l'Équateur, l'Argentine et le Chili. Le resserrement des conditions imposées par les transporteurs aériens, le prix du carburant et les fluctuations des taux de change ont représenté des défis au cours du dernier exercice.

TTC a pris des mesures afin d'améliorer sa gamme de produits, de se rapprocher des réseaux de distribution, de valoriser ses relations avec les autres entités de Transat, de consolider les ententes avec ses fournisseurs et d'optimiser ses systèmes d'information.

L'intégration verticale, notamment à destination demeure l'épine dorsale du développement de Transat.

Le marché expéditif européen

En France, Look Voyages a poursuivi sa croissance grâce en partie à deux facteurs. D'abord, une offre enrichie et diversifiée qui est en parfaite adéquation avec les attentes de la clientèle visée; et ensuite, une stratégie de distribution multicanal qui, année après année, s'affirme comme l'approche la plus prometteuse parce qu'elle est de nature à satisfaire tous les créneaux de marché. Proposant une vaste gamme de produits classiques en plus de 28 Clubs Lookéa, avec un nouveau directeur général en la personne de M. Cédric Gobilliard, Look Voyages a considérablement augmenté sa clientèle par rapport à 2007, a fortiori considérant l'acquisition par Transat d'Amplitude Internationale, intégrée avec succès. Ensemble, les deux marques ont représenté quelque 381 000 voyageurs en 2008.

Vacances Transat (France) demeure le premier voyageur français pour le Canada et les États-Unis, des destinations phares sur lesquelles ses ventes ont enregistré des hausses remarquables de 30 % et de 25 % respectivement. En 2008, la clientèle de Vacances Transat (France) a crû de plus de 17 % pour atteindre 182 000 voyageurs, alors que la croissance du marché français dans son ensemble demeurait anémique. La Chine, la République dominicaine et le Kenya ont accusé des baisses de volume, qui ont toutefois été compensées par d'autres produits. Citons par exemple le Vietnam, une destination nouvelle sur laquelle nous avons atteint notre objectif grâce à une gamme de circuits très complète. Sur le marché français, Vacances Transat (France) s'affirme de plus en plus comme un spécialiste des circuits aux quatre coins du monde.

Le Royaume-Uni est un très important marché source à destination du Canada, avec environ 900 000 visiteurs chaque année. L'année 2007 avait été difficile pour les marges des voyageurs, en raison d'un surplus de capacité. À tel point qu'un de nos concurrents a disparu au cours de l'été 2008 et qu'un autre a été forcé de réduire considérablement la voilure, ce qui a ramené le marché plus près du point d'équilibre. Bien que les défis n'aient pas manqué, Canadian Affair a connu une croissance du nombre de passagers et affiché une rentabilité remarquable au cours du dernier exercice.

Au départ des douze pays européens que nous desservons, nous avons enregistré quelque 410 000 voyageurs vers le Canada en 2008, soit une augmentation de 14 % sur 2007, et environ 500 000 voyageurs vers d'autres destinations. Nos filiales européennes ont enregistré une très bonne performance en 2008.

Nos marchés réceptifs

En plus de services à destination dans la zone Caraïbes, nous proposons des prestations de voyageur réceptif sur le Canada et sur la Grèce. Dans ces deux derniers cas, le défi consiste à pénétrer solidement les marchés émergents qui constituent les relais de croissance de demain, comme

l'Asie ou l'Amérique latine, tout en bataillant pour nos parts de marché, notamment en Europe, où la concurrence est intense.

Bien que bousculé par la concurrence, et affichant une part du marché global en baisse, le Canada demeure une destination internationale importante. Luttant avec succès contre la tendance, Jonview Canada a accueilli 263 000 voyageurs étrangers en 2008 contre 249 000 en 2007, soit une augmentation substantielle de 6 %, qui a fait de 2008 une année record à la fois en termes de ventes et de voyageurs. Une partie de cette croissance s'explique par des rapprochements opérationnels et organisationnels avec TTC, Canadian Affair, Vacances Transat (France) et ACE. Les ventes ont subi un coup de frein au Royaume-Uni, au Japon et en Corée, mais ont connu en revanche une belle croissance en France et en Allemagne. De plus, des marchés comme le Mexique, le Brésil et l'Australie s'avèrent prometteurs. Jonview Canada s'appuie sur un réseau mondial de près de mille revendeurs dans une cinquantaine de pays, dont les plus importants sont reliés à nos systèmes par liaison directe.

Nos objectifs pour l'année 2009

L'exercice 2009 sera le premier d'un nouveau plan triennal qui est en cours d'élaboration. Le plan 2009-2011 tiendra compte du changement de conjoncture qui s'est dessiné à la fin de l'exercice 2008, mais les objectifs établis pour 2009 s'inscriront dans le droit-fil du plan 2006-2008.

Nous entendons :

- Accroître efficacité, productivité, compétitivité et agilité au sein de l'organisation, par une gestion serrée des coûts et des investissements ciblés permettant de maximiser les ressources, en combinant stratégiquement des résultats à court terme et une vision à long terme, sans compromettre la qualité du service à la clientèle.
- Consolider notre position de chef de file comme voyageur expéditif par le maintien ou l'augmentation de nos parts de marché en différenciant notre offre, en maximisant les produits exclusifs, en lançant de nouveaux produits et en étendant notre portée, nous appuyant sur l'approche bilatérale que nous avons mise au point.
- Poursuivre le développement et la mise en œuvre de notre stratégie de distribution multicanal et augmenter les ventes sur chacun des canaux.
- Développer et mettre en œuvre un plan lié au tourisme durable visant à positionner Transat parmi les chefs de file de l'industrie, à exercer une influence accrue sur l'avenir de notre marché et à susciter l'adhésion des employés, des fournisseurs et des clients.

La situation financière

Pour l'exercice 2008, nous affichons des revenus de 3,5 milliards de dollars (contre 3,0 milliards en 2007), une marge de 127,3 millions de dollars (contre 138,1 millions en 2007) et une perte nette de 50,0 millions de dollars, soit 1,51 \$ par action (après dilution). Cette perte découle essentiellement d'éléments hors trésorerie non liés à l'exploitation totalisant 152,8 millions de dollars (107,6 millions après impôt), dont 106,4 millions de dollars (71,5 millions après impôt) attribuable à la comptabilité de couverture.

La diminution relative de la marge en 2008 est principalement attribuable au prix du carburant et à l'intensité de la concurrence, surtout au départ du Canada. La facture de carburant d'Air Transat est passée de 273,6 millions de dollars en 2007 à 365,5 millions de dollars en 2008, soit une augmentation de 33,6 %. Outre la mise en place de surcharges, nous avons utilisé des instruments de couverture sur le carburant et sur la devise pour mitiger l'impact de la hausse des prix sur nos résultats. Ces mécanismes ont donné des résultats, sans bien entendu pouvoir éliminer complètement l'effet des fluctuations brutales des cours du pétrole.

Ce que nous réserve 2009

Le tourisme a prouvé à maintes reprises sa grande capacité de résistance aux aléas de l'économie. S'il n'y a aucun doute quant au potentiel du marché touristique à moyen et à long terme, l'exercice 2009, et même le suivant, sera marqué par une conjoncture exigeante. Nous sommes entrés dans une récession dont seules l'intensité et la durée soulèvent encore des questions. Il faudra vraisemblablement attendre 2010 pour voir un retournement de tendance. Le resserrement du crédit va constituer un défi de taille pour les entreprises sous-capitalisées, nombreuses dans le monde du tourisme et du voyage. Les coûts d'exploitation des entreprises de voyage comme Transat, malgré la baisse du cours du pétrole observée en fin d'exercice, sont à la hausse et le seront davantage si le dollar américain continue de reprendre des forces. L'analyse de la situation, qui est d'autant moins réjouissante que la concurrence ne faiblit pas, commande toutefois des nuances dans le cas de Transat : la structure de notre capital est solide, nous avons pallié avec succès aux effets du gel du marché du papier commercial, nous disposons de réserves de liquidités adéquates, toutes nos entités sont rentables d'un point de vue opérationnel, nous occupons la première place au Canada et nous faisons actuellement meilleure figure que certains de nos concurrents en France.

En prévision de l'entrée en vigueur d'un accord libéralisant le transport aérien entre le Canada et l'Union européenne, et sachant que nous appuyons le principe d'une ouverture réciproque et ordonnée des marchés aériens, y compris le relèvement du plafond sur la propriété étrangère, nous maintenons qu'il devient urgent que le gouvernement du Canada

réforme entièrement le régime de frais et de taxes imposé aux aéroports et aux compagnies aériennes du pays. Ce régime représente un véritable boulet pour des entreprises comme Transat et diminue considérablement leur capacité de concurrencer des entreprises étrangères. Le système actuel nuit à la compétitivité du Canada et de ses entreprises. Une étude du World Economic Forum place le Canada au 114^e rang mondial pour la compétitivité-prix dans le domaine du voyage, et au 122^e rang en matière de taxes et de frais aéroportuaires. Un changement de politique s'impose avec de plus en plus d'urgence.

La compétitivité des entreprises de voyage canadiennes risque aussi d'être affectée à compter de 2012 par la décision de l'Union européenne d'imposer unilatéralement des quotas d'émissions de gaz à effet de serre au transport aérien. Il est difficile d'évaluer les coûts qu'entraînera cette mesure pour une entreprise comme Transat, trop de paramètres demeurant inconnus (à commencer par le prix de la tonne de CO₂ et le taux de change). En théorie, les coûts supplémentaires seront répercutés sur les voyageurs. Quoi qu'il en soit, Transat n'approuve pas l'approche mise de l'avant par les Européens, en raison de son caractère unilatéral. Nous préconisons plutôt des solutions multilatérales, élaborées sous les auspices de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et de l'Association internationale du transport aérien (AITA), qui paverait la voie à des conditions de marché aussi uniformes et équitables que possible.

Un travail d'équipe

Je remercie chaleureusement tous les membres du personnel, de l'équipe de direction et du conseil d'administration de Transat pour leur contribution capitale au succès de l'entreprise. Je tiens également à saluer la mémoire de M. Jean Guertin, décédé en novembre 2008. Membre du conseil d'administration, M. Guertin servait Transat avec un professionnalisme et un tact remarquables depuis 1995.

L'exercice 2009 sera exigeant, mais nos actionnaires, qui nous honorent de leur confiance, peuvent être assurés de la détermination et de la passion de toute l'équipe de Transat.



Le président du conseil d'administration,
président et chef de la direction

Jean-Marc Eustache
Le 16 janvier 2009

Transat A.T. inc. est un voyageur international intégré, spécialisé dans le voyage vacances, qui offre plus de 60 pays de destination et distribue des produits dans quelque 50 pays. Transat possède sa propre compagnie aérienne, fournit des services à destination,

Transat à vol d'oiseau

est active dans l'hôtellerie et exploite un vaste réseau de distribution. Transat compte sur une équipe qui privilégie la rigueur et l'efficacité pour offrir à une très vaste clientèle des voyages vacances de qualité à des prix accessibles.

VOYAGISTES EXPÉDITIFS

Transat Tours Canada (TTC)

Vacances Transat, Nolitours, Air Transat
Caraïbes, Amérique latine et Mexique au départ du Canada, marché Canada-Europe, croisières

Rêvatours

Europe de l'Est, Asie, Afrique du Nord, etc.
au départ du Canada

Merika Tours

Destinations nord-américaines au départ du Canada

Air Consultants Europe (ACE)

Représentant de TTC en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg et en Autriche

Look Voyages

Bassin méditerranéen, Afrique, Asie, Caraïbes, Mexique, etc.
au départ de la France

Amplitude Internationale

Tunisie au départ de la France

Vacances Transat (France)

Amériques, Caraïbes, Asie, Afrique au départ de la France

Bennett

Circuits en Europe de l'Est, Scandinavie, Écosse, Irlande

Brokair

Circuits de groupe au départ de la France

Canadian Affair

Marché Canada-Royaume-Uni

VOYAGISTES RÉCEPTIFS ET SERVICES À DESTINATION

Jonview Canada (80,07 %)

Circuits et forfaits à destination du Canada

Tourgreece (90,0 %)

Circuits et forfaits à destination de la Grèce

Trafic Tours (70,0 %)

Excursions et services à destination au Mexique

Turissimo (70,0 %)

Excursions et services à destination en République dominicaine

Transat Holidays USA

Services à destination et agence de voyages en Floride

HÔTELLERIE

Ocean Hotels (35,0 %)

Cinq hôtels au Mexique et en République dominicaine

DISTRIBUTION AU DÉTAIL

Transat Distribution Canada (TDC)

Réseau de 415 agences de voyages au Canada
(Club Voyages, Voyages en Liberté, TravelPlus, Marlin Travel)
et exitnow.ca

tripcentral.ca (64,6 %)

Réseau de 22 agences de voyages tripcentral.ca au Canada

Club Voyages

Réseau de 67 agences de voyages Club Voyages
et Look Voyages en France

TRANSPORT AÉRIEN

Air Transat

Transporteur aérien nolisé spécialisé dans les voyages vacances

Handlex

Services aéroportuaires à Montréal, Toronto et Vancouver

Sauf indication contraire, toutes les filiales sont détenues à 100 %

Transat Tours Canada (TTC)

Transat Tours Canada (TTC), qui opère principalement sous les marques Vacances Transat, Nolitours et Air Transat, a augmenté sa clientèle sur tous ses créneaux en 2008, affichant une croissance globale de 11 % du nombre de voyageurs. Cette progression très satisfaisante a été réalisée dans un marché qui est demeuré extrêmement concurrentiel, en particulier pour les destinations soleil, et dans un contexte marqué par le prix très élevé du carburant.

Principal voyageur vacances entre le Canada et l'Europe, TTC offre également aux Canadiens, en toute saison, une gamme variée de séjours au Mexique et dans les Caraïbes. Enfin, au Canada, TTC offre à sa clientèle des croisières dans toutes les mers du monde, grâce à des ententes avec les meilleures compagnies de croisière. En 2008, ce créneau a représenté plus de 61 000 voyageurs. De plus, des deux côtés de l'Atlantique, TTC propose une vaste gamme de circuits et de formules d'hébergement, élaborés par Transat ou par des partenaires.

Sous la marque Rêvatours, TTC vend des circuits et des produits à la carte dans 30 pays d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud, y compris, depuis 2008, l'Équateur, l'Argentine et le Chili; et sous la marque Merika Tours, offre au Canada une gamme de destinations nord-américaines.

Air Consultants Europe (ACE)

Partenaire majeur de TTC en Europe, ACE a fortement intensifié sa collaboration avec Jonview Canada en 2008, et poursuivi ses efforts de renforcement de sa plateforme de distribution multicanal, avec pour résultat une augmentation substantielle de ses ventes.

Look Voyages

En 2008, Look Voyages a poursuivi sur sa lancée avec la formule gagnante des Clubs Lookéa (28 clubs dans 16 pays à l'été 2008) tout en diversifiant son offre avec un éventail de séjours et de circuits pour la période estivale. Championne de l'approche multicanal, Look Voyages maîtrise une partie importante de sa distribution. Elle a enregistré quelque 257 000 voyageurs en 2008, dont le taux de satisfaction a été de 97 %. Amplitude Internationale, spécialisée sur la Tunisie, a également connu une excellente année, avec près de 124 000 voyageurs.

Vacances Transat (France)

En 2008, Vacances Transat (France) a connu une bonne croissance avec 182 000 voyageurs et un chiffre d'affaires en hausse de 16 %, à 231 millions d'euros. Quelque 95 000 voyageurs ont opté pour des circuits organisés, une des spécialités de Vacances Transat, 40 000 ont choisi un produit balnéaire, tandis que 80 000 ont voyagé sur Air Transat à destination du Canada. Premier voyageur du marché français pour le Canada, Vacances Transat s'affirme aussi de plus en plus comme un spécialiste des circuits aux quatre coins du monde. Opérant également sous les marques Bennett (à destination de l'Europe du Nord) et Brokair (un spécialiste des voyages de groupe), le voyageur offrait 34 pays de destination et travaillait avec une trentaine de compagnies aériennes au départ de la France en 2008.

Canadian Affair

Principal voyageur du Royaume-Uni à destination du Canada, Canadian Affair travaille main dans la main avec Transat Tours Canada, Jonview Canada et deux transporteurs aériens : Air Transat et Thomas Cook Airlines. En 2008, Canadian Affair a enregistré un taux de remplissage très élevé tout en augmentant ses revenus accessoires, avec pour résultat une croissance substantielle de ses revenus et marges. Pour une quatrième année consécutive, Canadian Affair a obtenu le titre de «voyageur préféré» des consommateurs.

Jonview Canada

Jonview Canada, le plus important voyageur réceptif au Canada, propose ses produits dans une cinquantaine de pays, non seulement en Europe, mais également dans un nombre grandissant de marchés émergents. Jonview Canada vend aussi ses produits par l'entremise d'une alliance innovatrice avec Via Rail. L'exercice 2008 a été une année record, avec des ventes d'environ 128 millions de dollars et 263 000 voyageurs.

Tourgreece

Près de 15 millions de touristes visitent la Grèce chaque année et Tourgreece en accueille environ 69 000, ce qui en fait un des voyageurs réceptifs les plus importants au pays. En 2008, Tourgreece a élargi son réseau de distribution en Argentine, au Brésil, à Singapour et en Malaisie.

Transat Distribution Canada

À la fin de l'exercice 2008, Transat Distribution Canada (TDC) regroupait quelque 415 agences (dont 337 franchisées) et quelque 1800 conseillers en voyage. Toutes bannières confondues, les ventes de ce réseau pancanadien ont totalisé 1,2 milliard de dollars, et ses ventes de produits Transat ont augmenté. En 2009, TDC entend se concentrer sur l'augmentation de la productivité, prévoyant notamment améliorer ses systèmes et développer un programme de gestion de la relation-client (CRM).

Club Voyages

Avec Club Voyages, nous comptons 67 agences de voyages en France, soit 33 sous la bannière de Look Voyages et 34 sous celle de Club Voyages. En 2009, on resserrera les liens stratégiques entre nos voyageurs et nos structures de distribution, de manière à tirer tous les avantages possibles de la position du groupe sur le marché expéditif français.

Air Transat

Air Transat exploite une flotte de 18 appareils (14 Airbus A310 et 4 Airbus A330). Ses performances au chapitre de la ponctualité des vols, de la fiabilité de la flotte et de la gestion du carburant demeurent parmi les meilleures de l'industrie. En vue d'améliorer le confort des passagers, Air Transat a augmenté l'espace entre les sièges sur tous ses appareils. Notre transporteur a reçu la certification de phase 2 de Transports Canada pour son système de gestion de la sécurité en 2007, puis a obtenu son inscription au registre IOSA (*IATA Operational Safety Audit*) de l'Association internationale du transport aérien en 2008, se hissant parmi les compagnies les plus en pointe en matière de gestion de la sécurité. Plusieurs facteurs contribuent à faire d'Air Transat une compagnie aérienne de premier plan dans sa catégorie : son personnel de bord qualifié et accueillant, un programme exceptionnel pour les jeunes familles et sa classe Club.

Handlex

Handlex et ses quelque 1 100 employés offrent des services aéroportuaires (enregistrement des passagers, manutention des bagages, fret, nettoyage des avions, services de piste, entretien de l'équipement au sol) à 26 transporteurs, dont Air Transat, aux aéroports de Montréal, de Toronto et de Vancouver. En 2008, Handlex a eu une très bonne performance financière et opérationnelle. Elle a amélioré ses systèmes de gestion, renouvelé une partie de son équipement et continué d'offrir un service sécuritaire et de haute qualité. L'équipe de Handlex a assuré 15 433 départs en 2008.

Tout au long de son histoire, de concert avec ses employés, Transat est demeurée présente auprès de la collectivité. Mais au cours des deux dernières années, nous avons pris un virage encore plus prononcé

responsabilité sociale

en matière de gestion responsable, nous efforçant de devenir un employeur de premier ordre et un chef de file dans le domaine du tourisme durable.

Ce qui suit est un résumé de notre rapport de responsabilité sociale, dont la version intégrale est disponible sur notre site Web à www.transat.com

Tout au long de son histoire, de concert avec ses employés, Transat est demeurée présente auprès de la collectivité. Mais au cours des deux dernières années, nous avons pris un virage encore plus prononcé en matière de gestion responsable, nous efforçant de devenir un employeur de premier ordre et un chef de file dans le domaine du tourisme durable. Ce dernier se définit comme un tourisme qui se fait en harmonie avec la nature, les communautés d'accueil et leurs valeurs, et qui conjugue des retombées socioéconomiques positives pour les populations locales avec une expérience enrichissante pour les voyageurs.

Transat : une équipe de talent

Chez Transat, nous croyons que nos gens grandissent en même temps que notre organisation et qu'ils représentent les fondements même de notre industrie. C'est pourquoi nous considérons qu'il est de notre responsabilité d'aider notre équipe à développer ses talents, de faire connaître notre industrie aux générations montantes, et de travailler avec la collectivité et les partenaires susceptibles de nous accompagner dans la réalisation de cette mission. Au 31 octobre 2008, Transat comptait 6 466 employés.

En matière de développement du talent, notre philosophie actuelle s'appuie sur un vaste consensus, élaboré par l'entremise d'une consultation auprès de plus de 70 cadres de différents niveaux et différents pays. En effet, c'est avant tout sur les gestionnaires que repose cette responsabilité, si fondamentale pour le développement de notre organisation. Une formation en «coaching» a d'ailleurs été donnée à près de la totalité de nos gestionnaires (plus de 500) de tous niveaux.

Le développement du personnel dans une perspective de pérennité

- Une responsabilité partagée entre gestionnaire et employé
- Discussion continue et régulière entre employé et gestionnaire
- Processus ouvert et transparent
- Accent sur la promotion à l'interne et la mobilité entre filiales
- Approche basée sur l'expérience de travail, accompagnée d'un bon «coaching»

Une démarche structurée d'évaluation du potentiel a été implantée avec l'aide d'un réseau international d'experts en psychologie organisationnelle. Ainsi, près de 50 personnes ont été évaluées dans le but d'établir pour elles un plan de développement individuel. Le suivi de leur parcours est réalisé à partir d'une plateforme virtuelle, laquelle permet aux employés et à leurs supérieurs immédiats d'en mesurer l'avancement ainsi que les retombées.

De plus, un référentiel de douze compétences de gestion a été développé dans le but d'orienter les activités de formation de l'organisation. Ces compétences ont été minutieusement sélectionnées en fonction des objectifs stratégiques de l'organisation. Un curriculum destiné aux gestionnaires a également été développé en lien avec ces compétences. Ce curriculum est modulaire et permet ainsi aux cadres de différents niveaux d'expérience de participer à des activités de formation qui correspondent à leurs besoins.

Dans le but de faciliter la poursuite et l'accès aux études universitaires pour nos employés qui en ont la motivation, nous avons élaboré, en partenariat avec l'Université de Sherbrooke, l'Université Ryerson de Toronto ainsi que l'Université Simon Fraser de Vancouver un programme de certificat universitaire en gestion des organisations. Cette initiative, d'abord implantée chez Air Transat, a été élargie et rendue accessible à tous nos employés canadiens en 2008.

De nouveaux programmes ont été implantés pour reconnaître les efforts et les succès de nos employés. À titre d'exemple, le programme Vega permet à quiconque de signaler le mérite d'un collègue, qu'il s'agisse d'un équipier immédiat ou d'une personne d'une autre filiale.

Chez transat, nous croyons que nos gens grandissent en même temps que notre organisation et qu'ils représentent les fondements même de notre industrie.

Des efforts importants sont consacrés à la communication interne et plusieurs canaux sont mis à contribution. Nous encourageons nos gestionnaires à rencontrer périodiquement leur personnel pour partager de l'information et être à l'écoute, et du soutien leur est apporté pour leur faciliter la tâche. Ces rencontres, peu importe leur échelle, trouvent leur pendant sur l'Intranet «Mundo», entièrement restructuré

depuis janvier 2009. L'Intranet est un outil idéal pour maintenir la communication entre la direction et les employés.

Transat cultive d'excellentes relations de travail avec l'ensemble de son personnel. C'est particulièrement le cas chez Air Transat et chez Handlex au chapitre des rapports que nous entretenons avec tous nos partenaires syndicaux. Au cours des deux dernières années, Air Transat a complété la négociation de toutes ses conventions collectives et nous sommes parvenus à des ententes sans conflit. La plupart de nos ententes sont à long terme, c'est-à-dire d'une durée de cinq ans.

L'environnement

Un premier chantier, en matière de tourisme durable, porte sur la gestion des ressources. En 2008, nous avons implanté de nouvelles initiatives de réduction, de réemploi et de recyclage. En parallèle, nous avons entrepris la complexe tâche de tracer un bilan environnemental détaillé, en vue de permettre une quantification des objectifs et une meilleure planification à long terme. Dans tous nos bureaux, de nombreuses activités de sensibilisation ont été menées auprès du personnel, qui s'est montré très réceptif à ce vaste effort d'adoption de pratiques d'avant-garde.

Dès 2003, Air Transat, une filiale à part entière de Transat, a développé et implanté un programme rigoureux de gestion du carburant, qui a permis de réduire substantiellement les émissions de gaz à effet de serre (GES) par passager. En 2008, la consommation de carburant chez Air Transat a été de 3,26 litres (8,25 kg de CO₂) par passager par 100 km, par rapport à 3,17 litres (8,02 kg de CO₂) l'année précédente. Ces consommations se comparent avantageusement à celles de la plupart des transporteurs aériens. L'augmentation relative de 2008 est attribuable à la diminution du nombre de sièges sur nos appareils, alors que nous avons augmenté l'espace entre ceux-ci pour améliorer le confort. Au total, Air Transat a effectué en 2008 environ 14 400 vols, et les émissions de CO₂ correspondantes ont été de 1 137 629 tonnes, par rapport à environ 13 000 vols et 1 013 970 tonnes en 2007.

Nous avons entrepris avec nos filiales du domaine aérien trois autres projets majeurs, à savoir la poursuite d'une certification LEED-EB pour le siège social et le centre d'entretien de Montréal, la mise en place d'un système de gestion environnementale en vue d'une certification ISO 14001, ainsi que l'intégration des principes 3R-V (réduction, réemploi, recyclage et valorisation) dans la stratégie d'approvisionnement.

Agir à destination

Dans le cadre d'un programme qu'elle a mis au point, Transat soutient des projets qui visent à préserver ou à mettre en valeur le patrimoine culturel, à protéger des sites naturels présentant un potentiel touristique, à aider les communautés à bénéficier économiquement du tourisme, ou à réduire l'impact environnemental de celui-ci. Ces projets lui sont présentés par des organismes à but non lucratif ou des collectivités.

À ce jour, Transat a ainsi accordé son appui à 8 projets dans 4 pays, qui s'inspirent d'une même vision : développer le tourisme, créer des emplois, générer des retombées économiques, à partir de projets basés sur la conservation et l'adhésion de la collectivité. Ces projets représentent des engagements financiers de plus de 300 000 \$. Ce programme promeut une certaine vision du développement touristique, en éveillant les consciences des promoteurs, des décideurs, des voyageurs et de tous ceux qui, en somme, exercent un pouvoir sur les destinées du tourisme.

Notre performance en matière de tourisme durable est tributaire, en partie, de celle de nos fournisseurs, d'où notre

développement d'un plan d'action basé sur la sensibilisation et le dialogue. Avec le temps, le programme sera étendu à l'ensemble de nos fournisseurs du secteur hôtelier, puis aux fournisseurs d'autres catégories de services. En parallèle, Transat met de l'avant un rigoureux programme d'inspection des hôtels, portant sur 163 paramètres liés à la sécurité.

Transat a entrepris de sensibiliser les voyageurs aux enjeux du tourisme durable, notamment par l'entremise de son site Web, dans ses brochures commerciales et dans le magazine de bord d'Air Transat. À ce jour, le principal objectif poursuivi est de faire comprendre les concepts fondateurs du tourisme durable, et notamment ses piliers que sont l'environnement, la conservation du patrimoine et le respect des cultures, et l'exploitation responsable du potentiel économique du tourisme.

En 2008, Transat et ses filiales, ses employés et ses clients ont effectué des contributions d'une valeur d'environ 1,8 million de dollars, faites en argent ou en nature à des œuvres de charité, des organisations humanitaires et des organismes sans but lucratif.



souci de choisir des partenaires responsables et de mettre en place une culture de collaboration, basée sur une vision commune du tourisme durable. Nous pouvons exercer une influence sur les façons de faire; nous pouvons aussi nous inspirer des pratiques d'avant-garde qui, souvent, sont déjà mises en place par nos partenaires, et que nous pouvons contribuer à propager auprès du plus grand nombre.

Nous avons mis en place un groupe de travail international chargé de jeter les bases d'une politique d'approvisionnement durable en matière de services touristiques, de même qu'un programme de sensibilisation et d'amélioration continue auprès des fournisseurs. Le déploiement de ce programme se fera par étapes. Dans un premier temps, nous concentrons nos efforts sur le secteur hôtelier : à l'été 2008, nous avons lancé un projet pilote afin de documenter les pratiques qui ont cours en matière de gestion environnementale, d'achat local, de relations de travail et de rapports avec la collectivité. Cette initiative pavera ainsi la voie au

Transat a entrepris de sensibiliser les voyageurs aux enjeux du tourisme durable, notamment par l'entremise de son site Web, dans ses brochures commerciales et dans le magazine de bord d'Air Transat.

Amérique

2008 2007 2006

Voyagistes expéditifs et transport aérien

Transat Tours Canada (TTC)

(Vacances Transat,

Nolitours et Air Transat)

Revenus	2 371 000	2 117 000	1 912 000
Effectif	3 051	2 881	2 667
Passagers ¹	3 181 000	2 918 000	2 625 000
Voyageurs ²	1 492 000	1 348 000	1 200 000

Révatours

Revenus	13 800	13 000	18 400
Effectif	25	27	26
Voyageurs	4 700	4 300	6 000

Voyagistes réceptifs et services à destination

Jonview Canada

Revenus	127 500	121 000	118 000
Effectif	288	238	183
Voyageurs	263 000	249 000	237 000

Transat Holidays USA, Turissimo et Trafic Tours

Revenus	43 200	32 000	32 000
Effectif	263	107	105

Distribution au détail

Transat Distribution Canada

(Club Voyages, Marlin Travel,
TravelPlus, Voyages en Liberté
et exitnow.ca)

Revenus (commissions et franchises)	67 100	61 400	36 000
Points de vente en propriété	78	83	88
Effectif	581	577	597
Points de vente franchisés	337	304	315

Tripcentral.ca

Revenus	8 700	7 400	7 700
Effectif	110	100	99
Points de vente en propriété	22	22	23

Autres services aériens

Handlex

Revenus	54 200	49 500	41 000
Effectif	1 147	1 203	1 108

Europe

2008 2007 2006

Voyagistes expéditifs

Vacances Transat (France)

(Vacances Transat (France),
Bennett et Brokair)

Revenus (€)	231 000	211 000	194 000
Effectif	240	220	214
Voyageurs	182 000	155 000	141 000

Look Voyages

Revenus (€)	235 000	189 000	148 000
Effectif	342	309	305
Voyageurs	257 000	213 000	167 000
Club Lookéa/été ³	28	26	18
Club Lookéa/hiver ³	13	12	7

Amplitude Internationale

Revenus (€)	44 000	19 000	—
Effectif	18	19	—
Voyageurs	124 000	46 000	—

Air Consultants Europe (ACE)

Revenus commissions (€)	3 400	3 300	3 200
Effectif	26	23	19
Voyageurs	58 000	46 000	45 000

Canadian Affair

Revenus (£)	89 700	71 000	30 500
Effectif	67	75	63
Voyageurs	176 000	161 500	69 700

Voyagistes réceptifs et services à destination

Tourgreece

Revenus (€)	19 600	20 700	19 700
Effectif	34	30	35
Voyageurs	69 000	72 000	71 000

Distribution au détail

Club Voyages (France)

Revenus commissions (€)	10 300	10 300	9 900
Effectif	198	191	201
Points de vente en propriété	67	69	72

¹ Les sociétés aériennes comptabilisent les segments de vol en passagers

² Les voyagistes comptabilisent les voyageurs en aller-retour

³ Incluant croisière Lookéa en Égypte

Toutes les filiales sont détenues à 100 % sauf :
Jonview Canada (80,07 %)
Tourgreece (90,0 %)
Travel Superstore Inc. (Tripcentral.ca) (64,6 %)

Transat compte parmi les plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos

rapport de gestion

produits dans deux secteurs géographiques, soit l'Amérique et l'Europe.

Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfait ou non, y compris des sièges d'avion.

APERÇU	18
ACTIVITÉS CONSOLIDÉES	22
SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT	27
AUTRES	29
COMPTABILITÉ	29
CONTRÔLES ET PROCÉDURES	33
RISQUES ET INCERTITUDES	33
PERSPECTIVES	35

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 par rapport à l'exercice terminé le 31 octobre 2007 et doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes y afférentes qui figurent dans le présent rapport annuel à partir de la page 36. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 16 janvier 2009. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com dont les lettres d'attestations pour l'exercice financier 2008 et la notice annuelle.

Nos états financiers sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Dans ce rapport de gestion, nous présenterons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Ces mesures n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Elles ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas remplacer d'autres mesures du rendement préparées en vertu des PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions «Transat», «nous», «notre», «nos» ou la «société», sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

Les chiffres de 2007 ont été redressés, le cas échéant, pour tenir compte du changement de convention comptable concernant la comptabilisation des entretiens des aéronefs appliquée depuis le 1^{er} novembre 2007 et résumée à la note 3 des états financiers consolidés. Les chiffres de 2006 (et avant selon le cas) n'ont pas été redressés pour tenir compte de ce changement.

Avertissement en ce qui concerne les déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme «s'attendre à», «anticiper», «planifier», «croire», «estimer», «avoir l'intention de», «viser», «projeter», «prévoir», ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospec-

tives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les conflits armés, les attentats terroristes, les prix de l'énergie, les conditions du secteur, du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la société. Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives nous citons, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant :

- La perspective selon laquelle la société dispose des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés en 2009 et continuer de tirer parti de ses stratégies à long terme.
- La perspective selon laquelle le nombre total de voyageur en 2009 devrait être légèrement supérieur à celui de 2008.
- La perspective de la société selon laquelle nos dépenses d'exploitations augmenteront en raison de l'accroissement des activités commerciales.
- La perspective de la société selon laquelle le nombre de réservations de voyage sera plus élevé qu'à l'exercice précédent.
- La perspective selon laquelle la société s'attend à des marges pour la saison d'hiver 2009 nettement inférieures à celles réalisées au cours de l'hiver 2008.
- La perspective selon laquelle la société s'attend à ce qu'il soit difficile d'atteindre pour la saison hiver 2009 les marges réalisées au cours de la saison d'hiver 2008 en Europe.
- La perspective de la société selon laquelle les flux de trésorerie provenant de l'exploitation, les fonds dont elle dispose et les emprunts sur ses facilités de crédit seront suffisants pour combler ses besoins en fonds de roulement.

En faisant ces déclarations, la société a supposé que les tendances des réservations se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que la société ne peut prédire l'incidence qu'aura les prix de l'énergie et les taux de change futurs sur ses résultats financiers, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement pour l'exercice complet. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la société à cette date. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par la loi.

Faits saillants financiers

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	2008	2007	2006	Variation	
	\$	Redressé \$	\$	2008 %	2007 %
États consolidés des résultats					
Revenus	3 512 851	3 045 917	2 603 746	15,3	17,0
Marge ¹	127 327	138 117	126 944	(7,8)	8,8
Bénéfice net (perte nette)	(50 011)	78 503	65 770	(163,7)	19,4
Bénéfice (perte) de base par action	(1,51)	2,33	1,88	(164,8)	23,9
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	(1,51)	2,30	1,85	(165,7)	24,3
Dividende – actions de catégorie A et B	0,36	0,34	0,14	5,9	142,9
Bilans consolidés					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	145 767	166 768	214 887	(12,6)	(22,4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	256 697	168 196	203 613	52,6	(17,4)
Placements dans des PCAA	86 595	142 346	—	(39,2)	s.o.
	489 059	477 310	418 500	2,5	14,1
Actif	1 265 431	1 080 523	959 195	17,1	12,6
Dette (à court et à long terme)	153 241	91 837	87 824	66,9	4,6
Dette totale ¹	450 335	371 146	408 161	21,3	(9,1)
Dette nette ¹	217 973	62 032	193 274	251,4	(67,9)
États consolidés des flux de trésorerie					
Activités d'exploitation	155 225	134 457	116 160	15,4	15,8

¹ MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Les expressions «marge», «dette totale» et «dette nette» n'ont pas de sens prescrit par les PCGR du Canada et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Cependant, ces expressions sont présentées de manière uniforme d'un exercice à l'autre, car la direction les utilise pour mesurer le rendement financier de la société.

La marge est utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente. La marge correspond aux revenus moins les dépenses d'exploitation, selon les états consolidés des résultats.

La dette totale est utilisée par la direction pour déterminer les besoins futurs de liquidités de la société. Elle est représentée par la combinaison de la dette au bilan (dette à long terme et débeture) et des ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs, présentées à la page 28.

La dette nette est utilisée par la direction pour estimer sa situation de trésorerie. Elle correspond à la dette totale (décrite ci-haut), moins la trésorerie et équivalents de trésorerie non détenus en fiducie ou autrement réservés et les placements dans des papiers commerciaux adossés à des actifs [«PCAA»].

APERÇU

Le secteur des voyages vacances

Le secteur des voyages vacances regroupe principalement des voyagistes, des agences de voyages (ayant pignon sur rue ou en ligne), des entreprises offrant des services à destination ou d'hôtellerie et des transporteurs aériens, ces derniers offrant aux voyageurs des vols réguliers ou nolisés.

Les voyagistes dits expéditifs achètent localement ou à l'étranger les divers éléments constitutifs d'un voyage et les vendent à des consommateurs sur leurs marchés locaux, généralement par l'intermédiaire d'agences de voyages, soit sous forme de forfait voyage ou séparément. Les voyagistes dits réceptifs, pour leur part, élabo-

rent des forfaits ou d'autres produits de voyage à partir de services qu'ils achètent sur leur marché local, pour les vendre sur les marchés étrangers, généralement par l'entremise d'autres voyagistes ou d'agences de voyages.

Les entreprises de services à destination, quant à elles, sont installées à destination, et vendent, sur place, aux voyageurs des produits variés pour consommation rapide ou immédiate. Les agences de voyages servent d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. Les transporteurs aériens fournissent leurs services aux agences de voyages et aux voyagistes. Ils sont désignés «transporteurs réguliers» lorsqu'ils vendent leurs services directement au public et aux agences de voyages et «transporteurs nolisés» lorsqu'ils vendent leurs sièges en blocs à des voyagistes.

Activité principale, vision et stratégie

Activité principale – Transat compte parmi les plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyageur, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyageur expéditif et comme voyageur réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans 10 autres pays européens, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines (en France et au Canada) nous appartiennent. En effet, Transat est également un important distributeur au détail, comptant au total environ 500 agences de voyages (dont 337 franchisées) et un système de distribution multicanal faisant appel à Internet. Depuis 2008, Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière qui possède et exploite des propriétés au Mexique et en République dominicaine. Transat a recours à plus de 60

compagnies aériennes, mais s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une vaste proportion de ses besoins. Transat offre également des services à destination et des services aéroportuaires.

Vision – Selon l'Organisation mondiale du tourisme, on a compté en 2007 quelques 900 millions de touristes internationaux et ce marché est en croissance. Les voyageurs ont des origines et des destinations de plus en plus variées. La vision de Transat est de maximiser la valeur pour les actionnaires en pénétrant de nouveaux marchés, en accroissant sa part de marché et en maximisant les bénéfices de l'intégration verticale. Nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyageur expéditeur et voyageur réceptif. Nous sommes solidement implantés en France et au Royaume-Uni comme voyageur expéditeur, de même qu'en Grèce comme voyageur réceptif. Nous offrons à nos clients une vaste gamme de destinations internationales, dans quelques 60 pays. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyageur intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

Stratégie – De 2006 à 2008, Transat a mis en œuvre un plan triennal axé sur la croissance. Pendant cette période, les revenus ont augmenté d'environ un milliard de dollars, soit environ 48 %, grâce à des acquisitions et à une croissance interne dynamique. L'entreprise a affirmé sa position au Canada comme chef de file dans toutes les régions, de même qu'en France, où elle figure parmi les plus importants voyageurs, et au Royaume-Uni, où elle a acquis un voyageur et renforcé sa position sur le Canada. Transat a pénétré comme prévu le marché de l'hôtellerie. Pendant cette période, Transat a également acquis des agences de voyages, augmenté sa présence sur Internet, et développé une plateforme de distribution multicanal performante.

En 2009, Transat commencera l'implantation d'un plan triennal 2009-2011, axé principalement sur l'accroissement de notre compétitivité dans nos marchés principaux; l'adaptation de notre offre pour participer aux segments de marché en forte croissance; la poursuite de l'intégration verticale; la poursuite de notre approche bilatérale de développement des marchés; et le développement des compétences pour maintenir et accroître notre compétitivité et assurer la pérennité de l'organisation. La mise en œuvre de ce plan tiendra compte de la conjoncture économique préoccupante qui se dessinait à la fin de l'année civile 2008. Pour l'exercice 2009, les objectifs que Transat poursuivra sont les suivants :

- Accroître efficacité, productivité, compétitivité et agilité au sein de l'organisation, par une gestion serrée des coûts et des investissements ciblés permettant de maximiser les ressources, en combinant stratégiquement des résultats à court terme et une vision à long terme, sans compromettre la qualité du service à la clientèle.
- Consolider notre position de chef de file comme voyageur expéditeur par le maintien ou l'augmentation de nos parts de marché en différenciant notre offre, en maximisant les produits exclusifs, en lançant de nouveaux produits et en étendant notre portée, nous appuyant sur l'approche de distribution bilatérale que nous avons mise au point.
- Poursuivre le développement et la mise en œuvre de notre stratégie de distribution multicanal et augmenter les ventes sur chacun des canaux.
- Développer et mettre en œuvre un plan lié au tourisme durable visant à positionner Transat parmi les chefs de file de l'industrie, à exercer une influence accrue sur l'avenir de notre marché et à susciter l'adhésion des employés, des fournisseurs et des clients.

Revue des objectifs et des réalisations 2008 (voir tableau sur pages 20 et 21)

Principaux inducteurs de performance

Les principaux inducteurs de performance suivants sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Part de marché

Demeurer le chef de file dans toutes les provinces canadiennes et élargir la part de marché en Ontario, au Canada et en Europe.

Croissance des revenus

Faire croître les revenus de plus de 5 %, exception faite des acquisitions.

Marge

Obtenir des marges supérieures à 5 %.

Capacité de réaliser les objectifs

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs.

Nos ressources financières se composent de ce qui suit :

Trésorerie

Nous comptons sur des soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie non détenues en fiducie ou autrement réservés de 145,8 millions de dollars au 31 octobre 2008. De plus, nos efforts soutenus visant à réduire les dépenses et à augmenter nos marges devraient contribuer à maintenir ces soldes à des niveaux sains. Également, nous détenons des placements dans des PCAA ayant une juste valeur et une valeur nominale de 86,5 millions de dollars et 143,5 millions de dollars respectivement à cette date.

Facilités de crédit

Nous pouvons également compter sur des facilités de crédit à terme rotatifs totalisant actuellement 194,0 millions de dollars (264,6 millions de dollars lorsque le plan de restructuration des PCAA sera complété) et échéant jusqu'en 2013.

Nos ressources non financières comprennent :

Marque

La société a pris les mesures nécessaires pour se donner une image de marque distincte et renforcer sa réputation, y compris par son approche en matière de tourisme durable.

Structure

Notre structure intégrée verticalement nous permet d'assurer un meilleur contrôle de la qualité de nos produits et services.

Ressources humaines

Au cours des dernières années, nous avons intensifié nos efforts visant la création d'une culture d'entreprise unifiée, fondée sur une vision claire et des valeurs communes.

Grâce à ces efforts, nos employés travaillent en équipe et sont engagés à assurer la satisfaction globale de nos clients et à participer à l'amélioration de l'efficacité de la société. En outre, nous croyons que la société bénéficie d'un solide leadership.

Relations avec les fournisseurs

Nous avons un accès exclusif à certains hôtels dans des destinations soleil et entretenons depuis plus de 20 ans des relations privilégiées avec de nombreux hôtels dans ces destinations et en Europe.

Transat dispose des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés en 2009 et continuer de tirer parti de ses stratégies à long terme.

Revue des objectifs et des réalisations 2008

OBJECTIF 1

Consolider notre position de chef de file au Canada et resserrer les liens de Transat Tours Canada (TTC) avec nos filiales européennes actives sur le marché transatlantique.

- Augmenter davantage notre part de marché en Ontario sur le Sud en hiver, en nous appuyant sur notre position de chef de file acquise en 2007, et la maintenir ou l'accroître dans toutes les autres régions du Canada, où nous sommes également numéro un.
- Commencer l'implantation d'un plan de développement de cinq ans du marché transatlantique, basé sur de nouvelles destinations et le resserrement des liens entre TTC et nos filiales européennes qui agissent comme vendeurs ou revendeurs (Canadian Affair, Vacances Transat France et Air Consultants Europe), de même qu'avec Air Transat et Jonview Canada, capitalisant à fond sur notre présence des deux côtés de l'Atlantique.
- Continuer de renforcer notre système de distribution multicanal, par la consolidation du réseau d'agences de voyages et le développement de plateformes web adaptées à l'évolution du marché.
- Augmenter nos marges, notamment en poursuivant nos efforts de contrôle des coûts, y compris par la recherche de nouvelles synergies entre filiales.

RÉALISATIONS

Au départ du Canada vers le Sud en hiver, avec une capacité accrue, nous avons maintenu notre part de marché en Ontario, subi une baisse légère au Québec, et enregistré un recul dans l'Ouest du pays, dans le contexte d'un marché fortement concurrentiel. Nous demeurons cependant le voyageur numéro un dans toutes les régions du pays et nous avons vendu davantage de sièges que l'année précédente.

Nous avons commencé l'implantation d'un plan visant à accroître l'envergure et l'efficacité de nos activités transatlantiques. Ce plan est notamment basé sur une collaboration beaucoup plus serrée entre Transat Tours Canada (TTC) et Jonview Canada, Canadian Affair, Vacances Transat (France) et Air Consultants Europe (ACE). Nous avons lancé une nouvelle destination (Bâle-Mulhouse) et de nouvelles liaisons (Vancouver-Calgary-Paris), de sorte que nous mettions de l'avant 64 liaisons entre le Canada et l'Europe durant l'été 2008, une offre qui se distingue aisément de celle de tout autre transporteur et consolide notre position sur le marché touristique. Cette plateforme nous a permis d'augmenter notre part du marché transatlantique des vacances en 2008.

Notre plateforme de distribution multicanal s'est développée et a joué un rôle central dans l'augmentation de 10 % de nos volumes en 2008, par rapport à 2007, alors qu'environ 30 % des ventes canadiennes ont été faites par l'entremise des agences de voyages, des centres d'appels ou des sites Internet du réseau de Transat. Nous comptons maintenant 437 agences au Canada, incluant 33 nouveaux franchisés. Nous avons mis en place une plateforme de gestion de la relation-client.

La préservation de la marge a posé un très grand défi en 2008, à cause de la hausse vertigineuse de la facture carburant, qui n'a pu être compensée qu'en partie par les mécanismes prévus à cet effet, et de l'excès de capacité sur le marché. Des revenus accessoires en hausse chez Air Transat, et d'autres mesures, ont contribué à protéger la marge. Au chapitre des rapprochements entre filiales, signalons une mise en commun de plusieurs fonctions administratives entre Jonview Canada et TTC, qui a donné des résultats probants.

OBJECTIF 2

Accroître notre compétitivité et notre envergure en tant que voyageur expéditif européen.

- Au départ de la France, poursuivre la diversification des destinations en nous appuyant sur les modèles de fonctionnement actuels de Look Voyages et Vacances Transat (France).
- Continuer de renforcer notre système de distribution multicanal, par des liens plus serrés entre nos agences de voyages et nos voyageurs, de même que par le développement de plateformes web adaptées à l'évolution du marché.
- Mettre au point un plan stratégique de croissance de notre organisation en France.

RÉALISATIONS

Vacances Transat demeure un chef de file des circuits et du long-courrier en France et a poursuivi le développement de nouvelles destinations comme le Vietnam, ce qui a permis en 2008 de compenser des destinations ayant ralenti, comme la République dominicaine. Look Voyages a exploité 28 Clubs Lookéa à l'été 2008 et a conservé une excellente performance en termes de satisfaction de la clientèle. L'année a été marquée par l'intégration réussie de l'Européenne de tourisme (Amplitude Internationale) et la nomination d'un nouveau directeur général chez Look Voyages. En 2008, la performance de nos voyageurs français a été supérieure à celle de nos voyageurs canadiens, et leur taux de croissance a été supérieur à celui du marché français.

La plateforme multicanal de Transat en France a bien performé en 2008. Au Royaume-Uni, où la distribution directe occupe un rôle central, nous avons enregistré une croissance de volume de l'ordre de 14 % et une amélioration notable de la marge sur 2007.

Le plan stratégique de la France est en développement, de concert avec le plan stratégique triennal 2009-2011 de Transat.

OBJECTIF 3

Pénétrer de nouveaux marchés expéditifs.

- Poursuivre des opportunités de croissance comme voyageur expéditif sur de nouveaux marchés, notamment en Europe du Sud et en Amérique du Nord, par voie d'acquisitions qui correspondent le cas échéant à notre modèle de fonctionnement.
- Aux États-Unis, nous allons poursuivre nos recherches en 2008 sur de nouvelles bases, à savoir des joueurs de taille plus modeste, très actifs sur Internet.

RÉALISATIONS

De nombreux projets d'acquisition ont été identifiés et examinés au cours des trois années du plan, aux États-Unis et en Europe du Sud. Aucune transaction n'a été réalisée et n'aurait pu l'être dans des conditions qui auraient respecté nos critères et l'intérêt de nos actionnaires, a fortiori quand on considère la conjoncture qui se dessine pour 2009. L'objectif de pénétrer d'autres marchés demeure cependant à l'ordre du jour, notamment sur des marchés où nous avons déjà une activité aérienne et où nous pourrions installer rapidement une activité de distribution, comme l'Europe et certains pays d'Amérique latine.

OBJECTIF 4

Capitaliser sur l'intégration verticale à destination.

- Compléter avec succès l'intégration de notre coentreprise dans le domaine hôtelier et en planifier la croissance.
- Rechercher des cibles d'acquisition dans le domaine réceptif, de sorte à augmenter le nombre de destinations où nous présentons une offre complète.

RÉALISATIONS

Nous avons complété avec succès l'intégration de notre entreprise hôtelière, lancée au début de l'exercice. Une équipe a été mise sur pied chez Transat pour assurer le suivi des activités, les postes de direction majeurs de l'entreprise ont été comblés et la marque «Ocean» a été implantée sur les cinq propriétés. Des projets de croissance ont été examinés dans la zone Caraïbes et nous avons finalisé l'achat d'un terrain qui a été identifié pour une construction d'hôtel en République dominicaine.

De nombreuses initiatives ont été prises pour identifier des cibles d'acquisition en matière de voyageurs réceptifs ou d'entreprises de services à destination sur certains marchés majeurs, notamment en Europe du Sud et en Afrique du Nord. Aucune transaction n'a été faite pour le moment. Les mesures prises en 2008 ont permis à nos entreprises de services à destination du Mexique et de la République dominicaine d'afficher une amélioration notable de leur performance financière.

OBJECTIF 5

Donner des moyens additionnels aux gestionnaires d'assurer activement le développement du personnel dans une perspective de pérennité et de gestion des connaissances.

- Développer de nouveaux outils pour enrichir les habiletés d'accompagnement professionnel des gestionnaires.
- Rendre le processus d'identification du talent plus transparent pour le personnel.
- Améliorer la gestion de la relève par l'instauration d'un nouveau système de suivi des plans de développement du personnel.

RÉALISATIONS

Quelque 500 cadres ont reçu une formation en «coaching» en 2008. En outre, environ 150 personnes ont été identifiées pour participer à un projet de développement accéléré, dans le cadre d'un système de suivi des plans de développement du personnel qui a été développé et implanté avec succès en 2008, et qui s'inscrit dans un vaste projet de gestion du talent visant à assurer la pérennité de l'organisation. Un comité de développement du talent, composé de tous les présidents des entités commerciales de même que des vice-présidents ressources humaines, a également été créé pour améliorer notre suivi.

D'autre part, notre nouvelle philosophie de développement du talent a été présentée à tous nos employés lors de la tournée du président.

Poursuivant sur la lancée de l'Académie Air Transat, nous avons mis sur pied l'Académie Transat afin d'élargir l'accès à ce programme à tous nos employés canadiens. Ce programme permet à des employés de poursuivre des études universitaires sur leur lieu de travail. Environ 70 personnes sont actuellement en formation.

Nos efforts vont bien entendu se poursuivre sans relâche, et porteront également sur des changements organisationnels qui visent une meilleure circulation de l'information, une perspective plus globale dans la prise de décision, une efficacité accrue, une utilisation optimale des effectifs et une réduction des coûts.

OBJECTIF 6

Mettre au point et implanter une infrastructure intégrée de gestion de l'information qui soutienne le développement et contribue activement à une croissance rentable.

- Faire évoluer notre stratégie Internet en l'intégrant davantage à notre modèle de fonctionnement, à la fois sur le plan des canaux de distribution et sur celui des processus de gestion.
- Tester et sélectionner les solutions applicatives de deuxième génération, et initier la migration vers de telles solutions, tout en continuant de renforcer les plateformes, le tout contribuant à une croissance rentable de l'entreprise.

RÉALISATIONS

Les objectifs évoqués s'inscrivent dans une dynamique plus vaste visant à moderniser et intégrer les systèmes de gestion majeurs de Transat, et à faire évoluer les plateformes de distribution multicanal.

Nous avons sélectionné l'approche technologique de notre prochaine génération de plateforme Internet pour la distribution de voyages en ligne.

Nous avons identifié et acquis la solution qui permettra la mise en place d'un nouveau système centralisé de gestion des sièges, assortie d'un outil de gestion des revenus. La planification détaillée du projet, visant une implantation initiale dès 2009, a beaucoup progressé.

Finalement en 2008 nous avons complété l'intégration de la gestion financière de TTC et du siège social dans notre environnement SAP, effort qui se poursuivra en 2009 pour nos filiales en France.

OBJECTIF 7

Étoffer nos structures, nos processus et nos stratégies en vue de faire face à l'évolution rapide de l'industrie du tourisme, en particulier au chapitre des attentes et des enjeux relevant de la responsabilité sociale.

- Mettre au point et adopter une politique et un plan d'action en matière de tourisme durable, en vue de faire de Transat un chef de file en ces matières, dans le domaine du tourisme de masse au Canada.
- Élaborer une stratégie de développement à moyen terme qui concilie le plan de renouvellement de la flotte et les coûts supplémentaires probables qui découleront des réglementations liées aux émissions de gaz à effet de serre.

RÉALISATIONS

Transat a développé et rendu publique sa politique de tourisme durable, laquelle a été adoptée par le conseil d'administration en juin 2008. De multiples initiatives ont été mises en branle, dans le cadre d'un plan triennal qui sera complété en 2009, sous les auspices d'un comité de direction du tourisme durable, qui réunit les dirigeants des principales filiales de Transat. Les projets poursuivis touchent principalement l'amélioration de notre performance environnementale, l'identification et la promotion des pratiques reconnues auprès de nos principaux fournisseurs de services touristiques, la sensibilisation des employés et du public aux concepts liés au tourisme durable et la collaboration avec les destinations par le soutien de projets de tourisme durable.

Le renouvellement de la flotte et les coûts supplémentaires probables liés aux émissions de gaz à effet de serre (GES), deux enjeux qui sont liés et également complexes, ont fait l'objet d'une attention particulière tout au long de l'année. Différents scénarios ont été examinés, mais la situation de l'industrie évolue rapidement. L'objectif de Transat consiste à mettre en jeu, à partir de 2012, des appareils le mieux adaptés possibles à notre modèle de fonctionnement et aux exigences environnementales.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

Acquisitions

Le 10 décembre 2007, la société a acquis une participation de 35 % dans Caribbean Investments B.V. [«CIBV»], une société qui exploite cinq hôtels, situés au Mexique et en République dominicaine, pour une contrepartie au comptant de 51,6 millions de dollars [51,1 millions de dollars US] et des paiements conditionnels supplémentaires pouvant atteindre 4,0 millions de dollars US basés sur l'atteinte de certaines conditions spécifiques d'ici 2009. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation, et la quote-part du résultat net de la société acquise a été comptabilisée à compter du 10 décembre 2007. L'écart entre le coût de la participation de la société dans CIBV et sa quote-part de l'actif net à la date d'acquisition s'élève à 16,0 millions de dollars et a été alloué à l'écart d'acquisition théorique.

De plus, les 9 avril et 30 novembre 2008, la société a effectué des apports en capital de 4,2 millions de dollars [4,1 millions de dollars US] et 5,2 millions de dollars [4,2 millions de dollars US] respectivement dans la société CIBV. Ces apports additionnels ont été effectués afin que CIBV puisse acquérir un terrain en République dominicaine dans le but de développer un complexe hôtelier. La société prévoit devoir effectuer des apports en capital additionnels au cours des deux prochains exercices afin de financer une portion des coûts du projet qui est toujours en étude d'évaluation.

Le 11 juillet 2008, la société a également payé une contrepartie conditionnelle de 3,8 millions de dollars [2,4 millions d'euros] relativement à l'acquisition, le 11 juillet 2007, de l'Européenne de Tourisme (Amplitude Internationale). Un montant de 2,2 millions de dollars [1,4 million d'euros] était déjà comptabilisé à titre de créancier relativement à cette contrepartie conditionnelle. La société a également comptabilisée une contrepartie conditionnelle supplémentaire à payer de 0,2 million de dollars [0,1 million d'euros]. Un montant de 1,8 million de dollars a été comptabilisé à titre d'écart d'acquisition à la suite de ces opérations.

Secteurs géographiques

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination. Les termes «voyageurs» et «passagers» seront parfois utilisés dans le rapport de gestion pour expliquer certaines variations. En fait, les voyageurs comptabilisent les voyageurs en aller-retour, et les lignes aériennes comptabilisent les segments de vol en passagers.

L'augmentation globale de nos revenus provient d'une croissance de 11,4 % des revenus en Amérique, soutenue par un accroissement de 27,1 % des revenus provenant des activités européennes. Ces augmentations sont principalement attribuables à un accroissement de l'activité commerciale (en raison de l'augmentation de l'offre de nos produits), à une augmentation des ventes de sièges à des tierces parties (pendant la saison hivernale), et en partie attribuable à l'acquisition d'Amplitude Internationale («Amplitude»)

en 2007. Comparativement à l'exercice précédent, et en raison de l'augmentation de l'offre de nos produits sur les différents marchés, nous avons enregistré une hausse de 18,0 % du nombre de voyageurs comparativement à 2007.

Nous prévoyons que les revenus ainsi que le nombre total de voyageurs en 2009 devraient être légèrement supérieur à celui de 2008. Compte tenu du contexte économique actuel et de la capacité excédentaire sur le marché, nous prévoyons que la concurrence demeurera très vive au cours de l'exercice 2009.

Dépenses d'exploitation

Nos dépenses d'exploitation englobent principalement les coûts directs, le carburant d'aéronefs, les salaires et avantages sociaux, les commissions, l'entretien d'aéronefs, les frais d'aéroports et de navigation et les loyers d'aéronefs. Près de 30 % de ces dépenses d'exploitation doivent être réglées en dollars américains.

La hausse globale de nos dépenses d'exploitation est attribuable à une augmentation des dépenses d'exploitation, de 14,1 % en Amérique et de 23,1 % en Europe. Ces variations résultent principalement de l'intensification des activités commerciales. En proportion de nos revenus, les dépenses d'exploitation ont légèrement augmenté pour se situer à 96,4 % comparativement à 95,5 % en 2007.

Les coûts directs comprennent le coût des différents éléments constitutifs d'un voyage qui sont vendus au consommateur par les agences de voyages. Ces coûts sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtel ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. En 2008, ces coûts ont représenté 55,0 % de nos revenus, en hausse comparativement à 52,6 % en 2007. Comparativement à l'exercice terminé le 31 octobre 2007, les coûts directs ont augmenté de 20,7 %. L'augmentation découle principalement de l'accroissement des activités commerciales et aussi de la hausse des coûts de sièges, causée entre autres par la hausse des prix du carburant, et par la vigueur de l'euro par rapport au dollar.

La dépense en carburant d'aéronefs a augmenté de 33,6 % au cours de l'exercice, soit de 91,8 millions de dollars. Cette augmentation découle principalement de la hausse importante des prix du carburant, de l'intensification de nos activités commerciales, et de l'ajout à la flotte depuis le 1^{er} novembre 2006 de deux aéronefs.

Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 4,4 % comparativement à l'exercice 2007. Cette hausse est attribuable en partie à l'intensification des activités commerciales et à l'ajout à notre flotte de deux aéronefs depuis le 1^{er} novembre 2006 qui ont nécessité l'embauche de nouveaux employés, mais compensée par des primes liées aux programmes de rémunération variable à court terme inférieures à celles de 2007.

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commissions

Revenus par secteur géographique

Exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars)

	2008 \$	2007 \$	2006 \$	Variation	
				2008 %	2007 %
Amérique	2 536 831	2 278 116	2 059 611	11,4	10,6
Europe	976 020	767 801	544 135	27,1	41,1
Total	3 512 851	3 045 917	2 603 746	15,3	17,0

a diminué de 11,9 millions de dollars au cours de l'exercice par rapport à 2007. En pourcentage de nos revenus, la dépense de commission a représenté 5,0 % de nos revenus comparativement à 6,1 % en 2007. Cette baisse est principalement attribuable à la baisse des taux de commission au Canada et, en partie, attribuable aux synergies accrues résultant de l'élargissement de notre réseau d'agences de voyages réalisé à la suite de notre acquisition survenue au cours de l'exercice 2006 et à l'augmentation des ventes directes de nos filiales européennes.

Les coûts d'entretien d'aéronefs se rapportent aux frais engagés par Air Transat pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Ces coûts sont principalement encourus en dollars américains. Comparativement à 2007, ces dépenses ont augmenté de 28,6 %, soit 21,7 millions de dollars. Cette hausse s'explique principalement par l'ajustement en fin d'exercice de la provision pour remise en état des aéronefs loués à la suite du raffermisssement de la devise américaine face au dollar, à l'ajout de deux aéronefs à notre flotte depuis le 1^{er} novembre 2006 et par l'intensification des activités commerciales.

Les frais d'aéroports et de navigation ont principalement trait aux droits exigés par les aéroports. L'augmentation de 4,7 % en regard de l'exercice précédent est le résultat de l'intensification des activités commerciales.

La dépense de loyers d'aéronefs est demeurée stable en 2008 comparativement à 2007. La force du dollar par rapport à la devise américaine a compensé la hausse des loyers relatifs aux aéronefs qui ont été ajoutés en 2007 et au cours de 2008.

Les autres frais ont augmenté de 8,5 % en regard de 2007 mais ont légèrement diminué en pourcentage des revenus. L'augmentation

provient principalement de l'accroissement de notre niveau d'activité et est principalement reliée aux autres coûts d'exploitation de nos aéronefs.

Bien que nous poursuivions nos efforts afin de réduire et contrôler nos coûts, nous nous attendons à ce que nos dépenses d'exploitation totales augmentent en raison de l'accroissement des activités commerciales en 2009.

Amérique

En Amérique, les revenus ont augmenté de 13,5 % pendant la saison hivernale de 2008, en regard de la saison correspondante de 2007. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse de 23,5 % du nombre de voyageurs par rapport à la même période de 2007. Les marges sont passées de 6,7 % en 2007 à 5,6 % en 2008 pour le semestre. L'érosion de nos marges résulte principalement de la pression à la baisse sur les prix de vente compte tenu de l'offre excédentaire sur le marché et de la concurrence qui est demeurée vigoureuse.

Au cours de la saison estivale, les revenus se sont accrus de 8,2 %, dû à une augmentation des prix de vente moyens sur nos routes vers l'Europe et à la hausse du nombre de voyageurs de 3,7 % comparativement à la saison correspondante de 2007. Pour la saison estivale, nous avons réalisé une marge négative de 1,2 % comparativement à une marge positive de 3,2 % en 2007. L'érosion de nos marges résulte principalement de notre incapacité de répercuter en temps réel les augmentations importantes des prix du carburant sur les prix de vente, combinée aux pressions à la baisse sur les prix de vente compte tenu de l'offre excédentaire sur le marché des destinations sud.

Dépenses d'exploitation									
Exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars)									
	2008 \$	2007 Redressé \$	2006 \$	En % des revenus			Variation		
				2008	2007	2006	2008	2007	
				%	%	%	%	%	
Coûts directs	1 933 706	1 601 652	1 307 732	55,0	52,6	50,2	20,7	22,5	
Carburant d'aéronefs	365 457	273 614	247 697	10,4	9,0	9,5	33,6	10,5	
Salaires et avantages sociaux	349 746	334 973	290 385	10,0	11,0	11,1	4,4	15,4	
Commissions	174 740	186 686	171 116	5,0	6,1	6,6	(6,4)	9,1	
Entretien d'aéronefs	97 842	76 099	81 150	2,8	2,5	3,1	28,6	(6,2)	
Frais d'aéroports et de navigation	90 624	86 594	71 833	2,6	2,8	2,8	4,7	20,5	
loyer d'aéronefs	48 628	48 883	48 870	1,4	1,6	1,9	(0,5)	0,0	
Autres	324 781	299 299	258 019	9,2	9,8	9,9	8,5	16,0	
Total	3 385 524	2 907 800	2 476 802	96,4	95,5	95,1	16,4	17,4	

Amérique						
Exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars)						
		2008 \$	2007 Redressé \$	2006 \$	Variation	
					2008	2007
					%	%
Saison d'hiver	Revenus	1 560 186	1 375 092	1 178 532	13,5	16,7
	Dépenses d'exploitation	1 473 359	1 282 623	1 093 342	14,9	17,3
	Marge	86 827	92 469	85 190	(6,1)	8,5
	Marge (%)	5,6	6,7	7,2	(16,9)	(6,9)
Saison d'été	Revenus	976 645	903 024	881 079	8,2	2,5
	Dépenses d'exploitation	987 931	874 415	847 474	13,0	3,2
	Marge	(11 286)	28 609	33 605	(139,4)	(14,9)
	Marge (%)	(1,2)	3,2	3,8	(136,1)	(15,8)

Europe

En Europe, les revenus et les dépenses d'exploitation ont augmenté pendant la saison hivernale par rapport à la saison correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle principalement de l'intensification des activités commerciales, principalement chez nos sociétés françaises, et par notre acquisition d'Amplitude en 2007, et aussi de la vigueur de l'euro par rapport au dollar. Nous avons enregistré une hausse du nombre de voyageurs de 72,6 % au cours du semestre, par rapport à 2007. En excluant les voyageurs d'Amplitude, nous affichons une augmentation du nombre de voyageurs de 39,3 % pour le semestre. Nos activités européennes ont affiché une marge négative de 1,5 million de dollars en 2008 comparativement à 1,4 million de dollars en 2007.

Pour la saison estivale, les revenus ont augmenté de 29,8 %. Cette augmentation découle principalement de l'intensification des activités commerciales pour toutes nos sociétés européennes, et par notre acquisition d'Amplitude en 2007, et aussi de la vigueur de l'euro par rapport au dollar. Le nombre de voyageurs a augmenté de 18,1 % comparativement à la saison 2007. En excluant les voyageurs d'Amplitude, nous affichons une augmentation du nombre de voyageurs de 11,9 % pour la saison.

Nos activités européennes ont enregistré une marge de 53,3 millions de dollars (7,9 %) pour la saison d'été, comparativement à 8,5 millions de dollars (3,6 %) en 2007. L'amélioration des marges est due, entre autres, grâce à l'amélioration importante de la rentabilité de Canadian Air comparativement à 2007.

Autres dépenses et revenus

Amortissement

L'amortissement est calculé sur les immobilisations corporelles, les actifs incorporels amortissables, les avantages incitatifs reportés et les autres actifs, constitués principalement de frais de mise en exploitation.

L'amortissement a augmenté de 5,7 millions de dollars (11,1 %). Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions d'immobilisations corporelles effectuées pendant l'exercice et au cours des exercices précédents, surtout celles en technologie de l'information qui sont amorties sur des périodes relativement courtes en comparaison à l'ensemble des autres immobilisations.

Intérêts sur la dette à long terme et la débenture

L'augmentation de 21,0 % des intérêts sur la dette à long terme et la débenture par rapport à 2007 découle principalement de soldes moyens de dette à long terme plus élevés qu'en 2007 à la suite de l'utilisation des facilités de crédit que la société a à sa disposition.

Autres intérêts et frais financiers

Nos autres frais d'intérêts et frais financiers sont demeurés relativement stables au cours de l'exercice comparativement à ceux de l'exercice précédent.

Revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts ont diminué de 3,6 million de dollars (18,1 %) comparativement à 2007. Cette diminution résulte principalement de soldes moyens de trésorerie et équivalents de trésorerie et de taux d'intérêts moins élevés qu'au cours de la même période en 2007.

Europe		Exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars)				
		2008	2007	2006	Variation	
		\$	\$	\$	2008	2007
					%	%
Saison d'hiver	Revenus	302 361	248 645	194 613	21,6	27,8
	Dépenses d'exploitation	303 896	250 073	197 286	21,5	26,8
	Marge	(1 535)	(1 428)	(2 673)	(7,5)	46,6
	Marge (%)	(0,5)	(0,6)	(1,4)	15,4	57,1
Saison d'été	Revenus	673 659	519 156	349 522	29,8	48,5
	Dépenses d'exploitation	620 338	500 689	338 700	23,9	47,8
	Marge	53 321	18 467	10 822	188,7	70,6
	Marge (%)	7,9	3,6	3,1	119,9	16,1

Autres dépenses et revenus		Exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars)				
		2008	2007	2006	Variation	
		\$	Redressé \$	\$	2008	2007
					%	%
Amortissement		56 649	50 990	39 360	11,1	29,5
Intérêts sur la dette à long terme et la débenture		7 538	6 229	7 264	21,0	(14,2)
Autres intérêts et frais financiers		1 758	1 929	1 484	(8,9)	30,0
Revenus d'intérêts		(16 172)	(19 745)	(15 706)	(18,1)	25,7
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs		106 435	(26 577)	—	(500,5)	s.o.
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme		2 295	(3 023)	(4 162)	(175,9)	(27,4)
Radiation d'écarts d'acquisition		—	3 900	—	s.o.	s.o.
Dévaluation des placements dans des PCAA		45 927	11 200	—	310,1	s.o.
Gain sur rachat d'actions privilégiées d'une filiale		(1 605)	—	—	s.o.	s.o.
Quote-part de la perte nette (du bénéfice net) des sociétés satellites		427	(651)	(375)	(165,6)	73,6

Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs

La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs correspond à la variation, au cours de l'exercice, de la juste valeur des instruments financiers dérivés, non échus au 31 octobre 2008, utilisés par la société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. La juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs de l'exercice a diminué de 106,4 millions de dollars comparativement à une augmentation de 26,6 millions de dollars en 2007. Cette variation importante s'explique par la chute rapide des prix du carburant à la fin de l'exercice par rapport aux prix de nos contrats d'achat à terme de carburant qui ont été négociés à des prix plus élevés.

Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme

Pour l'exercice, la société a constaté une perte de change sur les éléments monétaires à long terme de 2,3 millions de dollars comparativement à un gain de 3,0 millions de dollars en 2007. Cette perte est principalement attribuable à l'effet défavorable des taux de change sur notre dette à long terme.

Radiation d'écarts d'acquisition

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008, la société a effectué son test annuel de dépréciation de ses écarts d'acquisition et marques de commerce, en actualisant les flux monétaires futurs de ses unités d'exploitation et aucune dépréciation n'a été relevée.

En 2007, le test annuel de dépréciation des écarts d'acquisition et marques de commerce de la société s'est traduit par une dépréciation des écarts d'acquisition rattachés à une de ses unités d'exploitation, Travel Superstore Inc., au montant de 3,9 millions de dollars.

Dévaluation des placements dans des PCAA

Au 31 octobre 2008, la société détenait un portefeuille de papiers commerciaux adossés à des actifs («PCAA») émis par plusieurs fiducies ayant une valeur nominale globale de 143,5 millions de dollars. Au milieu du mois d'août 2007, le marché canadien des PCAA émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. Depuis ce temps, aucune transaction portant sur des titres détenus par la société n'a été conclue sur un marché actif.

Le 16 août 2007, à la suite de la crise des liquidités, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'«accord»], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendu par 23 émetteurs de conduits. Un comité d'investisseurs pancanadien a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

Le 17 mars 2008, le comité pancanadien a obtenu une ordonnance de la Cour supérieure de justice de l'Ontario en vertu des dispositions de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC) établissant une procédure d'approbation par les porteurs de billets du plan de restructuration déposé par le comité. Selon les termes de la LACC, le plan doit être approuvé par une majorité simple de porteurs de billets de même que par les porteurs de billets qui représentent au moins 66 2/3 % du montant total agrégé des capitaux de PCAA affectés.

Le 20 mars 2008, le comité a rendu disponible le plan de restructuration et d'autres documents pertinents. Compte tenu de l'information rendue disponible, la société a effectué la répartition suivante de la valeur nominale de ses PCAA :

- La société détient 114,8 millions de dollars de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui seront restructurés en billets à taux variable venant à échéance jusqu'au 31 décembre 2016.

La société prévoit recevoir des billets de remplacement à la valeur nominale comme suit :

Catégorie A-1 : 35,2 millions de dollars
Catégorie A-2 : 65,0 millions de dollars
Catégorie B : 11,2 millions de dollars
Catégorie C : 3,4 millions de dollars

- La société détient 12,7 millions de dollars de PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis et qui seront restructurés sur une base de série par série, chaque série maintenant son exposition séparée à ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en 2037.
- La société détient 16,0 millions de dollars de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui seront restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en 2016.

Le 25 avril 2008, le plan de restructuration proposé par le comité pancanadien des investisseurs de PCAA a été approuvé par les porteurs de billets. Le 5 juin 2008, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a homologué le plan de restructuration du comité. Le 25 juin 2008, certains détenteurs de PCAA ont fait appel de la décision de la Cour supérieure de justice de l'Ontario auprès de la Cour d'appel de l'Ontario. Le 18 août 2008, la Cour d'appel de l'Ontario a confirmé la décision de la Cour supérieure de justice de l'Ontario approuvant le plan de restructuration du comité. Le 29 août 2008, certains détenteurs de PCAA ont fait appel de la décision de la Cour d'appel de l'Ontario auprès de la Cour suprême du Canada. Le 19 septembre 2008, la Cour suprême du Canada a rejeté le pourvoi en appel présenté par certains détenteurs de PCAA. À la suite de ce jugement, le comité pancanadien des investisseurs de PCAA a annoncé que le processus pour remettre les titres de PCAA existants en échange des nouveaux billets restructurés avait commencé.

Le 12 janvier 2009, le comité pancanadien des investisseurs de PCAA a annoncé la mise en œuvre du plan de restructuration. Le comité des investisseurs a également annoncé que des paiements d'intérêts, relatifs aux intérêts courus depuis août 2007 et net des coûts de restructuration, seront effectués en deux versements et en fonction des séries de PCAA. La société n'a comptabilisé aucun revenu d'intérêt depuis l'échéance initiale des PCAA qu'elle détient. Ces intérêts seront comptabilisés au cours de la période où ils seront déterminés.

Compte tenu de l'information rendue disponible au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, des changements survenus dans les conditions de marché du crédit et de la revue des hypothèses utilisées compte tenu de ces nouvelles informations, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA.

Faute de marché actif pour les titres de PCAA, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur le marché en cause, les montants à recevoir, les dates d'échéance et l'hypothèse d'une forte probabilité que le processus de restructuration de l'accord se concrétisera au début de l'année 2009.

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 4,8 % (taux moyen pondéré de 2,6 %), selon le type

de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur des périodes variant de 5 à 28 ans (période moyenne pondérée de 7,2 ans) et selon des taux d'actualisation variant de 6,7 % à 103,6 % (taux moyen pondéré de 17,4 %) qui tiennent compte de la liquidité. La société a également tenu compte de la part estimative de la société des coûts de restructuration associés à l'accord.

Par suite de l'évaluation, la société a constaté, au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, une dévaluation additionnelle de ses placements dans des PCAA de 45,7 millions de dollars (dévaluation de 11,2 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007). La provision pour dévaluation totalise 56,9 millions de dollars au 31 octobre 2008. La dévaluation des placements dans des PCAA comprend également une perte de 0,2 million de dollars à la suite de la réalisation, pour une contrepartie en espèce de 10,8 millions de dollars, d'un placement d'une valeur nominale de 11,0 millions de dollars survenue en décembre 2007.

Une variation à la hausse (baisse) de 1 % (100 points de base) des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 4 500 \$.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société au 31 octobre 2008 est entourée d'une grande incertitude. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

La crise des liquidités qui frappe le marché canadien du PCAA émis par des tiers n'a pas eu d'incidence notable sur l'exploitation de la société. La société détient ou à accès aux fonds nécessaires pour remplir toutes ses obligations financières, d'exploitation ou réglementaires. Les fonds en fiducie, qui représentent les dépôts des clients, ainsi que les fonds disponibles, sont détenus à titre d'encaisse ou investis dans des instruments liquides [surtout de l'encaisse et des dépôts à terme] auprès d'un large éventail d'institutions financières importantes et ne sont nullement exposés à la crise du marché du PCAA.

Gain sur rachat d'actions privilégiées d'une filiale

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, Travel Superstore inc., une filiale de la société, a conclu le rachat des actions privilégiées rachetables détenues par un de ses actionnaires minoritaires pour une contrepartie en espèces de 0,3 million de dollars. Ces

actions privilégiées rachetables étaient considérées comme élément de passif et un montant de 1,9 million de dollars était inclus dans les autres passifs présentés au bilan. Étant donné le classement de ces actions privilégiées rachetables à titre d'élément de passif, le gain de 1,6 million de dollars a été enregistré à l'état consolidé des résultats. Un montant de 0,6 million de dollars lié à cette transaction est également inclus à titre de part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales à l'état consolidé des résultats.

Impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008, la récupération d'impôts sur les bénéfices a atteint 29,2 millions de dollars, en regard d'un impôt sur les bénéfices de 34,6 millions de dollars pour l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net (perte nette) des sociétés satellites, le taux d'imposition réel s'est établi à 38,7 % pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 et à 30,6 % pour l'exercice précédent.

L'augmentation du taux d'imposition de la société s'explique principalement par l'utilisation des pertes fiscales des exercices antérieurs de nos filiales françaises pour lesquelles aucun actif d'impôts futurs n'était comptabilisé et par le traitement fiscal de la dévaluation des placements dans des PCAA.

Bénéfice net (perte nette)

En conséquence des éléments présentés à la section *Activités consolidées* du présent rapport de gestion, notre perte nette s'est établie à 50,0 millions de dollars, soit 1,51 \$ par action, pour l'exercice, comparativement à un bénéfice net de 78,5 millions de dollars, soit 2,33 \$ par action, pour l'exercice 2007. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 33 108 000 pour l'exercice écoulé et de 33 763 000 pour l'exercice 2007.

La société a enregistré une perte diluée par action de 1,51 \$ pour l'exercice, comparativement à un bénéfice dilué de 2,30 \$ par action pour l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions rajusté utilisé pour calculer le résultat dilué par action s'est élevé à 33 108 000 pour l'exercice écoulé et à 34 212 000 pour 2007 (Voir la note 15 *offérente aux états financiers consolidés*).

En excluant les éléments hors trésorerie et non liés à l'exploitation, soit une perte découlant de la variation de la juste valeur des instruments financiers liés au carburant, la perte de change sur les éléments monétaires à long terme, la radiation d'écarts d'acquisition, la dévaluation des placements dans des PCAA et le gain sur rachat d'actions privilégiées d'une filiale, le bénéfice ajusté s'est établi en 2008 à 57,5 millions de dollars (1,74 \$ par action pleinement dilué) et à 70,5 millions de dollars (2,06 \$ par action pleinement dilué) en 2007.

Principales informations financières trimestrielles non vérifiées

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T1		T2		T3		T4	
	2008	2007 Redressé	2008	2007 Redressé	2008	2007 Redressé	2008	2007 Redressé
Revenus	787 389	712 337	1 075 158	911 400	859 880	741 762	790 424	680 418
Marge	15 944	26 202	69 348	64 839	12 764	25 907	29 271	21 169
Bénéfice net (perte nette)	(10 094)	2 014	40 678	53 757	(2 449)	16 107	(78 146)	6 625
Bénéfice (perte) de base par action	(0,30)	0,06	1,22	1,59	(0,07)	0,48	(2,41)	0,20
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	(0,30)	0,06	1,21	1,57	(0,07)	0,47	(2,41)	0,20

Principales informations financières trimestrielles non vérifiées

Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation trimestriels ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats des exercices entiers. Dans l'ensemble, les revenus pour 2008 ont augmenté par rapport à 2007, principalement en raison d'une augmentation de l'offre de nos produits et de la progression du nombre des voyageurs.

Quant à nos marges, elles ont fluctué au cours des trimestres de 2008 en regard de 2007. De façon générale, elles ont été compressées par la flambée des prix du carburant et par la vive concurrence sur les destinations sud qui a sévi tout au long de l'exercice.

Faits saillants du quatrième trimestre

Pour le quatrième trimestre, la société a affiché des revenus de 790,4 millions de dollars, soit 110,0 millions de dollars, ou 16,2 %, de plus que pour la période correspondante de 2007, alors qu'ils avaient atteint 680,4 millions de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable à la progression des revenus de nos voyageurs canadiens et européens.

Au cours du trimestre, la société a réalisé une marge de 29,3 millions de dollars, ou 3,7 %, comparativement à 21,2 millions de dollars, ou 3,1 %, en 2007. L'amélioration de la marge est due, entre autres, à l'amélioration de la rentabilité de Canadian Air et comparativement à 2007.

Les résultats du trimestre ont été touchés par trois postes hors trésorerie, soit une perte de 120,7 millions de dollars (81,4 millions de dollars après impôts) découlant de la variation de la juste valeur des instruments financiers liés au carburant, une réduction de valeur de 13,8 millions de dollars (11,0 millions de dollars après impôts) relativement aux titres de PCAA et une perte de change de 2,3 millions de dollars (1,5 million de dollars après impôts).

Les résultats du trimestre 2007 ont quant à eux été touchés par quatre postes hors trésorerie, soit un gain de 13,6 millions de dollars (9,1 millions de dollars après impôts) découlant de la variation de la juste valeur des instruments financiers liés au carburant, une réduction de valeur de 11,2 millions de dollars (8,0 millions de dollars après impôts) relativement aux titres de PCAA, une radiation d'écarts d'acquisition de 3,9 millions de dollars (3,9 millions de dollars net après impôts) et un gain de change de 0,8 million de dollars (0,5 million de dollars après impôts).

La perte nette du quatrième trimestre s'est élevée à 78,1 millions de dollars, ou 2,41 \$ par action sur base diluée, par rapport à un bénéfice net de 6,6 millions de dollars, ou 0,20 \$ par action en 2007. Compte non tenu des postes hors trésorerie non liés à l'exploitation mentionnés ci-haut, le bénéfice ajusté s'élève à 15,9 millions de dollars (0,49 \$ par action sur une base diluée) en regard de 8,8 millions de dollars (0,26 \$ par action sur base diluée) en 2007.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 octobre 2008, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 145,8 millions de dollars, comparativement à 166,8 millions de dollars en 2007. La trésorerie et les équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 256,7 millions de dollars à la fin de l'exercice 2008 comparativement à 168,2 millions de dollars en 2007. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 24,2 millions de dollars, soit un ratio de 1,0, en regard d'un fonds de roulement de 51,0 millions de dollars en 2007, soit un ratio de 1,1.

L'actif total a augmenté de 184,9 millions de dollars, soit 17,1 %, passant de 1 080,5 millions de dollars au 31 octobre 2007 à 1 265,4 millions de dollars. Cette augmentation découle de la hausse globale de nos soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie et de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui est favorable comparativement à 2007. Les passifs de la société ont augmentés de 126,4 millions de dollars pour atteindre 923,4 millions de dollars. Cette augmentation découle principalement de l'utilisation des facilités de crédit dont la société dispose. Les capitaux propres ont augmenté de 58,5 millions de dollars, soit de 283,5 millions de dollars au 31 octobre 2007 à 342,0 millions de dollars au 31 octobre 2008. La hausse des capitaux propres résulte de l'augmentation du cumul des autres éléments du résultat étendu compensée par la diminution des bénéfices non répartis (causée par la perte nette enregistrée par la société) comparativement à 2007. L'augmentation du cumul des autres éléments du résultat étendu de 140,4 millions de dollars s'explique par la variation favorable de la juste valeur des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie (les contrats de change à terme). La juste valeur des contrats de change à terme de la société ayant augmenté à la suite de la diminution de la valeur du dollar par rapport aux autres devises.

Financement

Au 31 octobre 2008, la société dispose de plusieurs types de financement. Elle dispose principalement de trois facilités de crédit à terme rotatif, d'emprunts garantis par des aéronefs ainsi que de lignes de crédit.

La société dispose d'un crédit à terme rotatif au montant de 86,4 millions de dollars venant à échéance en 2012 et, aux fins d'émission de lettre de crédit, sur un crédit rotatif au montant de 60,0 millions de dollars, pour lequel la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % des lettres de crédit émises. Selon les termes de cette entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente porte intérêt au taux d'acceptations

Sommaire des flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars)

	2008	2007	2006	Augmentation (diminution) en %	
				2008	2007
	\$	Redressé \$	\$	%	%
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	155 225	134 457	116 160	15,4	15,8
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(202 183)	(173 386)	(45 054)	(16,6)	(284,8)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	15 091	(14 830)	(152 046)	201,8	90,2
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	10 866	5 640	2 332	92,7	141,9
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(21 001)	(48 119)	(78 608)	56,4	38,8

Le tableau ci-dessus présente un résumé des flux de trésorerie et doit être lu avec les états consolidés des flux de trésorerie vérifiés.

bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime déterminée en fonction de certains ratios financiers calculés sur une base consolidée. Ce crédit à terme rotatif a porté intérêt au taux moyen de 3,9 % au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008. À la suite de la mise en œuvre du plan de restructuration des PCAA le crédit à terme rotatif sera augmenté à 157,0 millions de dollars.

La société dispose également de deux crédits à terme rotatif au montant de 9,5 millions de dollars et de 98,1 millions de dollars, le premier échéant en 2010 et le second échéant en 2011. Selon les termes de ces ententes, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. Ces ententes portent intérêt au taux des acceptations bancaires, aux taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL affecté par une prime différente déterminée selon la forme de financement. Ces crédits comportent des mécanismes sous la forme d'options qui seront effectifs à la suite de la mise en œuvre du plan de restructuration des PCAA et qui permettront à la société, au gré de celle-ci, de rembourser à l'échéance les montants tirés, sous certaines conditions, jusqu'à concurrence de 68,4 millions de dollars à partir des billets restructurés. Ces options seront présentées initialement à leur juste valeur et le gain initial correspondant sera reporté et comptabilisé en résultat net sur la durée des ententes de crédits. Ces options seront par la suite présentées à leur juste valeur à chaque date d'arrêtée des comptes et toute variation postérieure de la juste valeur des options sera comptabilisée en résultat net.

Au 31 octobre 2008, un montant de 100,0 millions de dollars était utilisé en vertu de ces facilités de crédit.

Le 1^{er} août 2008, la société a prolongé ses emprunts garantis par des aéronefs. En vertu de ces ententes, le montant des emprunts s'élève à 40 millions de dollars US et sont garantis par des aéronefs. Les emprunts portent intérêts aux taux TIOL majorés de 2,15 % et 3,25 % et sont remboursables par versements semestriels égaux jusqu'en 2011.

De plus, nous avons accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 11,3 millions d'euros (17,4 millions de dollars).

Activités d'exploitation

Les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 155,2 millions de dollars, soit 20,8 millions de dollars de plus qu'en 2007. Cette augmentation provient principalement de l'intensification de nos activités commerciales et de l'augmentation de la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation causée principalement par le solde des dépôts de clients et revenus reportés qui est supérieur à celui de 2007.

Nous nous attendons à continuer de tirer des flux de trésorerie positifs de nos activités d'exploitation en 2009.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés à des fins d'investissement au cours de l'exercice ont augmenté de 28,8 millions de dollars pour se situer à 202,2 millions de dollars, comparativement à 173,4 millions de dollars en 2007. Cette hausse découle principalement de l'acquisition d'une participation de 35 % dans la société Caribbean Investments B.V., pour laquelle la société a versé un total de 57,9 millions de dollars et de la variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés de l'exercice qui a été supérieure de 123,9 millions de dollars à celle de l'exercice correspondant de 2007. De plus, les acquisitions d'immobilisations corporelles, principalement des entretiens d'aéronefs, des investissements en équipements et logiciels

informatiques et l'immeuble administratif de Look Voyages, ont été supérieures de 12,2 millions de dollars à celles de 2007.

En 2009, les acquisitions d'immobilisations corporelles devraient se situer dans une fourchette de 40,0 millions de dollars à 50,0 millions de dollars.

Activités de financement

Les flux de trésorerie générés par les activités de financement ont été de 15,1 millions de dollars pour l'exercice, comparativement à une utilisation de 14,8 millions de dollars en 2007. Au cours de l'exercice, nous avons effectué des remboursements de notre dette à long terme de 10,6 millions de dollars, principalement en remboursement de nos dettes relatives à certains aéronefs, et nous avons tiré un montant de 60,5 millions à partir de nos facilités de crédit à long terme. Nous avons de plus émis pour 2,0 millions de dollars d'actions au cours de l'exercice et versé 11,9 millions de dollars de dividendes, comparativement à 6,8 million de dollars et 11,5 millions de dollars respectivement, en 2007. Nous avons utilisé 24,9 millions de dollars pour racheter des actions comparativement à 23,9 millions de dollars en 2007.

Ententes hors bilan et obligations contractuelles

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés de l'exercice. Ces obligations s'élevaient à 153,2 millions de dollars au 31 octobre 2008 (91,8 millions de dollars en 2007). Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties (voir les notes 11 et 23 afférentes aux états financiers consolidés vérifiés)
- Contrats de location-exploitation (voir la note 22 afférente aux états financiers consolidés vérifiés)
- Ententes avec des fournisseurs (voir la note 22 afférente aux états financiers consolidés vérifiés)

La dette hors bilan qui peut être estimée s'élevait à 583,0 millions de dollars au 31 octobre 2008 (504,9 millions de dollars en 2007) et se détaille comme suit :

Dette hors bilan		
(en milliers de dollars)		
	2008	2007
	\$	\$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	7 074	10 751
Contrats de cautionnement	790	848
Contrats de location-exploitation		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	289 230	267 710
Ententes avec des fournisseurs	285 873	225 603
Total	582 967	504 912

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables

Paiements échus par exercice

Exercice se terminant les 31 octobre (en milliers de dollars)

Obligations contractuelles	2009 \$	2010 \$	2011 \$	2012 \$	2013 \$	2014 et plus \$	Total \$
Débeture	3 156	—	—	—	—	—	3 156
Dette à long terme	16 745	17 280	16 060	20 000	80 000	—	150 085
Contrats de location-exploitation (aéronefs)	60 503	48 937	20 651	6 971	1 518	—	138 580
Contrats de location-exploitation (divers)	23 018	19 888	17 954	16 440	13 643	59 683	150 626
Ententes avec des fournisseurs et autres obligations	180 104	51 825	34 938	15 494	3 509	14 262	300 132
Total	283 526	137 930	89 603	58 905	98 670	73 945	742 579

Le tableau ci-dessus présente un résumé des obligations et des engagements de la société liés aux paiements futurs en vertu de contrats, dont la dette à long terme, les contrats de location, la débeture et les ententes avec des fournisseurs. Pour des renseignements supplémentaires, se reporter aux notes 12, 13 et 22 afférentes aux états financiers consolidés vérifiés.

et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir. Les ententes avec des fournisseurs sont négociées afin de réserver des chambres d'hôtel, des blocs de sièges ainsi que des vols.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

AUTRES

Offre publique de rachat dans le cours normal des affaires

La société a renouvelé le 15 juin 2008, pour une période de douze mois, son offre publique de rachat dans le cours normal des affaires, qui prenait fin le 14 juin 2008. Ce renouvellement vise de racheter pour fins d'annulation un nombre maximal de 3 175 506 actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B de la société, soit moins de 10 % des actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B détenues dans le public à la date du dépôt du renouvellement de l'offre.

Ce programme vise à permettre à la société d'acheter des actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B dans le cours normal des activités, au moment où la société estime que les actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B sont sous-évaluées par le marché.

Ces achats doivent être effectués par l'entremise de la Bourse de Toronto conformément à sa politique sur les offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Le prix que la société paiera pour toute action à droit de vote variable de catégorie A ou à droit de vote de catégorie B sera le cours au moment de l'acquisition plus les frais de courtage. Les achats ont commencé le 15 juin 2004 et prendront fin au plus tard le 14 juin 2009.

Au cours de l'exercice, 1 064 200 actions à droit de vote, composées d'actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B, ont été achetées à des fins d'annulation pour une contrepartie au comptant de 24,9 millions de dollars.

Dividendes

Au cours de l'exercice la société a déclaré et versé des dividendes totalisant 11,9 millions de dollars.

Actions émises et en circulation

Au 31 décembre 2008, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevait respectivement à 1 314 459 et à 31 390 867.

Options d'achat d'actions

Au 31 décembre 2008, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 716 173, dont 322 884 pouvaient être exercées.

Événement postérieur

Le 18 décembre 2008, la société a conclu une convention de financement non garanti subordonné avec un actionnaire de la société au montant de 60,0 millions de dollars. Les tirages peuvent être effectués jusqu'au 31 octobre 2009. Cette entente vient à échéance le 31 décembre 2012. Sous réserve de certaines primes, des remboursements anticipés seront possibles. L'entente porte intérêt séparément pour chaque déboursé aux taux des obligations émises par le gouvernement du Canada de durée égale à la durée restante de l'entente et est majoré d'une prime déterminée, en partie, en fonction de certains facteurs propres à un financement non garanti subordonné. De plus, l'entente prévoit que les droits d'achat de la participation minoritaire que cet actionnaire détient dans la société mère de Jonview Canada Inc. sont prolongés de trois ans.

COMPTABILITÉ

Estimations comptables critiques

La préparation des états financiers conformément aux PCGR exige que la direction fasse certaines estimations. Nous évaluons périodiquement ces estimations, qui sont fondées sur les expériences antérieures, les changements survenus dans le secteur commercial et d'autres facteurs que nous, la direction, croyons raisonnables dans les circonstances. Les principales estimations comprennent l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers y compris les dérivés et les placements dans des PCAA, la provision pour remise en état des aéronefs et l'amortissement et la dépréciation des immobilisations et actifs intangibles y compris les écarts d'acquisition. Nos estimations font appel à notre jugement, lequel se fonde sur les informations qui nous sont accessibles. Les résultats réels peuvent donc différer grandement de ces estimations.

Nous abordons sous les rubriques suivantes les estimations comptables critiques pour lesquelles notre société a dû formuler des hypothèses sur des questions incertaines au moment où les estimations ont été faites. Nos résultats, notre situation financière et notre situation de trésorerie pourraient grandement varier si nous avions

utilisé des estimations différentes pendant la période écoulée ou si ces estimations étaient susceptibles de changer dans l'avenir.

Ces rubriques ne portent que sur les estimations que nous jugeons importantes en fonction du degré d'incertitude et de la vraisemblance de l'incidence marquée qu'elles pourraient avoir par rapport à d'autres. Nous utilisons des estimations dans de nombreux autres domaines pour traiter les questions incertaines.

Juste valeur des instruments financiers dérivés

La juste valeur des instruments financiers dérivés correspond au montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleines concurrence. La société établit la juste valeur de ses instruments financiers dérivés en utilisant le cours acheteur ou le cours vendeur, selon ce qui est approprié, sur le marché actif le plus avantageux auquel la société a un accès immédiat. Si le marché d'un instrument financier dérivé n'est pas actif, la société établit la juste valeur par l'application de techniques d'évaluation, telles l'utilisation des informations disponibles sur des transactions portant sur des instruments identiques en substance, par l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou autres techniques, le cas échéant. La société s'assure, dans la mesure du possible, d'intégrer les facteurs que des intervenants sur le marché prendraient en considération pour fixer un prix et que la technique d'évaluation est conforme aux méthodes économiques acceptées pour la fixation du prix d'instruments financiers.

Juste valeur des placements dans des PCAA

Voir section Activités consolidés : Dévaluation des placements dans des PCAA.

Provision pour remise en état des aéronefs

En vertu des contrats de location-exploitation pour des aéronefs et moteurs, la société est tenue de maintenir ceux-ci en bon état et suivre le plan d'entretien. La société comptabilise l'obligation d'entretien des aéronefs et des moteurs loués en fonction du degré d'utilisation jusqu'au prochain entretien. L'obligation est ajustée pour tout changement dans les coûts prévus de l'entretien afférent. Selon le type d'entretien, le degré d'utilisation est déterminé en fonction des cycles, des heures de vols ou du passage du temps entre chaque entretien. En général, il faudrait modifier défavorablement les principales hypothèses utilisées dans le calcul de cette provision dans une proportion d'environ 15 % pour entraîner des charges supplémentaires qui pourraient avoir un effet important sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

Amortissement et dépréciation des immobilisations et actifs intangibles y compris les écarts d'acquisition.

Nous comptabilisons des sommes importantes sous le poste Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels du bilan, calculées selon la méthode du coût d'origine. Ces écarts d'acquisitions et autres actifs incorporels proviennent essentiellement des acquisitions d'entreprises. Nous devons évaluer les écarts d'acquisition et les actifs incorporels qui ont une durée de vie indéfinie, tels que les marques de commerce, à chaque exercice ou plus souvent si des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'il est plus probable qu'improbable qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. L'évaluation se fonde sur la capacité de l'actif ou de l'unité d'exploitation de générer des flux de trésorerie futurs. Nous procédons à l'analyse en estimant les flux de trésorerie actualisés liés à chaque actif. Cette analyse fait appel à notre jugement, car nous devons nous prononcer sur divers aspects de l'exploitation future. Les prévisions de trésorerie qui sont utilisées pour déterminer la valeur des actifs peuvent varier avec le temps en raison des conditions du marché, de la concurrence et d'autres facteurs. Les variations peuvent entraîner des charges hors caisse qui pourraient modifier grandement nos résultats et notre situation financière. En général, nous estimons qu'il nous faudrait modifier défavorablement nos principales hypothèses dans une proportion de 30 % à 70 %, selon l'unité, pour entraîner une réduction de

valeur importante de l'unité d'exploitation, telle qu'elle aurait une incidence importante sur nos résultats et notre situation financière. Une telle réduction, cependant, n'entraînerait qu'une charge non monétaire et ne toucherait pas nos flux de trésorerie.

Des sommes importantes, établies au coût d'origine, figurent également sous le poste Immobilisations corporelles du bilan. Ces immobilisations corporelles sont amorties, compte tenu de la valeur résiduelle, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée estimative de leur utilisation. Les aéronefs constituent une catégorie importante des immobilisations corporelles. La période d'amortissement est déterminée en fonction du calendrier prévu pour renouveler nos aéronefs qui s'échelonnent pour le moment sur l'horizon de 2011 à 2013. L'estimé de la valeur résiduelle des aéronefs au moment de leur disposition prévue est supportée par des évaluations de source externe revue périodiquement. Notre calendrier pour renouveler nos aéronefs et la valeur de réalisation de nos aéronefs que nous pourrions obtenir lors du renouvellement de la flotte sont tributaires de nombreux facteurs dont l'offre et la demande pour des aéronefs au moment prévu du renouvellement de la flotte. Des changements dans la durée estimative d'utilisation et la valeur résiduelle des aéronefs pourraient avoir un impact important sur la charge d'amortissement. Enfin, les immobilisations corporelles et les actifs incorporels à durée de vie définie sont passés en revue pour déterminer s'ils ont subi une réduction de valeur quand des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. Aucun événement ou changement de situation de cette nature n'est survenu au cours des récents exercices financiers. En général, il faudrait modifier défavorablement nos principales hypothèses dans une proportion de 60 % pour entraîner une réduction de valeur telle qu'elle aurait une incidence importante sur nos résultats et notre situation financière. Une telle réduction, cependant, n'entraînerait pas de sortie de fonds et ne toucherait pas nos flux de trésorerie.

Passif au titre des prestations constituées

La société offre des ententes de retraite de type à prestations déterminées à l'intention de certains membres de la haute direction. La société constate le coût des prestations de retraite de ces employés d'après des calculs actuariels, effectués annuellement, qui font appel à la méthode de répartition au prorata des services et aux hypothèses les plus probables de la direction à l'égard de la croissance des gains admissibles et de l'âge de retraite des employés. Les coûts des services passés et des modifications aux ententes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne des membres actifs généralement touchés par celles-ci. L'excédent des gains et des pertes actuariels nets sur 10 % du montant des obligations au titre des prestations est amorti sur la durée résiduelle moyenne des membres actifs qui est de 7,2 ans au 1^{er} novembre 2007. Les obligations au titre des ententes de retraite sont actualisées d'après les taux d'intérêt courants du marché.

Modifications comptables – 1^{er} novembre 2007

Coûts pour remise en état des aéronefs

Le 1^{er} novembre 2007, la société a modifié sa méthode comptable relativement à la comptabilisation des coûts pour remise en état des aéronefs. Jusqu'au 31 octobre 2007, la société comptabilisait ses coûts selon la méthode d'établissement de courus «Accrued-in-advance method», tel que décrit à la note 2 des états financiers vérifiés du 31 octobre 2007, et ce, conformément aux méthodes comptables suggérées dans le guide américain *Audits of Airlines* publié par l'*American Institute of Certified Public Accountants*.

Le 8 septembre 2006, le *Financial Accounting Standards Board* [«FASB»] a publié le *FASB Staff Position* [«FSP»] AUG AIR-1, *Accounting for Planned Major Maintenance Activities*. Ce FSP a

modifié le guide *Audits of Airlines* afin d'exclure l'utilisation de la méthode d'établissement de courus comme méthode acceptable. Ce FSP est applicable à toutes les sociétés pour les exercices ouverts à compter du 15 décembre 2006.

Par conséquent, à compter du 1^{er} novembre 2007, la société a abandonné la méthode de l'établissement de courus et comptabilise les coûts pour remise en état des aéronefs comme suit :

Aéronefs loués

En vertu des baux, la société est tenue de maintenir les aéronefs en bon état et suivre le plan d'entretien. La société comptabilise l'obligation d'entretien des aéronefs loués en fonction du degré d'utilisation jusqu'au prochain entretien. L'obligation est ajustée pour tout changement dans les coûts prévus de l'entretien afférent. Selon le type d'entretien, le degré d'utilisation est déterminé en fonction des cycles, des heures de vols ou du passage du temps entre chaque entretien. L'excédent de l'obligation pour entretien sur les dépôts d'entretien aux bailleurs effectués et non réclamés est présenté au passif sous la rubrique «Provision pour remise en état des aéronefs loués».

Aéronefs acquis

Lors de l'acquisition d'un aéronef, une portion du coût est allouée à la catégorie «entretiens majeurs», laquelle est afférente aux coûts de remise en état des cellules, des moteurs et des trains d'atterrissages. Les aéronefs et les entretiens majeurs sont amortis en tenant compte de leur valeur résiduelle estimative prévue. Les aéronefs sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire sur des périodes variant de 7 à 10 ans alors que les entretiens majeurs, selon le type d'entretien, sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire ou en fonction de l'utilisation de l'aéronef correspondant jusqu'au prochain entretien majeur afférent. Les coûts des entretiens majeurs subséquents sont capitalisés à titre d'entretiens majeurs et amortis selon leur type. Les coûts des autres entretiens, y compris les réparations imprévues, sont constatés au résultat net lorsque ceux-ci sont engagés.

Ce changement de convention comptable a été comptabilisé rétroactivement avec retraitement des périodes antérieures. L'application de ces nouvelles normes s'est traduite, le 1^{er} novembre 2006 par une augmentation des bénéfices non répartis de 2,6 millions de dollars et, au 31 octobre 2007, par une diminution nette des immobilisations corporelles de 17,0 millions de dollars, une diminution de la provision pour remise en état des aéronefs de 17,8 millions de dollars, une augmentation du passif d'impôts futurs de 0,3 million de dollars et une augmentation des bénéfices non répartis de 0,6 million de dollars. Pour l'exercice 2007, l'application de ces nouvelles normes s'est traduite par une diminution de la dépense d'entretien de 5,0 millions de dollars, une augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles de 8,0 millions de dollars et une diminution de la charge d'impôts futurs de 1,0 million de dollars, soit une diminution du bénéfice net de 2,0 millions de dollars et de 0,06 \$ sur le bénéfice dilué par action. Également pour l'exercice 2007, l'application de ces nouvelles normes s'est traduite par une augmentation des flux de trésorerie liés à l'exploitation et une diminution des flux de trésorerie liés à l'investissement de 12,6 millions de dollars.

La société aurait également pu choisir de comptabiliser au résultat net les coûts d'entretien de ses aéronefs acquis, au fur et à mesure que ceux-ci sont engagés. La société est d'avis que les conventions adoptées fournissent une meilleure information aux utilisateurs des états financiers.

Autres normes

L'ICCA a publié les normes comptables suivantes qui sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2007 pour la société, soit les chapitres 3862 «Instruments financiers – informations à fournir», 3863

«Instruments financiers – présentation», 1535 «Informations à fournir concernant le capital» et 1506 «Modifications comptables».

Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861 «Instruments financiers – informations à fournir et présentation» et mettent l'accent sur la divulgation des risques associés aux instruments financiers, y compris les instruments de couverture et leur gestion.

Le chapitre 1535 exige que la société donne des informations supplémentaires sur la gestion de son capital et de sa conformité aux exigences en matière de capital si elle est soumise à des obligations extérieures.

Le chapitre 1506 fournit notamment des directives pour justifier un changement de convention comptable, le traitement approprié selon les circonstances et la divulgation requise.

Modifications comptables – 1^{er} novembre 2006

Instruments financiers, couverture et résultat étendu

Le 1^{er} novembre 2006, la société a adopté rétroactivement, sans redressement des périodes antérieures, les recommandations des chapitres suivants du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés [«ICCA»]: le chapitre 1530 «Résultat étendu», le chapitre 3855 «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», et le chapitre 3865 «Couvertures».

À la date d'adoption de ces normes, la société a abandonné la comptabilité de couverture pour les instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs. Les gains ou pertes non réalisés à la date de transition ont été portés aux autres éléments du résultat étendu le 1^{er} novembre 2006 et ont été constatés en résultat net à la rubrique Carburant d'aéronefs à l'échéance des instruments financiers dérivés lorsque les achats de carburant afférents ont été effectués. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, la société a constaté une perte de 12,1 millions de dollars [net d'impôts y afférent de 6,0 millions de dollars] à titre d'autres éléments du résultat étendu représentant la portion des pertes non réalisées relatives aux instruments dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs à la date de transition qui se sont réalisées. Des pertes non réalisées de 0,4 million de dollars [net d'impôts y afférent de 0,2 million de dollars], incluses aux Cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 octobre 2007, ont été reclassées en résultat net au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008.

Modifications comptables futures

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064 «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui remplacera, à compter du 1^{er} novembre 2008 pour la société, le chapitre 3062 «Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels», et le chapitre 3450 «Frais de recherche et de développement». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. L'application de ces nouvelles normes sera traitée rétroactivement avec retraitement des exercices antérieurs. L'application de ces nouvelles normes se traduira le 1^{er} novembre 2007 par une diminution approximative des bénéfices non répartis de 4,2 millions de dollars et, au 31 octobre 2008, par une diminution approximative des frais payés d'avances de 7,8 millions de dollars, une diminution des autres actifs de 0,8 million de dollars et une diminution des passifs d'impôts futurs de 2,8 millions de dollars et une diminution des bénéfices non répartis de 1,6 million de dollars relativement à certains frais de commercialisation liés aux saisons à venir. Ces frais étaient auparavant comptabilisés au résultat net des saisons afférentes et les frais de mise en exploitation des aéronefs étaient auparavant reportés et amortis sur une période n'excédant pas 5 ans.

Également en février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont

utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière (IFRS). La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les IFRS. La société élabore actuellement son plan de conversion aux IFRS. Ce plan vise entre autres à identifier les différences entre les IFRS et les conventions comptables de la société, à en évaluer les incidences et, le cas échéant, à analyser les diverses conventions que la société pourrait choisir d'appliquer.

Instruments financiers

Dans le cours normal de ses affaires, la société est exposée au risque de crédit et de contrepartie, au risque de liquidité, au risque de marché découlant des variations de taux de change de certaines devises, des variations des prix du carburant et des variations des taux d'intérêt. La société gère ces expositions au risque sur une base continue. Afin de limiter les incidences sur ses revenus, ses dépenses et ses flux de trésorerie, découlant de la fluctuation des taux de change, des prix du carburant et des taux d'intérêt, la société peut recourir à l'utilisation de divers instruments financiers dérivés. La direction de la société est responsable de l'établissement des niveaux de risques acceptables et elle n'utilise les instruments financiers dérivés qu'aux fins de gestion de ses risques, des engagements ou obligations existants ou prévus qu'elle prévoit effectuer compte tenu de son expérience passée.

Gestion du risque de change

La société est exposée, principalement en raison de ses nombreuses ententes avec des fournisseurs étrangers, de ses baux d'aéronefs et de moteurs, des achats de carburant, de sa dette à long terme et de ses revenus en devises étrangères, et en raison des fluctuations des taux de change en ce qui concerne principalement le dollar américain, l'euro et la livre sterling par rapport au dollar canadien et à l'euro. Environ 30 % des coûts de la société sont effectués avec une devise autre que la monnaie de mesure de l'unité d'exploitation qui encoure les coûts alors qu'un pourcentage négligeable des revenus est réalisé avec une devise autre que la monnaie de mesure de l'unité d'exploitation qui effectue la vente. Afin de préserver la valeur des engagements et des transactions anticipées, la société conclut des contrats de change à terme pour l'achat et/ou la vente de devises, en fonction de l'évolution anticipée des taux de change, dont l'échéance est généralement de moins de deux ans, et ce, en conformité avec sa politique de gestion des risques de devises.

La société documente à titre d'instruments de couverture ses instruments financiers dérivés liés aux devises et démontre régulièrement que ces instruments sont suffisamment efficaces pour qu'elle puisse continuer d'utiliser la comptabilité de couverture. Ces instruments financiers dérivés sont désignés comme couverture de flux de trésorerie à l'exception des contrats afférents aux emprunts garantis par des aéronefs libellés en dollars américains qui sont désignés comme couverture de juste valeur.

Tous les instruments financiers dérivés sont inscrits au bilan à leur juste valeur. Pour les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, les variations de la valeur de la tranche efficace sont constatées au poste «Autres éléments du résultat étendu» à l'état consolidé du résultat étendu. Toute portion inefficace d'une couverture de flux de trésorerie est constatée au résultat net, au moment où elle se produit, au même poste de l'état consolidé des résultats que l'élément couvert au moment de la réalisation. Si la couverture d'une relation de couverture de flux de trésorerie perd son efficacité, les gains et les pertes non réalisés antérieurement demeureront inscrits au poste «Cumul des autres éléments du résultat étendu» jusqu'au moment du règlement de l'élément couvert, et les variations futures de la valeur de l'instrument dérivé seront constatées de manière prospective dans les résultats.

Les variations de la valeur de la tranche efficace d'une couverture de flux de trésorerie demeurent inscrites au poste «Cumul des autres éléments du résultat étendu» jusqu'au moment du règlement de l'élément couvert connexe, auquel moment les montants constatés sous le poste «Cumul des autres éléments du résultat étendu» sont reclassés au même poste de l'état des résultats que l'élément couvert. En ce qui concerne les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de juste valeur, les variations périodiques de la juste valeur sont constatées au résultat net et les variations de la valeur liées à la fluctuation du dollar américain des emprunts garantis par des aéronefs libellés en dollars américains sont également comptabilisées dans les mêmes postes au résultat net.

Gestion du risque lié aux prix du carburant

La société est particulièrement exposée aux fluctuations des prix du carburant. Étant donné les pressions concurrentielles au sein de l'industrie, rien ne garantit que la société serait en mesure de répercuter toute augmentation des prix du carburant à ses clients en augmentant les tarifs et, le cas échéant, qu'une augmentation de tarifs suffirait à contrebalancer les coûts accrus de carburant, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses résultats d'exploitation. Afin de se protéger contre les augmentations subites et importantes des prix du carburant, la société s'est dotée d'une politique de gestion des risques de carburant qui autorise l'utilisation de contrats à terme, et d'autres types d'instruments financiers dérivés, dont l'échéance est généralement de moins de deux ans.

Les instruments financiers dérivés liés à l'achat de carburant sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période et les gains ou pertes non réalisés résultant de la réévaluation sont comptabilisés et présentés dans la rubrique «Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs» à l'état consolidé des résultats. Lorsque réalisés à l'échéance des ces instruments financiers dérivés, les gains ou pertes sont alors reclassés à la rubrique «Carburant d'aéronefs».

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit provient principalement d'une éventuelle incapacité des clients, des fournisseurs de services, des bailleurs d'aéronefs et moteurs et des institutions financières, y compris les autres contreparties liés aux équivalents de trésorerie, aux instruments financiers dérivés et aux placements dans des PCAA, à satisfaire leurs obligations.

Les comptes clients compris avec les débiteurs au bilan totalisent 76,5 millions de dollars au 31 octobre 2008. Les comptes clients sont composés d'un grand nombre de clients, y compris des agences de voyages et autres fournisseurs de services. Les comptes clients proviennent de la vente de vacances à forfait à des particuliers par l'entremise d'agences de voyages et de la vente de sièges à des voyageurs géographiquement dispersés. Aucun client ne représente plus de 10 % du solde des débiteurs. Au 31 octobre 2008, environ 6 % des débiteurs était impayés depuis plus de 90 jours après la date exigible, tandis qu'environ 80 % était en règle, moins de 30 jours. Il ne s'est jamais produit que la société encours des pertes importantes pour ses comptes clients.

En vertu de ses ententes avec des fournisseurs de services dont principalement des hôteliers, la société effectue des dépôts afin de bénéficier d'avantages, entre autres relativement au prix, à l'exclusivité et l'allotement de chambres. Au 31 octobre 2008, ces dépôts totalisent 38,5 millions de dollars. Ces dépôts sont généralement compensés par les achats de nuitées dans ces hôtels. Le risque provient du fait que ces hôtels ne seraient pas en mesure d'honorer leurs obligations en fournissant les nuitées entendues. La société tente de minimiser son risque en limitant les dépôts aux seuls hôteliers qui sont reconnus et réputés dans les marchés visés. Ces dépôts sont répartis sur un grand nombre d'hôtels et il n'est

jamais arrivé que la société doive radier un montant appréciable pour ses dépôts aux fournisseurs.

En vertu de ses baux pour des aéronefs et des moteurs, la société effectue des dépôts lors de la mise en place de ceux-ci, notamment pour garantir les loyers résiduels. Ces dépôts totalisent 12,1 millions de dollars au 31 octobre 2008 et seront remboursés à l'échéance des baux. La société est également tenue de verser des encaisses bailleurs sur la durée des baux afin de garantir le bon état des aéronefs. Ces encaisses bailleurs sont comptabilisées en charges lorsque les débours afférents sont effectués. Toutefois, ces encaisses bailleurs sont généralement remboursées à la société sur dépôt de preuve que les entretiens afférents ont été effectués par la société. Au 31 octobre 2008, les encaisses bailleurs ainsi réclamées totalisent 8,6 millions de dollars et sont comprises avec les débiteurs. Il ne s'est jamais produit que la société doive radier un montant appréciable de dépôts et de réclamations d'encaisses bailleurs auprès des bailleurs d'aéronefs et de moteurs.

Pour les institutions financières y compris les diverses contreparties, le risque maximum de crédit au 31 octobre 2008 est lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie, y compris ceux en fiducie et autrement réservés, aux placements dans des PCAA et aux instruments financiers dérivés comptabilisés à l'actif. Ces actifs sont détenus ou transigés avec un nombre restreint d'institutions financières et autres diverses contreparties. La société est exposée au risque que ces institutions financières et autres diverses contreparties avec lesquelles elle détient des titres ou conclut des contrats ne soient pas en mesure de respecter leurs engagements. La société minimise son risque en ne concluant des contrats qu'avec des institutions financières et autres diverses contreparties de grande envergure ayant des cotes de crédit appropriées. La société a pour politique de n'investir que dans des produits bénéficiant d'une cote de crédit minimale de R1-Mid ou mieux (selon Dominion Bond Rating Service (DBRS)), A1 (selon Standard & Poor's) ou P1 (selon Moody's) en plus d'être cotés par un minimum de deux firmes de cotation. L'exposition à ces risques est étroitement surveillée et contenue dans les limites dictées par les différentes politiques de la société. La société réexamine ses politiques de façon régulière.

À l'exception des placements dans des PCAA, la société estime ne pas être soumise à une concentration importante du risque de crédit au 31 octobre 2008.

Risque de liquidité

La société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis aux termes de ses engagements et à un prix raisonnable. La société dispose d'un département de trésorerie qui a comme responsabilité, entre autres, de s'assurer d'une saine gestion des liquidités disponibles, du financement et du respect des échéances à l'échelle consolidée de la société. Sous la supervision de la haute direction, le département de trésorerie gère les liquidités de la société en fonction des prévisions financières et des flux de trésorerie anticipés.

Risque de taux d'intérêt

La société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à long terme à taux variables. La société gère son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt et pourrait, le cas échéant, conclure des accords de swaps consistant à échanger des taux variables pour des taux fixes.

Les fluctuations des taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les revenus d'intérêts que la société tire de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie. La société s'est dotée d'une politique de placement dont les objectifs sont de préserver le capital, la liquidité des instruments et d'obtenir un rendement raisonnable. La politique précise les types d'instruments d'investisse-

ment permis, leur concentration, leur cote de crédit acceptable et leur échéance maximum.

Opérations et soldes entre apparentés

Dans le cours normal de ses affaires, la société conclut des opérations avec des sociétés apparentées. Ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange, qui correspond à la contrepartie établie et acceptée par les apparentés. Au cours de l'exercice un montant de 13,5 millions de dollars a été utilisé pour l'achat de nuitées auprès d'hôtels détenus par CIBV une société satellite de la société.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

L'application de l'instrument multilatéral 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières constitue un exercice d'amélioration continue qui amène la société à officialiser des processus et mesures de contrôle déjà en place et à en instaurer de nouveaux. Transat a choisi d'en faire un projet à l'échelle de la société conduisant à une amélioration opérationnelle et à une meilleure gestion.

Conformément à ce règlement, la société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, font un rapport sur la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que la conception des contrôles internes qui régissent la diffusion de l'information financière.

La direction a conçu les contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants la concernant sont portés à la connaissance du Président et chef de la direction et du Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière, en particulier dans la période au cours de laquelle la publication annuelle des informations doit être préparée.

Ces deux dirigeants signataires ont procédé en date du 31 octobre 2008 à une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la société et ont conclu d'après leur évaluation que ces contrôles et procédures étaient adéquats et efficaces. Cette évaluation a tenu compte, entre autres, de la politique de la société quant à la divulgation des renseignements, du processus de sous-attestation, et du fonctionnement du comité de divulgation de l'information de la société.

La direction a également conçu les contrôles internes à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers à des fins externes selon les PCGR du Canada. Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière ont évalué la conception des contrôles internes de la société à l'égard de l'information financière à la fin de la période couverte par les documents annuels, et ils sont d'avis que la conception est adéquate pour fournir ce degré d'assurance raisonnable.

Finalement, il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui soit survenu au cours du quatrième trimestre de 2008 et qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

RISQUES ET INCERTITUDES

Facteurs économiques et généraux

Des facteurs économiques, tels qu'un ralentissement important de l'économie, une récession ou une baisse du taux de l'emploi en

Amérique du Nord, en Europe ou sur des marchés internationaux clés, pourraient avoir des conséquences défavorables sur nos activités et nos résultats d'exploitation, en portant atteinte à la demande de nos produits et services. Nos résultats d'exploitation pourraient également être influencés par des facteurs généraux, notamment des conditions météorologiques extrêmes, la guerre, l'instabilité politique, le terrorisme réel ou appréhendé, l'écllosion d'épidémies ou de maladies, les préférences des consommateurs et leurs habitudes de consommation, la perception des consommateurs à l'égard de la sécurité aérienne, les tendances démographiques, les perturbations du système de contrôle de la circulation aérienne et le coût des mesures portant sur la protection, la sécurité et l'environnement. De plus, nos revenus sont sensibles à tout événement touchant le transport aérien national et international, les locations d'automobiles et les réservations d'hôtel et de croisières.

Concurrence

La concurrence est forte au sein de l'industrie des voyages vacances. Certains concurrents sont de plus grande envergure, bénéficient de la notoriété d'un nom de marque et d'une présence dans des secteurs géographiques précis, disposent de ressources financières importantes et ont des relations privilégiées avec les fournisseurs de voyages. Nous rivalisons aussi avec les fournisseurs de voyages qui vendent directement aux voyageurs à des prix très compétitifs. Ces facteurs pourraient nuire à nos revenus et marges bénéficiaires, car nous devrions vraisemblablement égaler les prix de la concurrence.

Variation des taux de change et des taux d'intérêt

Transat est exposée, en raison de ses nombreuses ententes avec des fournisseurs étrangers, aux variations du taux de change en ce qui concerne principalement le dollar américain, l'euro et la livre sterling par rapport au dollar canadien et à l'euro. Ces variations pourraient faire augmenter nos coûts d'exploitation. Les variations des taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les revenus d'intérêts que nous tirons de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, ainsi que sur les frais d'intérêts découlant des titres de créance à taux variable, ce qui aurait une incidence sur nos bénéfices. Nous achetons des instruments financiers dérivés pour nous couvrir contre les variations des taux de change à l'égard de notre dette à long terme libellé en dollar américain, de notre financement hors bilan obtenu pour les aéronefs et pour les revenus et frais d'exploitation que la société règle en devises étrangères.

Coût du carburant et approvisionnement en carburant

Transat est tout particulièrement exposée aux fluctuations des prix du carburant. Étant donné les pressions concurrentielles au sein de l'industrie, rien ne garantit que nous serions en mesure de répercuter toute augmentation des prix du carburant sur nos clients en augmentant les tarifs et, le cas échéant, qu'une augmentation de tarifs suffirait à contrebalancer les coûts accrus de carburant, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités, sur notre situation financière ou sur nos résultats d'exploitation. Nous achetons des contrats à terme pour nous protéger contre le risque de fluctuations du coût du carburant. En outre, toute réduction éventuelle de l'approvisionnement en carburant pourrait causer préjudice à nos activités.

Évolution de la dynamique de l'industrie : nouvelles méthodes de distribution

L'engouement pour Internet permet aux voyageurs d'avoir accès à des renseignements sur les produits et services de voyage et d'acheter ceux-ci directement auprès des fournisseurs, contournant ainsi tant les voyagistes, comme Transat, que les agents de voyages détaillants par l'entremise desquels nous obtenons une grande partie de nos revenus. Pour le moment la vente directe sur Internet demeure limitée dans le domaine des voyages vacances, mais la dynamique de l'industrie, en matière de distribution, évolue rapidement et à cet égard présente des risques. Pour y faire face, Transat

développe et implante un système de distribution multicanal qui vise à faire cohabiter harmonieusement une variété de stratégies de distribution incluant les agences de voyages, la vente directe, y compris sur Internet, la vente par l'entremise de tiers et le recours aux systèmes de réservation électroniques.

En outre, le phénomène de l'érosion graduelle des commissions versées par les fournisseurs de voyages, particulièrement les transporteurs aériens, a affaibli la situation financière de nombreux agents de voyages. Comme nous comptons, dans une certaine mesure, sur les agents de voyages détaillants pour joindre des voyageurs et dégager des revenus, un changement dans les habitudes d'achat des consommateurs, qui délaisseraient les agences de voyages au profit de l'achat direct auprès des fournisseurs de voyages, pourrait avoir une incidence sur notre société.

Dépendance à l'égard des fournisseurs à contrat

Malgré le positionnement favorable que nous procure notre intégration verticale, nous dépendons en partie de tiers qui nous fournissent certains éléments constitutifs de nos forfaits. Nous dépendons par exemple de transporteurs aériens qui ne font pas partie de notre groupe et d'un grand nombre d'hôteliers. En général, ces fournisseurs peuvent résilier ou modifier des ententes qu'ils ont conclues avec nous moyennant un avis relativement court. Une éventuelle incapacité de remplacer ces ententes, ou de trouver des fournisseurs semblables, ou de renégocier les ententes à des tarifs réduits pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats. De plus, toute baisse de qualité des produits ou services assurés par ces fournisseurs ou toute perception de la part des voyageurs d'une baisse de qualité pourrait nuire à notre réputation. La perte de contrats, les changements apportés aux ententes d'établissement des prix, un accès restreint aux produits et services des fournisseurs ou une opinion publique moins favorable envers certains fournisseurs faisant baisser la demande pour leurs produits et services pourraient avoir une incidence importante sur nos résultats.

Dépendance envers la technologie

Nos activités dépendent de notre capacité d'avoir accès à des renseignements, de gérer les systèmes de réservation, y compris le traitement quotidien d'un grand volume d'appels téléphoniques, de protéger ces renseignements, et de distribuer nos produits à des agents de voyages détaillants et autres intermédiaires du secteur des voyages. Pour ce faire, nous avons recours à diverses technologies de l'information et des télécommunications. L'évolution rapide de ces technologies peut nécessiter des dépenses en capital plus élevées que prévu en vue d'améliorer le service à la clientèle, ce qui pourrait avoir une incidence sur nos résultats d'exploitation. Par ailleurs, toute panne ou défaillance de ces systèmes pourraient nuire à nos activités, à nos relations clients et à nos résultats d'exploitation.

Dépendance envers les dépôts et paiements anticipés des clients

Transat tire une grande partie de ses revenus d'intérêts des dépôts et des paiements anticipés des clients. Selon notre politique de placement, nous ne pouvons investir ces dépôts et paiements anticipés que dans des titres de bonne qualité. Si ces titres ne procurent pas un aussi bon rendement que par le passé, notre société pourrait voir ses revenus d'intérêts diminuer.

Fonds de roulement déficitaire

Dans le cadre de nos activités, nous recevons des dépôts et des paiements anticipés de nos clients. Si les fonds provenant de ces paiements anticipés devaient diminuer et que nous devions trouver une autre source de capital, rien ne garantit que nous trouvions une telle source selon des modalités qui conviennent à la société, ce qui pourrait avoir une incidence importante sur nos activités.

Fluctuation des résultats financiers

L'industrie du voyage en général et nos activités en particulier sont saisonnières. Par conséquent, nos résultats d'exploitation trimestriels peuvent varier. Nous croyons donc que les comparaisons de nos résultats d'exploitation d'un trimestre à l'autre ne sont pas nécessairement significatives et ne devraient pas servir d'indice d'un rendement futur. De plus, en raison de tous les facteurs économiques et généraux déjà mentionnés, nos résultats d'exploitation futurs pourraient être inférieurs aux attentes des analystes en valeurs mobilières et des investisseurs, ce qui aurait un effet défavorable sur le cours de nos actions.

Réglementation gouvernementale et fiscalité

Les résultats futurs de Transat peuvent varier en fonction des mesures prises par les organismes gouvernementaux ayant compétence sur les activités de la société, y compris l'octroi et les retards d'octroi de certaines autorisations ou de certains permis de la part de gouvernements, l'adoption de règlements qui ont une incidence sur les normes de service à la clientèle, notamment les nouvelles normes de sécurité des passagers, l'adoption de restrictions antibruit ou de règles de circulation nocturne plus sévères et la mise en vigueur de règlements provinciaux ayant une incidence sur les activités des agents de voyages détaillants et grossistes. De plus, des régimes de réglementation nouveaux ou différents ou des modifications apportées à la politique fiscale pourraient avoir un effet sur nos activités en ce qui concerne les taxes sur les chambres d'hôtel, les taxes sur la location automobile, les taxes d'accise imposées aux transporteurs aériens et les taxes et frais d'aéroport.

Besoins futurs de capital

Transat pourrait avoir besoin de réunir des fonds supplémentaires dans l'avenir afin de tirer profit d'occasions de croissance ou pour réagir à des pressions concurrentielles. Rien ne garantit que du financement supplémentaire sera disponible selon des modalités qui nous conviennent, ce qui pourrait nuire à nos activités.

Interruption de l'exploitation

Si nous devons interrompre certaines activités pour quelque motif que ce soit, y compris l'indisponibilité d'un aéronef pour des raisons d'ennuis mécaniques, la perte de revenus liés à l'utilisation de nos aéronefs pourrait avoir une incidence sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Couverture d'assurance

Par suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001, le marché des assurances sur le transport aérien à l'égard des risques découlant d'une guerre et d'un acte terroriste a subi plusieurs changements. La limite de l'assurance responsabilité civile envers les tiers pour dommages corporels et matériels est maintenant établie à 150 millions de dollars américains par sinistre.

Il est toujours nécessaire que les gouvernements procurent aux transporteurs aériens une couverture au delà de 150 millions de dollars américains jusqu'à ce que les assureurs commerciaux le fassent. Le gouvernement canadien offre cette protection aux transporteurs aériens du pays. De plus, certains assureurs n'ont pas de permis pour exercer leurs activités au Canada.

Le gouvernement canadien maintient la protection offerte aux transporteurs aériens compte tenu des exigences en matière de licence et du fait que le gouvernement américain fournit toujours une couverture contre ces risques aux transporteurs aériens américains. Toutefois, rien ne garantit que le gouvernement canadien ne modifiera pas cette protection, en particulier si le gouvernement américain devait changer sa position.

Victimes d'accidents

Nous estimons que nos fournisseurs et la société disposent d'une assurance responsabilité civile adéquate pour les protéger contre

les risques auxquels ils sont exposés dans le cours normal des affaires, tels que des réclamations pour blessures graves ou pour décès par suite d'un accident impliquant un aéronef ou d'autres véhicules transportant nos clients. Quoique nous n'ayons jamais fait l'objet d'une réclamation d'assurance responsabilité civile pour laquelle nous n'avions pas de couverture suffisante, rien ne garantit que notre assurance suffirait à couvrir des réclamations d'envergure ou que l'assureur concerné serait solvable lorsque le sinistre surviendrait. Rien ne garantit non plus que nous serons en mesure d'obtenir une assurance adéquate à un coût acceptable dans l'avenir. Ces incertitudes pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités et nos résultats d'exploitation.

Accès aux créneaux et aux portes

L'accès à des créneaux d'utilisation des pistes pour les décollages et les atterrissages, aux portes d'aéroports et aux installations aéroportuaires est essentiel à nos activités et à notre stratégie de croissance. La disponibilité et le coût futurs de ces installations pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités.

Obligations en vertu de contrats de location d'aéronefs

Transat est tenu à des obligations considérables non résiliables en vertu de contrats de location à l'égard de sa flotte aérienne. Si les revenus tirés de l'exploitation des aéronefs devaient diminuer, les paiements en vertu de nos contrats de location pourraient avoir une incidence importante sur les activités de notre société.

Accès à des aéronefs à la fin des baux

Une éventuelle incapacité à renouveler les baux d'avions existants ou d'avoir accès à des baux à des conditions adéquates pour le type d'aéronefs recherchés à l'échéance des présents baux pourrait nuire à nos activités et à nos résultats d'exploitation.

Environnement

Transat est exposée, en raison de son activité aérienne, à une éventuelle réglementation à propos des émissions de gaz à effet de serre émis par ses aéronefs. Une fois la réglementation établie, Transat pourrait avoir de la difficulté à rencontrer les exigences réglementaires en fonction de la flotte d'aéronefs à ce moment et pourrait être exposée à des frais supplémentaires, ce qui pourrait affecter négativement ses résultats financiers.

Personnel clé

Notre réussite est tributaire de notre capacité d'attirer et de conserver des employés compétents. La perte d'employés importants pourrait nuire à nos activités et à nos résultats d'exploitation.

Incertitude à l'égard des prochaines conventions collectives

Une éventuelle incapacité de parvenir à une entente avec tout syndicat représentant nos employés, notamment les pilotes, pourrait porter atteinte à nos activités.

PERSPECTIVES

En Amérique du Nord, les réservations pour l'hiver sont présentement supérieures à celles de l'an dernier à pareille date. L'affaiblissement de l'économie canadienne et la capacité importante déployée par l'industrie sur le Mexique et les Caraïbes amènent la société à prévoir des marges (BAIIA) en dollars nettement inférieures à celles de l'an passé pour l'hiver. En Europe, les réservations pour l'hiver sont inférieures sur le long courrier par rapport à l'an dernier à pareille date, mais supérieures sur le moyen courrier; la société prévoit qu'il lui sera difficile cet hiver d'atteindre les marges (BAIIA) en dollars enregistrées en 2008.

rapport de la direction

et rapport des vérificateurs

Les états financiers consolidés de Transat A.T. inc. sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration. La responsabilité de la direction à cet égard comprend la sélection de principes comptables appropriés ainsi que l'exercice d'un jugement éclairé dans l'établissement d'estimations raisonnables et justes, en accord avec les principes comptables généralement reconnus du Canada et adéquats dans les circonstances. L'information financière présentée ailleurs dans ce rapport annuel est conforme à celle des états financiers.

La société et ses sociétés apparentées se sont dotées de systèmes comptables et de contrôle interne conçus afin de fournir l'assurance raisonnable que l'actif est protégé contre une perte ou une utilisation non autorisée et qu'on puisse ainsi se fier aux registres comptables pour la préparation des états financiers.

Le conseil d'administration assume ses responsabilités à l'égard des états financiers consolidés, principalement par l'entremise de son comité de vérification. Le comité de vérification révisé les états financiers consolidés annuels et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Le comité de vérification étudie également de façon suivie les résultats des vérifications effectuées par les vérificateurs externes sur les conventions et méthodes comptables ainsi que sur les systèmes de contrôle interne de la société. Les présents états financiers ont été vérifiés par Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., comptables agréés, et le rapport qu'ils ont dressé sur les états financiers consolidés figure ci-contre.

Le président du conseil,
président et chef de la direction



Jean-Marc Eustache

Le vice-président, finances et administration
et chef de la direction financière



François Laurin

Aux actionnaires de Transat A.T. inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Transat A.T. inc. aux 31 octobre 2008 et 2007 et les états consolidés des résultats, du résultat étendu, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 octobre 2008 et 2007 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Montréal, Canada
le 5 décembre 2008
(le 12 janvier 2009 pour les notes 5 et 25)



Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés

Aux 31 octobre
[en milliers de dollars]

	2008	2007 [redressé — note 3]
	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	145 767	166 768
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés [note 4]	256 697	168 196
Placements dans des PCAA [note 5]	—	142 346
Débiteurs	119 852	109 128
Impôts sur les bénéfices à recevoir	4 095	13 037
Actifs d'impôts futurs [note 19]	11 382	25 250
Stocks	11 412	8 931
Frais payés d'avance	53 259	45 981
Instruments financiers dérivés [notes 3 et 6]	112 259	26 997
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts	32 094	31 077
Total de l'actif à court terme	746 817	737 711
Placements dans des PCAA [note 5]	86 595	—
Dépôts [note 7]	18 526	17 191
Actifs d'impôts futurs [note 19]	16 097	9 341
Immobilisations corporelles [notes 8 et 13]	171 294	163 018
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels [note 9]	151 803	148 515
Instruments financiers dérivés [notes 3 et 6]	11 002	316
Placements et autres actifs [note 10]	63 297	4 431
	1 265 431	1 080 523
PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	282 440	281 985
Portion à court terme de la provision pour remise en état des aéronefs loués	23 231	20 493
Impôts sur les bénéfices à payer	6 942	8 757
Passifs d'impôts futurs [note 19]	16 770	298
Dépôts de clients et revenus reportés	293 537	237 898
Instruments financiers dérivés [notes 3 et 6]	79 831	88 469
Débeture	3 156	—
Versements sur la dette à long terme échéant à moins d'un an	16 745	48 794
Total du passif à court terme	722 652	686 694
Dette à long terme [note 13]	133 340	39 887
Débeture [note 12]	—	3 156
Provision pour remise en état des aéronefs loués [note 3]	13 011	11 208
Autres passifs [note 14]	34 517	32 189
Instruments financiers dérivés [notes 3 et 6]	10 227	6 135
Passifs d'impôts futurs [note 19]	9 692	17 802
	923 439	797 071
Capitaux propres		
Capital-actions [note 15]	154 198	156 964
Bénéfices non répartis	109 302	191 118
Surplus d'apport [note 15]	4 619	1 871
Cumul des autres éléments du résultat étendu [notes 3, 6 et 16]	73 873	(66 501)
	341 992	283 452
	1 265 431	1 080 523

Engagements et éventualités [notes 5 et 22]
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,
Jean-Marc Eustache, administrateur
André Bisson, administrateur

états consolidés des résultats

Exercices terminés les 31 octobre
[en milliers de dollars, sauf les montants par action]

	2008	2007
	\$	\$ [redressé — note 3]
Revenus	3 512 851	3 045 917
Dépenses d'exploitation		
Coûts directs	1 933 706	1 601 652
Salaires et avantages sociaux	349 746	334 973
Carburant d'aéronefs	365 457	273 614
Commissions	174 740	186 686
Entretien d'aéronefs	97 842	76 099
Frais d'aéroports et de navigation	90 624	86 594
Loyer d'aéronefs	48 628	48 883
Autres	324 781	299 299
	3 385 524	2 907 800
	127 327	138 117
Amortissement <i>[note 17]</i>	56 649	50 990
Intérêts sur la dette à long terme et la débenture	7 538	6 229
Autres intérêts et frais financiers	1 758	1 929
Revenus d'intérêts	(16 172)	(19 745)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	106 435	(26 577)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	2 295	(3 023)
Radiation d'écarts d'acquisition <i>[note 9]</i>	—	3 900
Dévaluation des placements dans des PCAA <i>[note 5]</i>	45 927	11 200
Gain sur rachat d'actions privilégiées d'une filiale <i>[note 18]</i>	(1 605)	—
Quote-part de la perte nette (du bénéfice net) des sociétés satellites	427	(651)
	203 252	24 252
Bénéfice (perte) avant les postes suivants	(75 925)	113 865
Impôts sur les bénéfices (récupération) <i>[note 19]</i>		
Exigibles	19 565	28 222
Futurs	(48 766)	6 403
	(29 201)	34 625
Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(46 724)	79 240
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(3 287)	(737)
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	(50 011)	78 503
Bénéfice (perte) de base par action <i>[note 15]</i>	(1,51)	2,33
Bénéfice dilué (perte diluée) par action <i>[note 15]</i>	(1,51)	2,30

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

états consolidés du résultat étendu

Exercices terminés les 31 octobre
[en milliers de dollars]

	2008	2007
	\$	[redressé — note 3] \$
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	(50 011)	78 503
Autres éléments du résultat étendu		
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	134 592	(85 423)
Reclassement dans les résultats	61 560	(2 159)
Impôts futurs	(63 852)	28 546
	132 300	(59 036)
Pertes sur dérivés désignés comme couvertures de carburant avant le 1 ^{er} novembre 2006 portées en résultat net au cours de la période [note 3]	522	18 030
Impôts futurs	(172)	(5 950)
	350	12 080
Gains (pertes) de change sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes dus à (l'appréciation) la dépréciation en date d'arrêt des comptes du dollar canadien face à l'euro, à la livre sterling et au dollar américain	7 724	(7 132)
	140 374	(54 088)
Résultat étendu de l'exercice	90 363	24 415

états consolidés des bénéfices non répartis

Exercices terminés les 31 octobre
[en milliers de dollars]

	2008	2007
	\$	[redressé — note 3] \$
Bénéfices non répartis au début de l'exercice, solde déjà reporté	190 534	142 116
Modification d'une convention comptable [note 3]	584	2 561
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	191 118	144 677
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	(50 011)	78 503
Prime versée au rachat d'actions [note 15]	(19 864)	(20 561)
Dividendes	(11 941)	(11 501)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	109 302	191 118

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

états consolidés des flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 octobre
[en milliers de dollars]

	2008	2007
	\$	\$ [redressé — note 3]
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net (perte nette)	(50 011)	78 503
Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sorties (reentrées) de fonds		
Amortissement	56 649	50 990
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	106 435	(26 577)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	2 295	(3 023)
Radiation d'écarts d'acquisition	—	3 900
Variation de la juste valeur des placements dans des PCAA	45 705	11 200
Perte sur disposition de placements dans des PCAA	222	—
Gain sur rachat d'actions privilégiées d'une filiale	(1 605)	—
Quote-part de la perte nette (du bénéfice net) des sociétés satellites	427	(651)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	3 287	737
Impôts futurs	(48 766)	6 403
Charge de retraite	3 075	2 809
Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions	3 012	1 577
	<u>120 725</u>	<u>125 868</u>
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	29 284	17 324
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	4 541	(7 852)
Variation nette des autres actifs et passifs liés à l'exploitation	675	(883)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<u>155 225</u>	<u>134 457</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(64 901)	(52 702)
Trésorerie et équivalents de trésorerie de sociétés acquises	—	5 607
Contreparties versées pour des sociétés acquises	(59 559)	(8 162)
Variation nette des placements dans des PCAA [note 5]	10 778	(153 546)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	(88 501)	35 417
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<u>(202 183)</u>	<u>(173 386)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation de la dette à long terme	60 491	39 887
Remboursement de la dette à long terme	(10 565)	(26 088)
Produit de l'émission d'actions	1 970	6 816
Rachat d'actions	(24 864)	(23 944)
Dividendes	(11 941)	(11 501)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>15 091</u>	<u>(14 830)</u>
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	10 866	5 640
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	<u>(21 001)</u>	<u>(48 119)</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	166 768	214 887
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	<u>145 767</u>	<u>166 768</u>
Informations supplémentaires		
Impôts sur les bénéfices payés	11 865	43 391
Intérêts payés	6 821	6 774

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

31 octobre 2008 et 2007

[Les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens, à l'exception des montants par action ou autrement spécifié]

1

CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS

Transat A.T. inc. [la «société»], constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, est une société intégrée dans l'industrie du tourisme. La société se spécialise dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances. Le cœur de son organisation est formé de voyageurs implantés au Canada et en Europe. La société est également active dans le transport aérien, les services à valeur ajoutée offerts à destination et l'hôtellerie. Enfin, la société s'est assurée une présence dynamique dans la distribution grâce à des réseaux d'agences de voyages.

2

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés de la société ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus nécessite que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les principales estimations comprennent l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers, y compris les dérivés et les placements dans des papiers commerciaux adossés à des actifs [PCAA], la provision pour remise en état des aéronefs loués, l'amortissement et la dépréciation des immobilisations et actifs intangibles, y compris les écarts d'acquisition, les équations d'achat de participations et les soldes d'impôts futurs. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et les différences peuvent être importantes. De l'avis de la direction, les états financiers consolidés ont été préparés adéquatement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société, de ses filiales ainsi que de ses entités à détenteurs de droits variables lorsque la société en est le principal bénéficiaire.

La société consolide les entités à détenteurs de droits variable conformément à la note d'orientation concernant la comptabilité no 15 [NOC-15], «Consolidation des entités à détenteurs de droits variables». Cette note d'orientation clarifie l'application des principes de consolidation à certaines entités sur lesquelles le contrôle s'exerce autrement que par l'exercice de droits de vote. La NOC-15 fournit des indications permettant de déterminer dans quels cas une entreprise doit inclure les actifs, les passifs et les résultats des activités d'une telle entité à détenteurs de droits variables dans ses états financiers consolidés. Cette NOC-15 établit qu'une entreprise doit consolider une entité à détenteurs de droits variables lorsqu'elle détient un droit variable ou une combinaison de tels droits qui l'amènera à assumer la majorité des pertes prévues de l'entité, à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus de l'entité si ces pertes ou ces rendements se matérialisent, ou les deux [le «principal bénéficiaire»].

Les actifs constatés à la suite de la consolidation de certaines entités à détenteurs de droits variables ne représentent pas des actifs additionnels qui pourraient être utilisés pour se soustraire à des réclamations visant les actifs généraux de la société.

Équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont principalement composés de dépôts à terme et d'acceptations bancaires facilement convertibles en un montant connu de trésorerie avec des échéances initiales de moins de trois mois.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût, établi selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur nette de réalisation.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties, compte tenu de la valeur résiduelle, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée estimative de leur utilisation, comme suit :

Améliorations – aéronefs loués en vertu de contrats de location-exploitation	Durée du bail
Équipement d'aéronefs	5 à 10 ans
Équipement et logiciels informatiques	3 à 7 ans
Moteurs d'aéronefs	Cycles utilisés
Équipement et mobilier de bureau	4 à 10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Pièces de rechange durables	Utilisation
Hangar et édifices administratifs	35 ans

Lors de l'acquisition d'un aéronef, une portion du coût est allouée à la sous-catégorie «entretiens majeurs», laquelle est afférente aux coûts de remise en état des cellules, des moteurs et des trains d'atterrissage. Les aéronefs et les entretiens majeurs, inclus dans la catégorie Aéronefs, sont amortis en tenant compte de leur valeur résiduelle estimative prévue. Les aéronefs sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire sur des périodes de 7 à 10 ans et les entretiens majeurs, selon le type d'entretien, sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire ou en fonction de l'utilisation de l'aéronef correspondant jusqu'au prochain entretien majeur afférent. Les coûts des entretiens majeurs subséquents sont capitalisés à titre d'entretiens majeurs et amortis selon leur type. Les coûts des autres entretiens, y compris les réparations imprévues, sont constatés au résultat net lorsque ceux-ci sont engagés [voir note 3].

Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels

Les écarts d'acquisition et les marques de commerces ayant une durée de vie indéfinie ne sont pas amortis. Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs nets identifiables acquis.

Les écarts d'acquisition et les marques de commerces sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il est plus probable qu'improbable qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation, en deux étapes, est effectué pour détecter une dépréciation possible de tout écart d'acquisition et d'une marque de commerce, dans la mesure où l'unité d'exploitation utilise cette marque de commerce dans ses activités courantes, et pour évaluer le montant de la perte de valeur de l'écart d'acquisition et de la marque de commerce, le cas échéant. La première étape consiste à comparer la juste valeur d'une unité d'exploitation à sa valeur comptable, y compris tout écart d'acquisition, afin de détecter une dépréciation possible. Lorsque la juste valeur d'une unité d'exploitation excède sa valeur

comptable, tout écart d'acquisition et/ou marque de commerce rattaché à l'unité d'exploitation est considéré comme n'ayant pas subi de dépréciation. Lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la deuxième étape, le cas échéant, consiste à comparer la juste valeur de tout écart d'acquisition et/ou marque de commerce rattaché à l'unité d'exploitation à la valeur comptable de cet écart d'acquisition et/ou marque de commerce afin d'évaluer le montant de la perte de valeur. Lorsque la valeur comptable de tout écart d'acquisition et/ou marque de commerce rattaché à une unité d'exploitation excède la juste valeur de cet écart d'acquisition et/ou marque de commerce, une perte de valeur égale à l'excédent est imputée aux résultats de la période au cours de laquelle la perte de valeur s'est produite. Pour évaluer la juste valeur de ses unités d'exploitation, la société utilise la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie.

Les actifs incorporels ayant une durée de vie définie, tels que les listes de clients, sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire sur des durées de 7 à 10 ans.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels à durée de vie définie sont passés en revue pour déterminer s'ils ont subi une réduction de valeur quand des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La dépréciation est évaluée en comparant la valeur comptable d'un actif avec les flux de trésorerie nets futurs non actualisés prévus à l'utilisation ainsi qu'avec sa valeur résiduelle [valeur recouvrable nette]. Si la société considère que la valeur des actifs a subi une dépréciation, le montant de la dépréciation à comptabiliser correspond à l'excédent de la valeur comptable des actifs sur la juste valeur.

Placements et autres actifs

Les placements dans des sociétés sur lesquelles la société exerce une influence notable, mais non un contrôle ou un contrôle conjoint, sont comptabilisés à la valeur de consolidation. Les autres placements sont comptabilisés au coût. Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction est prise en compte dans la détermination du résultat net.

Les autres actifs incluent les frais de mise en service qui sont reportés et amortis sur des périodes ne dépassant pas cinq ans [voir note 3].

Provision pour remise en état des aéronefs loués [voir note 3]

En vertu des contrats de location-exploitation pour des aéronefs et moteurs, la société est tenue de maintenir ceux-ci en bon état et suivre le plan d'entretien. La société comptabilise l'obligation d'entretien des aéronefs et des moteurs loués en fonction du degré d'utilisation jusqu'au prochain entretien. L'obligation est ajustée pour tout changement dans les coûts prévus de l'entretien afférent. Selon le type d'entretien, le degré d'utilisation est déterminé en fonction des cycles, des heures de vols ou du passage du temps entre chaque entretien. L'excédent de l'obligation pour entretien sur les dépôts d'entretien aux bailleurs effectués et non réclamés est présenté au passif sous les rubriques «Provision pour remise en état des aéronefs loués».

Conversion des devises

a) Établissements étrangers autonomes

La société convertit en dollars canadiens les états financiers des établissements étrangers autonomes, y compris le placement dans une société satellite à l'étranger, selon la méthode du cours de clôture. Les actifs et passifs sont convertis aux taux de change en vigueur à la clôture de la période. Les revenus et les dépenses sont convertis aux taux de change moyens de la

période. Les gains ou pertes de change résultant de la conversion sont inscrits sous un poste distinct des autres éléments du résultat étendu.

b) Comptes et opérations en devises

Les comptes et opérations en devises de la société y compris les comptes des établissements étrangers intégrés sont convertis à l'aide de la méthode temporelle. À la date de l'opération, tout élément d'actif ou de passif et tout produit ou charge résultant d'une opération en devise est converti en dollars canadiens au taux du change en vigueur à cette date. À chaque date de clôture, les éléments monétaires libellés en devises sont ajustés en fonction des taux de change en vigueur à cette date. Les gains ou pertes résultant de la conversion sont pris en compte dans la détermination du résultat net de la période.

Rémunérations à base d'actions et autres régimes d'intéressement

La description des régimes d'intéressement au capital qu'offre la société est présentée à la note 15.

La société comptabilise son régime d'options d'achat d'actions à l'intention des dirigeants et employés, pour les attributions d'options d'achat d'actions octroyées après le 31 octobre 2003, selon la méthode de la juste valeur. La juste valeur des options d'achat d'actions à la date d'attribution est déterminée à l'aide d'un modèle d'évaluation du prix des options. Cette juste valeur des options à la date d'attribution est imputée au résultat net sur la période allant de la date d'attribution jusqu'à la date où les droits à l'attribution sont acquis. Toute contrepartie versée par des employés à l'exercice des options sur actions ainsi que la tranche correspondante créditée antérieurement au surplus d'apport sont portées au crédit du capital-actions.

Les contributions de la société au régime d'incitation à l'actionnariat et à l'accumulation de capital et au régime d'incitation à l'actionnariat permanent correspondent aux actions acquises sur le marché par la société pour le bénéfice des participants aux régimes lorsque ceux-ci acquièrent des actions en vertu du régime d'actions. Ces contributions sont imputées aux résultats sur la période allant de la date d'acquisition jusqu'à la date où les droits à ces actions sont acquis par le participant. Toute contrepartie versée par le participant pour l'acquisition d'actions en vertu du régime d'achat d'actions est portée au crédit au capital-actions.

La société comptabilise une charge en vertu du régime d'unités d'actions différées lorsque les unités sont attribuées en fonction de la juste valeur des actions à la date d'attribution. Les fluctuations dans le cours de l'action après la date d'attribution sont imputées au résultat net de la période. Pour le régime d'unités d'actions avec restrictions, la juste valeur des actions à la date d'attribution des unités est imputée au résultat net sur la période allant de la date d'attribution jusqu'à la date où les droits aux unités sont acquis. Les fluctuations dans le cours de l'action après la date d'attribution sont imputées au résultat net sur la période d'acquisition des droits aux unités.

Constatation des revenus

La société constate ses revenus lorsque tous les risques et avantages importants inhérents au service ont été transférés au client. Par conséquent, les revenus provenant du transport des passagers sont constatés au retour de chaque vol. Les revenus provenant des voyageurs ainsi que les coûts y afférents sont constatés au départ des passagers. Les revenus de commissions des agences de voyages sont constatés au moment de la réservation. Les montants perçus des clients à l'égard desquels les services n'ont pas encore été rendus sont inscrits dans le passif à court terme sous la rubrique «Dépôts de clients et revenus reportés».

Instruments financiers [voir note 3]

Instruments financiers

Les normes exigent que les actifs financiers et les passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés, soient initialement comptabilisés à leur juste valeur. Subséquemment à la constatation initiale, l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers dépend de leur classement : détenu à des fins de transaction, prêts et créances ou autres passifs financiers. Les instruments financiers dérivés, y compris les instruments financiers dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, sont classés comme étant détenus à des fins de transaction à moins qu'ils soient désignés comme faisant partie d'une relation de couverture efficace.

Détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers, les passifs financiers et les instruments financiers dérivés classés comme étant détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur à la date du bilan. Les gains et les pertes réalisés à la cession ainsi que les gains et pertes non réalisés découlant de la variation de la juste valeur sont comptabilisés dans l'état des résultats au cours de la période où ils surviennent.

Prêts et créances et autres passifs financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers classés comme prêts et créances ou autres passifs financiers sont évalués à leur coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction liés aux actifs financiers et aux passifs financiers détenus à des fins de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les coûts de transaction liés aux actifs financiers classés comme prêts et créances ou aux passifs financiers classés comme autres passifs financiers sont considérés dans la valeur comptable de l'actif financier et du passif financier et sont ensuite amortis sur la durée de vie prévue de l'instrument au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Comptabilité de couverture et instruments financiers dérivés

La société a recours aux instruments financiers dérivés afin de pallier les risques futurs de variation des devises relativement à ses dettes à long terme et à ceux liés aux paiements de contrats de location-exploitation, aux encaissements de revenus de certains voyageurs et aux décaissements liés à certaines dépenses d'exploitation en devises. Aux fins de la comptabilité de couverture, la société désigne ses instruments financiers dérivés liés aux devises comme instruments de couverture.

La société documente à titre d'instruments de couverture ses instruments financiers dérivés liés aux devises et démontre régulièrement que ces instruments sont suffisamment efficaces pour qu'elle puisse continuer d'utiliser la comptabilité de couverture. Ces instruments financiers dérivés sont désignés comme couverture de flux de trésorerie à l'exception des contrats afférents aux emprunts garantis par des aéronefs libellés en dollars américains qui sont désignés comme couverture de juste valeur.

Tous les instruments financiers dérivés sont inscrits au bilan à leur juste valeur. Pour les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, les variations de la valeur de la tranche efficace sont constatées au poste «Autres éléments du résultat étendu» à l'état consolidé du résultat étendu. Toute portion inefficace d'une couverture de flux de trésorerie est constatée au résultat net, au moment où elle se produit, au même poste de l'état consolidé des résultats que l'élément couvert au moment de la réalisation. Si la couverture d'une relation de couverture de flux de trésorerie perd son efficacité, les gains et les pertes non réalisés antérieurement demeureront inscrits au poste «Cumul des autres éléments du résultat étendu» jusqu'au moment du règlement de l'élément couvert, et les variations futures de la valeur de l'instrument dérivé seront constatées de manière prospective dans les résultats.

Les variations de la valeur de la tranche efficace d'une couverture de flux de trésorerie demeurent inscrites au poste «Cumul des autres éléments du résultat étendu» jusqu'au moment du règlement de l'élément couvert connexe, auquel moment les montants constatés sous le poste «Cumul des autres éléments du résultat étendu» sont reclassés au même poste de l'état des résultats que l'élément couvert. En ce qui concerne les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de juste valeur, les variations périodiques de la juste valeur sont constatées au résultat net et les variations de la valeur liées à la fluctuation du dollar américain des emprunts garantis par des aéronefs libellés en dollars américains sont également comptabilisées dans les mêmes postes au résultat net.

La société conclut également, dans le cours normal de ses affaires, des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant aux fins de gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant qui n'ont pas été désignés pour la comptabilité de couverture. Ces instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période et les gains ou pertes non réalisés résultant de la réévaluation sont comptabilisés et présentés dans la rubrique «Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs» à l'état consolidé des résultats. Lorsque réalisés à l'échéance des ces instruments financiers dérivés, les gains ou pertes sont alors reclassés à la rubrique «Carburant d'aéronefs».

La politique de la société consiste à ne pas spéculer sur les instruments financiers dérivés; ainsi, ces instruments sont normalement acquis comme éléments de gestion des risques et maintenus jusqu'à leur échéance.

Impôts sur les bénéfices

La société comptabilise ses impôts sur les bénéfices d'après la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et passifs d'impôts futurs sont calculés d'après les écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et passifs et mesurés au moyen des taux des lois pratiquement en vigueur au cours des périodes pendant lesquelles il est prévu que les écarts se résorberont. Une provision pour moins-value est constatée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs ne se matérialiseront pas.

Avantages incitatifs reportés

Les avantages incitatifs reportés comptabilisés avec les autres passifs sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des baux et sont portés en diminution des autres dépenses d'exploitation.

Avantages sociaux futurs

La société offre des ententes de retraite de type à prestations déterminées à l'intention de certains membres de la haute direction. La société constate le coût des prestations de retraite de ces employés d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition au prorata des services et aux hypothèses les plus probables de la direction à l'égard de la croissance des gains admissibles et de l'âge de retraite des employés. Les coûts des services passés et des modifications aux ententes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne des membres actifs généralement touchés par celles-ci. L'excédent des gains et des pertes actuariels nets sur 10 % du montant des obligations au titre des prestations est amorti sur la durée résiduelle moyenne des membres actifs qui est de 7,2 ans au 1^{er} novembre 2007. Les obligations au titre des ententes de retraite sont actualisées d'après les taux d'intérêt courants du marché et sont présentées sous la rubrique «Autres passifs».

Résultat par action

Le bénéfice par action est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions à droit de vote variable de catégorie A et d'actions à

droit de vote de catégorie B en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions et tient compte de tous les éléments comportant un effet de dilution.

3 MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Normes en vigueur le 1^{er} novembre 2007

Coûts pour remise en état des aéronefs

Le 1^{er} novembre 2007, la société a modifié sa méthode comptable relativement à la comptabilisation des coûts pour remise en état des aéronefs. Jusqu'au 31 octobre 2007, la société comptabilisait ses coûts selon la méthode d'établissement de courus «*Accrued-in-advance method*», et ce, conformément aux méthodes comptables suggérées dans le guide américain *Audits of Airlines* publié par l'*American Institute of Certified Public Accountants*. Selon cette méthode, la société pourvoyait aux coûts de remise en état des aéronefs au moyen d'une estimation de l'ensemble des coûts futurs prévus jusqu'à l'échéance des baux relatifs aux aéronefs loués en vertu de contrats de location-exploitations, ou de la durée restante de leur utilisation prévue par la société lorsque ceux-ci sont détenus, répartis sur le nombre total de cycles de moteurs et le nombre total de mois des cellules et autres composantes prévus au cours de ces mêmes périodes.

Le 8 septembre 2006, le *Financial Accounting Standards Board* [«FASB»] a publié le *FASB Staff Position* [«FSP»] AUG AIR-1, *Accounting for Planned Major Maintenance Activities*. Ce FSP a modifié le guide *Audits of Airlines* afin d'exclure l'utilisation de la méthode d'établissement de courus comme méthode acceptable. Ce FSP est applicable à toutes les sociétés pour les exercices ouverts à compter du 15 décembre 2006. Par conséquent, à compter du 1^{er} novembre 2007, la société a abandonné la méthode de l'établissement de courus et comptabilise les coûts pour remise en état des aéronefs s'ils sont loués en vertu de contrats de location-exploitation ou s'ils sont capitalisés avec les immobilisations corporelles [voir note 2].

Ce changement de convention comptable a été comptabilisé rétroactivement avec retraitement des exercices antérieurs. L'application de ces nouvelles normes s'est traduit, le 1^{er} novembre 2006 par une augmentation des bénéfices non répartis de 2 561 \$ et, au 31 octobre 2007, par une diminution nette des immobilisations corporelles de 16 982 \$, une diminution de la provision pour remise en état des aéronefs de 17 826 \$, une augmentation du passif d'impôts futurs de 260 \$ et une augmentation des bénéfices non répartis de 584 \$. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, l'application de ces nouvelles normes s'est traduit par une diminution de la dépense d'entretien de 5 048 \$, une augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles de 8 017 \$ et une diminution de la charge d'impôts futurs de 992 \$, soit une diminution du bénéfice net de 1 977 \$ et du bénéfice dilué par action de 0,06 \$. Également pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, l'application de ces nouvelles normes s'est traduit, par une augmentation des flux de trésorerie liés à l'exploitation et une diminution des flux de trésorerie liés à l'investissement de 12 629 \$.

La société aurait également pu choisir de comptabiliser au résultat net les coûts d'entretien de ses aéronefs acquis, au fur et à mesure que ceux-ci sont engagés. La société est d'avis que les conventions adoptées fournissent une meilleure information aux utilisateurs des états financiers.

Autres normes

L'ICCA a publié les normes comptables suivantes qui sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2007 pour la société, soit les chapitres 3862 «Instruments financiers – informations à fournir», 3863

«Instruments financiers – présentation», 1535 «Informations à fournir concernant le capital» et 1506 «Modifications comptables».

Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861 «Instruments financiers – informations à fournir et présentation» et mettent l'accent sur la divulgation des risques associés aux instruments financiers, y compris les instruments de couverture et leur gestion.

Le chapitre 1535 exige que la société donne des informations supplémentaires sur la gestion de son capital et de sa conformité aux exigences en matière de capital si elle est soumise à des obligations extérieures.

Le chapitre 1506 fournit notamment des directives pour justifier un changement de convention comptable, le traitement approprié selon les circonstances et la divulgation requise.

Normes en vigueur le 1^{er} novembre 2006

Instruments financiers, couverture et résultat étendu

Le 1^{er} novembre 2006, la société a adopté rétroactivement, sans redressement des périodes antérieures, les recommandations des chapitres suivants du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés [«ICCA»]: le chapitre 1530 «Résultat étendu», le chapitre 3855 «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», et le chapitre 3865 «Couvertures».

À la date d'adoption de ces normes, la société a abandonné la comptabilité de couverture pour les instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs. Les gains ou pertes non réalisés à la date de transition ont été portés aux autres éléments du résultat étendu le 1^{er} novembre 2006 et ont été constatés en résultat net à la rubrique Carburant d'aéronefs à l'échéance des instruments financiers dérivés lorsque les achats de carburant afférents ont été effectués. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, la société a constaté une perte de 12 080 \$ [net d'impôts y afférent de 5 950 \$] à titre d'autres éléments du résultat étendu représentant la portion des pertes non réalisées relatives aux instruments dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs à la date de transition qui se sont réalisées. Des pertes non réalisées de 350 \$ [net d'impôts y afférent de 172 \$], incluses aux Cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 octobre 2007, ont été reclassées en résultat net au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008.

Modifications futures de conventions comptables

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064 «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui remplacera, à compter du 1^{er} novembre 2008 pour la société, le chapitre 3062 «Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels», et le chapitre 3450 «Frais de recherche et de développement». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. L'application de ces nouvelles normes sera traitée rétroactivement avec retraitement des exercices antérieurs. L'application de ces nouvelles normes se traduira le 1^{er} novembre 2007 par une diminution approximative des bénéfices non répartis de 4 200 \$ et, au 31 octobre 2008, par une diminution approximative des frais payés d'avances de 7 800 \$, une diminution des autres actifs de 800 \$ et une diminution des passifs d'impôts futurs de 2 800 \$ et une diminution des bénéfices non répartis de 1 600 \$ relativement à certains frais de commercialisation liés aux saisons à venir. Ces frais étaient auparavant comptabilisés au résultat net des saisons afférentes et les frais de mise en exploitation des aéronefs étaient auparavant reportés et amortis sur une période n'excédant pas 5 ans.

Également en février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils

sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière (IFRS). La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les IFRS. La société élabore actuellement son plan de conversion aux IFRS. Ce plan visera entre autres à identifier les différences entre les IFRS et les conventions comptables de la société, à en évaluer les incidences et, le cas échéant, à analyser les diverses conventions que la société pourrait choisir d'appliquer.

4

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 31 octobre 2008, la trésorerie et les équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 210 481 \$ [168 196 \$ au 31 octobre 2007] de fonds reçus de clients pour lesquels les services n'avaient pas été rendus et 46 216 \$ [nil au 31 octobre 2007] qui était cédé en nantissement de lettres de crédit et de contrats de change [note 23].

5

PLACEMENTS DANS DES PCAA

Au 31 octobre 2008, la société détenait un portefeuille de papiers commerciaux adossés à des actifs («PCAA») émis par plusieurs fiducies ayant une valeur nominale globale de 143 500 \$. Au milieu du mois d'août 2007, le marché canadien des PCAA émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. Depuis ce temps, aucune transaction portant sur des titres détenus par la société n'a été conclue sur un marché actif.

Le 16 août 2007, à la suite de la crise des liquidités, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'«accord»], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendu par 23 émetteurs de conduits. Un comité d'investisseurs pancanadien a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

Le 17 mars 2008, le comité pancanadien a obtenu une ordonnance de la Cour supérieure de justice de l'Ontario en vertu des dispositions de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC) établissant une procédure d'approbation par les porteurs de billets du plan de restructuration déposé par le comité. Selon les termes de la LACC, le plan doit être approuvé par une majorité simple de porteurs de billets de même que par les porteurs de billets qui représentent au moins 66 2/3 % du montant total agrégé des capitaux de PCAA affectés.

Le 20 mars 2008, le comité a rendu disponible le plan de restructuration et d'autres documents pertinents. Compte tenu de l'information rendue disponible, la société a effectué la répartition suivante de la valeur nominale de ses PCAA :

- La société détient 114 848 \$ de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui seront restructurés en billets à taux variable venant à échéance jusqu'au 31 décembre 2016. La société prévoit recevoir des billets de remplacement à la valeur nominale comme suit :
 - Catégorie A-1 : 35 217 \$
 - Catégorie A-2 : 64 997 \$
 - Catégorie B : 11 188 \$
 - Catégorie C : 3 446 \$

- La société détient 12 652 \$ de PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis et qui seront restructurés sur une base de série par série, chaque série maintenant son exposition séparée à ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en 2037.
- La société détient 16 000 \$ de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui seront restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en 2016.

Le 25 avril 2008, le plan de restructuration proposé par le comité pancanadien des investisseurs de PCAA a été approuvé par les porteurs de billets. Le 5 juin 2008, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a homologué le plan de restructuration du comité. Le 25 juin 2008, certains détenteurs de PCAA ont fait appel de la décision de la Cour supérieure de justice de l'Ontario auprès de la Cour d'appel de l'Ontario. Le 18 août 2008, la Cour d'appel de l'Ontario a confirmé la décision de la Cour supérieure de justice de l'Ontario approuvant le plan de restructuration du comité. Le 29 août 2008, certains détenteurs de PCAA ont fait appel de la décision de la Cour d'appel de l'Ontario auprès de la Cour suprême du Canada. Le 19 septembre 2008, la Cour suprême du Canada a rejeté le pourvoi en appel présenté par certains détenteurs de PCAA. À la suite de ce jugement, le comité pancanadien des investisseurs de PCAA a annoncé que le processus pour remettre les titres de PCAA existants en échange des nouveaux billets restructurés avait commencé.

Le 12 janvier 2009, le comité pancanadien des investisseurs de PCAA a annoncé la mise en œuvre du plan de restructuration. Le comité des investisseurs a également annoncé que des paiements d'intérêts, relatifs aux intérêts courus depuis août 2007 et net des coûts de restructuration, seront effectués en deux versements et en fonction des séries de PCAA. La société n'a comptabilisé aucun revenu d'intérêt depuis l'échéance initiale des PCAA qu'elle détient. Ces intérêts seront comptabilisés au cours de la période où ils seront déterminés.

Compte tenu de l'information rendue disponible au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, des changements survenus dans les conditions de marché du crédit et de la revue des hypothèses utilisées compte tenu de ces nouvelles informations, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA.

Faute de marché actif pour les titres de PCAA, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur le marché en cause, les montants à recevoir, les dates d'échéance et l'hypothèse d'une forte probabilité que le processus de restructuration de l'accord se concrétisera au début de l'année 2009.

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 4,8 % (taux moyen pondéré de 2,6 %), selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur des périodes variant de 5 à 28 ans (période moyenne pondérée de 7,2 ans) et selon des taux d'actualisation variant de 6,7 % à 103,6 % (taux moyen pondéré de 17,4 %) qui tiennent compte de la liquidité. La société a également tenu compte de la part estimative de la société des coûts de restructuration associés à l'accord.

Par suite de l'évaluation, la société a constaté, au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, une dévaluation additionnelle de ses placements dans des PCAA de 45 705 \$ (dévaluation de 11 200 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007). La provision pour dévaluation totalise 56 905 \$ au 31 octobre 2008. La dévaluation des placements dans des PCAA comprend également une perte de 222 \$ à la suite de la réalisation, pour une contrepartie en espèce de 10 778 \$, d'un placement d'une valeur nominale de 11 000 \$, survenue en décembre 2007.

Une variation à la hausse (baisse) de 1 % (100 points de base) des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 4 500 \$.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société au 31 octobre 2008 est entourée d'une grande incertitude. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

La crise des liquidités qui frappe le marché canadien du PCAA émis par des tiers n'a pas eu d'incidence notable sur l'exploitation de la société. La société détient ou à accès aux fonds nécessaires pour remplir toutes ses obligations financières, d'exploitation ou réglementaires. Les fonds en fiducie, qui représentent les dépôts des clients, ainsi que les fonds disponibles, sont détenus à titre d'encaisse ou investis dans des instruments liquides [surtout de l'encaisse et des dépôts à terme] auprès d'un large éventail d'institutions financières importantes et ne sont nullement exposés à la crise du marché du PCAA.

6

INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

Classement des instruments financiers

Le classement des instruments financiers, autres que les instruments financiers dérivés désignés comme couvertures, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur, au 31 octobre 2008, se détaille dans les tableaux suivants.

Juste valeur des instruments financiers

Au 31 octobre 2008 et 2007, les valeurs comptables des actifs financiers classés comme prêts et créances composés essentiellement des débiteurs, et des passifs financiers à court terme classés comme autres passifs financiers se rapprochent de leur juste valeur compte tenu de leur réalisation prévue à court terme. Les valeurs comptables des autres passifs financiers à long terme se rapprochent de leur juste valeur compte tenu qu'ils sont assujettis à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, similaires à celles que la société pourrait obtenir pour des instruments ayant des termes similaires.

La juste valeur des instruments financiers dérivés correspond au montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleines concurrence. La société établit la juste valeur de ses instruments financiers dérivés en utilisant le cours acheteur ou le cours vendeur, selon ce qui est approprié, sur le marché actif le plus avantageux auquel la société a un accès immédiat. Si le marché d'un instrument financier dérivé n'est pas actif, la société établit la juste valeur par l'application de techniques d'évaluation, telles l'utilisation des informations disponibles sur des transactions portant sur des instruments identiques en substance, par l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou autres techniques, le cas échéant. La société s'assure, dans la mesure du possible, d'intégrer les facteurs que des intervenants sur le marché prendraient en considération pour fixer un prix et que la technique d'évaluation est conforme aux méthodes économiques acceptées pour la fixation du prix d'instruments financiers.

Classement des instruments financiers

	Valeur comptable			Juste valeur
	Détenus à des fins de transactions \$	Prêts et créances \$	Total \$	\$
2008				
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	145 767	—	145 767	145 767
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	256 697	—	256 697	256 697
Débiteurs	—	119 852	119 852	119 852
Placements dans des PCAA	86 595	—	86 595	86 595
Instruments financiers dérivés – Contrats d'achat à terme et autres instruments financiers dérivés liés au carburant	8 498	—	8 498	8 498
	497 557	119 852	617 409	617 409
Passifs financiers				
Créditeurs et charges à payer	—	282 440	282 440	282 440
Dettes à long terme	—	150 085	150 085	150 085
Débiteurs	—	3 156	3 156	3 156
Instruments financiers dérivés – Contrats d'achat à terme et autres instruments financiers dérivés liés au carburant	88 215	—	88 215	88 215
	88 215	435 681	523 896	523 896

Classement des instruments financiers	Valeur comptable		Juste valeur	
	Détenus à des fins de transactions \$	Prêts et créances \$	Total \$	\$
2007				
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	166 768	—	166 768	166 768
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	168 196	—	168 196	168 196
Débiteurs	—	109 128	109 128	109 128
Placements dans des PCAA	142 346	—	142 346	142 346
Instruments financiers dérivés – Contrats d’achat à terme et autres instruments financiers dérivés liés au carburant	26 997	—	26 997	26 997
	<u>504 307</u>	<u>109 128</u>	<u>613 435</u>	<u>613 435</u>
Passifs financiers				
Créditeurs et charges à payer	—	281 985	281 985	281 985
Dettes à long terme	—	88 681	88 681	88 681
Débiteurs	—	3 156	3 156	3 156
Instruments financiers dérivés – Contrats d’achat à terme et autres instruments financiers dérivés liés au carburant	6	—	6	6
	<u>6</u>	<u>373 822</u>	<u>373 828</u>	<u>373 828</u>

La valeur comptable des instruments financiers dérivés au 31 octobre 2008 se détaille comme suit :

	Actif \$	Passif \$
2008		
Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		
Contrats de change à terme	111 448	1 843
Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de juste valeur		
Contrats de change à terme	3 315	—
Instruments financiers dérivés classés comme détenus à des fins de transaction		
Contrats d’achat à terme et autres instruments financiers dérivés liés au carburant	8 498	88 215
	<u>123 261</u>	<u>90 058</u>
2007		
Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		
Contrats de change à terme	1 252	90 969
Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de juste valeur		
Contrats de change à terme	—	3 629
Instruments financiers dérivés classés comme détenus à des fins de transaction		
Contrats d’achat à terme et autres instruments financiers dérivés liés au carburant	26 061	6
	<u>27 313</u>	<u>94 604</u>

Gestion des risques découlant des instruments financiers

Dans le cours normal de ses affaires, la société est exposée au risque de crédit et de contrepartie, au risque de liquidité, au risque de marché découlant des variations de taux de change de certaines devises, des variations des prix du carburant et des variations des taux d’intérêt. La société gère ces expositions au risque sur une base continue. Afin de limiter les incidences sur ses revenus, ses dépenses et ses flux de trésorerie, découlant de la fluctuation des taux de change, des prix du carburant et des taux d’intérêt, la société peut recourir à l’utilisation de divers instruments financiers dérivés. La direction de la société est responsable de l’établissement des niveaux de risques acceptables et elle n’utilise les instruments financiers dérivés qu’aux fins de gestion de ses risques, des engagements ou obligations existants ou prévus qu’elle prévoit effectuer compte tenu de son expérience passée.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit provient principalement d’une éventuelle incapacité des clients, des fournisseurs de services, des bailleurs d’aéronefs et moteurs et des institutions financières, y compris les autres contreparties liés aux équivalents de trésorerie, aux instruments financiers dérivés et aux placements dans des PCAA, à satisfaire leurs obligations.

Les comptes clients compris avec les débiteurs au bilan totalisent 76 482 \$ au 31 octobre 2008. Les comptes clients sont composés d’un grand nombre de clients, y compris des agences de voyages et autres fournisseurs de services. Les comptes clients proviennent de la vente de vacances à forfait à des particuliers par l’entremise d’agences de voyages et de la vente de sièges à des voyageurs géographiquement dispersés. Aucun client ne représente plus de 10 % du solde des débiteurs. Au 31 octobre 2008, environ 6 % des débiteurs était impayés depuis plus de 90 jours après la date exigible, tandis qu’environ 80 % était en règle, moins de 30 jours. Il ne s’est jamais produit que la société encourt des pertes importantes pour ses comptes clients.

En vertu de ses ententes avec des fournisseurs de services et principalement des hôteliers, la société effectue des dépôts afin de bénéficier d’avantages, entre autres relativement au prix, à l’exclusivité et l’allotement de chambres. Au 31 octobre 2008, ces dépôts totalisent 38 492 \$. Ces dépôts sont généralement compensés par les achats de nuitées dans ces hôtels. Le risque

provient du fait que ces hôtels ne seraient pas en mesure d'honorer leurs obligations en fournissant les nuitées entendues. La société tente de minimiser son risque en limitant les dépôts aux seuls hôteliers qui sont reconnus et réputés dans les marchés visés. Ces dépôts sont répartis sur un grand nombre d'hôtels et il n'est jamais arrivé que la société doive radier un montant appréciable pour ses dépôts aux fournisseurs.

En vertu de ses baux pour des aéronefs et des moteurs, la société effectue des dépôts lors de la mise en place de ceux-ci, notamment pour garantir les loyers résiduels. Ces dépôts totalisent 12 128 \$ au 31 octobre 2008 et seront remboursés à l'échéance des baux. La société est également tenue de verser des encaisses bailleurs sur la durée des baux afin de garantir le bon état des aéronefs. Ces encaisses bailleurs sont comptabilisées en charges lorsque les débours afférents sont effectués. Toutefois, ces encaisses bailleurs sont généralement remboursés à la société sur dépôt de preuves que les entretiens afférents ont été effectués par la société. Au 31 octobre 2008, les encaisses bailleurs ainsi réclamées totalisent 8 576 \$ et sont comprises avec les débiteurs. Il ne s'est jamais produit que la société doive radier un montant appréciable de dépôts et de réclamations d'encaisses bailleurs auprès des bailleurs d'aéronefs et de moteurs.

Pour les institutions financières y compris les diverses contreparties, le risque maximum de crédit au 31 octobre 2008 est lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie, y compris ceux en fiducie et autrement réservés, aux placements dans des PCAA et aux instruments financiers dérivés comptabilisés à l'actif. Ces actifs sont détenus ou transigés avec un nombre restreint d'institutions financières et autres diverses contreparties. La société est exposée au risque que ces institutions financières et autres diverses contreparties avec lesquelles elle détient des titres ou conclut des contrats ne soient pas en mesure de respecter leurs engagements. La société minimise son risque en ne concluant des contrats qu'avec des institutions financières et autres diverses contreparties de grande envergure ayant des cotes de crédit appropriées. La société a pour politique de n'investir que dans des produits bénéficiant d'une cote de crédit minimale de R1-Mid ou mieux (selon Dominion Bond Rating Service (DBRS)), A1 (selon Standard & Poor's) ou P1 (selon Moody's) en plus d'être cotés par un minimum de deux firmes de

cotation. L'exposition à ces risques est étroitement surveillée et contenue dans les limites dictées par les différentes politiques de la société. La société réexamine ses politiques de façon régulière.

À l'exception des placements dans des PCAA [voir note 5], la société estime ne pas être soumise à une concentration importante du risque de crédit au 31 octobre 2008.

Risque de liquidité

La société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis aux termes de ses engagements et à un prix raisonnable. La société dispose d'un département de trésorerie qui a comme responsabilité, entre autres, de s'assurer d'une saine gestion des liquidités disponibles, du financement et du respect des échéances à l'échelle consolidée de la société. Sous la supervision de la haute direction, le département de trésorerie gère les liquidités de la société en fonction des prévisions financières et des flux de trésorerie anticipés.

Les tableaux ci-dessous résument les échéances des passifs financiers de la société en date du 31 octobre 2008.

Risque de marché

Risque de change

La société est exposée, principalement en raison de ses nombreuses ententes avec des fournisseurs étrangers, de ses baux d'aéronefs et de moteurs, des achats de carburant, de sa dette à long terme et de ses revenus en devises étrangères, et en raison des fluctuations des taux de change en ce qui concerne principalement le dollar américain, l'euro et la livre sterling par rapport au dollar canadien et à l'euro, le cas échéant. Environ 30 % des coûts de la société sont effectués avec une devise autre que la monnaie de mesure de l'unité d'exploitation qui encoure les coûts alors qu'un pourcentage négligeable des revenus est réalisé avec une devise autre que la monnaie de mesure de l'unité d'exploitation qui effectue la vente. Afin de préserver la valeur des engagements et des transactions anticipées, la société conclut des contrats de change à terme pour l'achat et/ou la vente de devises, en fonction de l'évolution anticipée des taux de change, dont l'échéance est généralement de moins de deux ans, et ce, en conformité avec sa politique de gestion des risques de devises.

Risque de liquidité				
	Échéance de moins d'un an \$	Échéance de un à deux ans \$	Échéance de deux à cinq ans \$	Total \$
Créditeurs et charges à payer	282 440	—	—	282 440
Instruments financiers dérivés	79 831	10 227	—	90 058
Dettes à long terme	16 745	17 280	116 060	150 085
Débiteurs	3 156	—	—	3 156
Total	382 172	27 507	116 060	525 739

Risque de marché						
Actif net (Passif net)	Dollar américain \$	Euro \$	Livre sterling \$	\$	Autres devises \$	Total \$
Monnaie de mesure des états financiers des sociétés du groupe						
Euro	4 499	—	(161)	51	(4 169)	220
Livre sterling	1 345	1 935	—	12 154	—	15 434
Dollar canadien	(45 153)	(1 629)	(288)	—	(1 471)	(48 541)
Autres devises	(884)	1 546	—	(18)	(167)	477
Total	(40 193)	1 852	(449)	12 187	(5 807)	(32 410)

Le tableau ci-dessous résume la position nette, en dollars canadiens, des actifs financiers et passifs financiers de la société et de ses filiales en devises, autres que leur monnaie de mesure des états financiers, au 31 octobre 2008, en fonction de leur monnaie de mesure des états financiers.

Le 31 octobre 2008, si le dollar canadien avait varié de 5 %, à la hausse ou à la baisse, en comparaison avec les autres devises, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net de la société pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 aurait été respectivement supérieur ou inférieur de 7 400 \$ alors que les autres éléments du résultat étendu auraient respectivement été inférieurs ou supérieurs de 32 800 \$.
Risque de variation des prix du carburant

Risque de variation des prix du carburant

La société est particulièrement exposée aux fluctuations des prix du carburant. Étant donné les pressions concurrentielles au sein de l'industrie, rien ne garantit que la société serait en mesure de répercuter toute augmentation des prix du carburant à ses clients en augmentant les tarifs et, le cas échéant, qu'une augmentation de tarifs suffirait à contrebalancer les coûts accrus de carburant, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses résultats d'exploitation. Afin de se protéger contre les augmentations subites et importantes des prix du carburant, la société s'est dotée d'une politique de gestion des risques de carburant qui autorise l'utilisation de contrats à terme, et d'autres types d'instruments financiers dérivés, dont l'échéance est généralement de moins de deux ans.

Le 31 octobre 2008, si les prix du carburant avaient varié de 10 %, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net de la société pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 aurait été respectivement supérieur ou inférieur de 18 600 \$.

Au 31 octobre 2008, 46 % des besoins estimatifs de l'exercice 2009 et 10 % des besoins estimatifs de l'exercice 2010 étaient couverts par des instruments financiers dérivés liés au carburant (50 % des besoins estimatifs de l'exercice 2008 et 2 % des besoins estimatifs de l'exercice 2009 étaient couverts au 31 octobre 2007).

Risque de taux d'intérêt

La société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à long terme à taux variables. La société gère son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt et pourrait, le cas échéant, conclure des accords de swaps consistant à échanger des taux variables pour des taux fixes.

Les fluctuations des taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les revenus d'intérêts que la société tire de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie. La société s'est dotée d'une politique de placement dont les objectifs sont de préserver le capital, la liquidité des instruments et d'obtenir un rendement raisonnable. La politique précise les types d'instruments d'investissement permis, leur concentration, leur cote de crédit acceptable et leur échéance maximum.

Le 31 octobre 2008, si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net de la société pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 aurait été respectivement supérieur ou inférieur de 600 \$.

Gestion du risque de capital

Les objectifs de la société en termes de gestion du capital sont d'abord d'assurer la pérennité de celle-ci afin de pouvoir poursuivre son exploitation, de fournir un rendement à ses actionnaires,

de fournir des avantages à ses autres parties prenantes et de maintenir une structure de capital la plus optimale possible afin de réduire le coût en capital.

La société gère sa structure de capital en fonction de la conjoncture économique. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la société peut décider d'ajuster le montant de dividendes versés aux actionnaires, de remettre du capital à ses actionnaires et de racheter de ses actions sur le marché ou émettre de nouvelles actions.

La société effectue le suivi de sa structure en capital en utilisant le ratio dette/équité rajusté. Ce ratio se calcule comme suit : dette nette/avoir des actionnaires. La dette nette est égale à la somme de la dette à long terme, de la débenture et des ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs, moins la trésorerie et équivalents de trésorerie (non détenus en fiducie ou autrement réservés) et les placements dans des PCAA.

La stratégie de la société est de maintenir un ratio dette/équité inférieur à 1. Le calcul du ratio dette/équité en date du 31 octobre se résume comme suit :

Ratio dette/équité	2008 \$	2007 \$
Dette nette		
Dette à long terme	150 085	88 681
Débenture	3 156	3 156
Ententes hors bilan	297 094	279 309
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(145 767)	(166 768)
Placements dans des PCAA	(86 595)	(142 346)
	<u>217 973</u>	<u>62 032</u>
Avoir des actionnaires	341 992	283 452
Ratio dette/équité	<u>63,7 %</u>	<u>21,9 %</u>

Les facilités de crédit de la société sont assorties de certaines clauses restrictives incluant entre autre un ratio d'endettement et un ratio de couverture des frais fixes. Ces ratios sont suivis par la direction et ensuite soumis trimestriellement au conseil d'administration de la société. Au 31 octobre 2008, la société respecte ces ratios. À l'exception des clauses restrictives liées aux facilités de crédit, la société n'est soumise à aucune exigence en matière de capital imposée par des tiers.

7 DÉPÔTS

Dépôts	2008 \$	2007 \$
Dépôts relatifs aux aéronefs et moteurs loués	12 128	8 946
Dépôts auprès de fournisseurs	38 492	39 322
	<u>50 620</u>	<u>48 268</u>
Moins tranche récupérable à moins d'un an	32 094	31 077
	<u>18 526</u>	<u>17 191</u>

8

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Immobilisations corporelles	2008		2007 [redressé — note 3]	
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Coût \$	Amortissement cumulé \$
Aéronefs	150 304	95 490	148 282	87 206
Améliorations – aéronefs loués en vertu de contrats de location-exploitation	42 209	28 261	33 698	21 155
Équipement d'aéronefs	42 522	34 891	38 172	32 986
Équipement et logiciels informatiques	132 322	93 355	115 444	82 897
Moteurs d'aéronefs	20 172	10 419	20 358	9 094
Équipement et mobilier de bureau	30 901	22 356	31 900	20 667
Améliorations locatives	34 540	18 231	31 008	16 909
Pièces de rechange durables	27 039	14 561	26 301	11 657
Hangar et édifices administratifs	9 585	736	832	406
	489 594	318 300	445 995	282 977
Amortissement cumulé		318 300		282 977
Valeur nette		171 294		163 018

9

ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008, la société a effectué son test annuel de dépréciation de ses écarts d'acquisition et marques de commerce, en actualisant les flux de trésorerie futurs issus des prévisions financières les plus récentes des ses unités d'exploitation, et aucune dépréciation n'a été relevée [3 900 \$ en 2007 relié à Travel Superstore].

Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels	2008	2007
	\$	\$
Écarts d'acquisition	124 444	119 614
Marques de commerce, non amortissables	17 144	17 203
Listes de clients, net de l'amortissement cumulé de 1 496 \$ [1 139 \$ en 2007]	10 215	11 698
	151 803	148 515
La variation des écarts d'acquisition se présente comme suit :		
	2008	2007
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	119 614	121 138
Acquisitions [note 18]	1 756	5 624
Radiation d'écarts d'acquisition	—	(3 900)
Écart de conversion	3 074	(3 248)
	124 444	119 614

10

PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS

Le 10 décembre 2007, la société a acquis une participation de 35 % dans Caribbean Investments B.V. [«CIBV»], une société qui exploite cinq hôtels, situés au Mexique et en République dominicaine, pour une contrepartie au comptant de 51 605 \$ [51 100 \$ US] et des paiements conditionnels supplémentaires pouvant atteindre 4 000 \$ US basés sur l'atteinte de certaines conditions spécifiques d'ici 2009. Les coûts d'acquisition relatifs à cette transaction se sont élevés à 2 099 \$. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation, et la quote-part du bénéfice net de la société acquise a été comptabilisée à compter du 10 décembre 2007. L'écart entre le coût de la participation de la société dans CIBV et sa quote-part de l'actif net à la date d'acquisition s'élève à 16 000 \$ et a été alloué à l'écart d'acquisition théorique.

Placements et autres actifs	2008	2007
	\$	\$
Placement dans Caribbean Investments B.V.	59 059	—
Frais reportés, solde non amorti [note 3]	2 788	2 701
Autres placements	603	628
Divers	847	1 102
	63 297	4 431
La variation du placement dans Caribbean Investments B.V. se présente comme suit :		
		2008
		\$
Solde au début de l'exercice		—
Acquisition et apport en capital		57 854
Quote-part de la perte nette		(427)
Écart de conversion		1 632
		59 059

De plus, le 9 avril 2008, la société a effectué un apport en capital de 4 150 \$ [4 113 \$ US] dans la société CIBV. La société a également effectué un apport en capital additionnel de 4 200 \$ US le 30 novembre 2008.

L'actionnaire majoritaire de CIBV pourrait exiger de la société qu'elle avance les fonds nécessaires au remboursement d'une des dettes à long terme de CIBV advenant que celle-ci ne soit pas en mesure d'effectuer les remboursements prévus. Le montant maximal que la société pourrait devoir avancer ne peut cependant pas être supérieur à sa quote-part de 35 % de cette dette à long terme. Au 31 octobre 2008, la quote-part de la dette à long terme de la société s'élève à 13 234 \$ [8 579 €].

11

EMPRUNTS BANCAIRES

Des crédits d'exploitation totalisant 11 287 € [17 411 \$] [11 300 € [15 529 \$] en 2007] ont été accordés à certaines filiales françaises. Ces crédits d'exploitation sont renouvelables annuellement et étaient inutilisés aux 31 octobre 2008 et 2007.

Pour ses opérations en Europe, la société dispose de facilités de cautionnement renouvelables annuellement au montant de 14 118 € [21 778 \$] [13 100 € [18 002 \$] en 2007]. Au 31 octobre 2008, des lettres de cautionnement étaient émises pour un total de 4 586 € [7 074 \$] [7 525 € [10 341 \$] en 2007].

12

DÉBENTURE

Le 6 avril 2004, une filiale de la société a émis une débenture au montant de 3 156 \$ portant intérêt au taux de 6 %. La débenture est remboursable en un seul versement en septembre 2009 en espèces ou en actions de la société au gré de cette dernière.

13

DETTE À LONG TERME

Dettes à long terme	2008 \$	2007 \$
Emprunts garantis par des aéronefs au montant de 40 000 \$ US [49 500 \$ US au 31 octobre 2007], portant intérêt aux TIOL [taux interbancaire offert à Londres] majorés de 2,15 % et 3,25 % et remboursable par six versements semestriels égaux jusqu'en août 2011 ^(a)	48 180	46 763
Montants utilisés en vertu des facilités de crédit à terme rotatif échéant de 2010 à 2012	100 000	39 887
Autres	1 905	2 031
	150 085	88 681
Moins versements échéant à moins d'un an	16 745	48 794
	133 340	39 887

(a) L'entente initiale relativement aux emprunts garantis par des aéronefs s'est terminée le 1^{er} août 2008. Au cours de l'exercice, la société a prolongé ces emprunts pour un montant de 40 000 \$ US avec des termes similaires échéant en 2011.

Les versements à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices sont comme suit :

Versements sur la dette	
	\$
2009	16 745
2010	17 280
2011	16 060
2012	20 000
2013	80 000
	150 085

Au 31 octobre 2008, la société dispose d'un crédit à terme rotatif, au montant de 86 350 \$ et, aux fins d'émission de lettre de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 60 000 \$, pour lequel la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % des lettres de crédit émises, les deux échéant en 2012. Selon les termes de cette entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente porte intérêt au taux des acceptations bancaire, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL, majoré d'une prime déterminée en fonction de certains ratios financiers calculés sur une base consolidée. Le crédit à terme rotatif a porté intérêt au taux moyen de 3,9 % au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008. À la suite de la mise en œuvre du plan de restructuration des PCAA [voir note 5], le crédit à terme rotatif sera augmenté à 157 000 \$.

Au 31 octobre 2008, la société dispose de deux crédits à terme rotatif au montant de 9 485 \$ et de 98 140 \$ pour un montant total de 107 625 \$, le premier échéant en 2010 et le second échéant en 2011. Selon les termes de ces ententes, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. Ces ententes portent intérêts au taux des acceptations bancaires, aux taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL affecté par une prime différente déterminée selon la forme de financement. Ces crédits comportent des mécanismes sous la forme d'options qui seront effectifs à la suite de la mise en œuvre du plan de restructuration des PCAA [voir note 5] et qui permettront à la société, au gré de celle-ci, de rembourser à l'échéance les montants tirés, sous certaines conditions, jusqu'à concurrence de 68 368 \$ à partir des billets restructurés. Ces options seront présentées initialement à leur juste valeur et le gain initial correspondant sera reporté et comptabilisé en résultat net sur la durée des ententes de crédits. Ces options seront par la suite présentées à leur juste valeur à chaque date d'arrêtée des comptes et toute variation postérieure de la juste valeur des options sera comptabilisée en résultat net.

14

AUTRES PASSIFS

Autres passifs	2008 \$	2007 \$
Avantages incitatifs reportés	11 813	13 832
Part des actionnaires sans contrôle	8 442	7 148
Passif au titre des prestations constituées [note 21]	14 262	11 209
	34 517	32 189

15

CAPITAUX PROPRES

Capital-actions autorisé

Actions à droit de vote variable de catégorie A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la Loi sur les transports au Canada [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC], ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée excède 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

Actions à droit de vote de catégorie B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société. Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

Actions privilégiées

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Capital-actions émis et en circulation

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

Capital-actions émis et en circulation	Nombre d'actions	\$
Solde au 31 octobre 2006	33 647 597	151 430
Émission de la trésorerie	35 307	1 042
Exercice d'options	331 257	4 494
Conversion de bons de souscription	350 325	3 381
Rachat et annulation d'actions	(736 100)	(3 383)
Solde au 31 octobre 2007	33 628 386	156 964
Émission de la trésorerie	65 635	1 331
Exercice d'options	48 420	903
Rachat et annulation d'actions	(1 064 200)	(5 000)
Solde au 31 octobre 2008	32 678 241	154 198

Au 31 octobre 2008, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevait respectivement à 1 383 159 et à 31 295 082 [1 978 743 et 31 649 643 au 31 octobre 2007].

Surplus d'apport

Le tableau suivant résume les variations au niveau du surplus d'apport de la société :

Surplus d'apport	2008 \$	2007 \$
Surplus d'apport		
Solde au début de l'exercice	1 871	1 379
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	3 012	1 577
Options exercées	(264)	(1 085)
Solde à la fin de l'exercice	4 619	1 871

Rachats d'actions

Le 15 juin 2008, la société a renouvelé, pour une période de douze mois, son offre publique de rachat dans le cours normal de ses affaires qui a débuté le 15 juin 2007. Ce renouvellement vise de racheter pour fins d'annulation un nombre maximal de 3 175 506 actions de catégorie A et actions de catégorie B de la société, soit moins de 10 % des actions de catégorie A et des actions de catégorie B détenues par le public à la date du dépôt du renouvellement de l'offre [3 288 003 actions de catégorie A et actions de catégorie B représentant 10 % des actions de catégorie A et actions de catégorie B émises et en circulation le 15 juin 2007]. Les actions sont rachetables au cours du marché plus les frais de courtage.

Conformément à ses offres publiques de rachat dans le cours normal de ses affaires, la société a racheté, au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, un total de 1 064 200 actions à droit de vote, composé d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 24 864 \$ [736 100 actions à droit de vote, composé d'actions de catégorie A et actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 23 944 \$ en 2007].

L'excédent des valeurs de rachats sur la valeur comptable des actions a été débité aux bénéficiaires non répartis comme primes aux rachats d'actions.

Régime de droits de souscription

À l'assemblée annuelle tenue le 12 mars 2008, les actionnaires ont ratifié le régime de droits de souscription à l'intention des actionnaires modifié et mis à jour le 16 janvier 2008 [le «régime de droits»]. Le régime de droits donne aux porteurs d'actions de catégorie A et à ceux d'actions de catégorie B le droit d'acquérir, dans certaines circonstances, des actions additionnelles à un prix équivalant à 50 % de la valeur au marché au moment de l'exercice desdits droits. Le régime de droits est conçu de manière à donner au conseil d'administration le temps d'examiner des offres, permettant ainsi aux actionnaires de recevoir la pleine et juste valeur pour leurs actions. Le régime de droits prendra fin à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2011, à moins qu'il soit résilié avant ladite assemblée.

Régime d'options d'achat d'actions

Des options sont attribuées dans le cadre d'un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des dirigeants et employés. En vertu de ce régime, au 31 octobre 2008, la société pouvait accorder aux personnes admissibles 610 611 actions de catégorie A ou actions de catégorie B additionnelles à un prix par action correspondant au cours moyen pondéré des actions pendant les cinq jours de négociation précédant l'attribution des options. Les options attribuées peuvent être exercées au cours d'une période de dix ans, mais sous réserve d'un maximum de un tiers durant les deux premières années suivant l'attribution, pour les attributions antérieures au 1^{er} novembre 2006, et d'un maximum de un tiers dans la deuxième année suivant l'attribution, pour les attributions subséquentes au 1^{er} novembre 2006, d'un maximum de deux tiers dans la troisième année et la totalité après le début de la quatrième année.

Les tableaux ci-dessous résument l'information sur les options en circulation.

Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, la société a attribué 259 181 [145 099 en 2007] options d'achat d'actions à certains de ses dirigeants et employés clés. Le modèle d'évaluation Black-Scholes a été utilisé pour estimer la juste valeur moyenne des options à la date de leur attribution. Les hypothèses utilisées et la juste valeur moyenne pondérée des options à la date d'attribution se présentent comme suit :

Charge de rémunération	2008	2007
Taux d'intérêt sans risque	3,66 %	4,18 %
Durée de vie prévue	6 ans	6 ans
Volatilité prévue	37,6 %	40,0 %
Rendement de l'action	1,70 %	0,97 %
Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution	7,42 \$	15,05 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, la société a comptabilisé une charge de rémunération de 3 012 \$ [1 577 \$ en 2007] relativement à son régime d'options d'achat d'actions. Un montant de 264 \$ [1 085 \$ en 2007] a été comptabilisé au capital-actions à la suite de l'exercice d'options.

Régime d'achat d'actions

Un régime d'achat d'actions est offert aux employés admissibles de la société et de ses filiales. En vertu du régime, au 31 octobre 2008, la société était autorisée à émettre un maximum de 510 541 actions de catégorie B. Le régime permet à chaque employé admissible de souscrire un nombre d'actions dont la souscription globale n'excède pas 10 % de son salaire annuel en vigueur à la date d'adhésion. Le prix d'achat des actions dans le cadre du régime correspond au cours moyen pondéré des actions de catégorie B pendant les cinq jours de négociation précédant l'émission des actions moins une décote de 10 %.

Régime d'options d'achats d'actions		2008		2007	
		Nombre d'options	Prix moyen pondéré \$	Nombre d'options	Prix moyen pondéré \$
Au début de l'exercice		506 083	22,70	710 462	14,07
Attribuées		259 181	21,35	145 099	37,12
Exercées		(48 420)	13,21	(331 257)	10,29
Annulées		(671)	22,34	(18 221)	26,80
À la fin de l'exercice		716 173	22,85	506 083	22,70
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice		322 884	19,90	250 993	14,73

2008		Options en circulation		Options pouvant être exercées	
Fourchette des prix d'exercices \$	Nombre d'options en circulation au 31 octobre 2008	Durée de vie moyenne pondérée	Prix moyen pondéré \$	Nombre d'options pouvant être exercées au 31 octobre 2008	Prix moyen pondéré \$
3,00 à 4,50	27 526	4,5 ans	3,80	27 526	3,80
6,01 à 7,50	28 098	2,4 ans	6,79	28 098	6,79
7,51 à 9,00	8 160	1,4 an	7,86	8 160	7,86
9,01 à 11,50	16 511	2,4 ans	9,90	16 511	9,90
15,01 à 17,00	32 957	5,6 ans	15,68	32 957	15,68
21,01 à 29,00	465 699	8,4 ans	21,94	165 184	22,58
37,00 à 37,50	137 222	8,6 ans	37,24	44 448	37,24
	716 173		22,85	322 884	19,90

Au cours de l'exercice, la société a émis 65 635 actions de catégorie B [35 307 actions de catégorie B en 2007] pour un montant de 1 331 \$ [1 042 \$ en 2007] en vertu du régime d'achat d'actions.

Régime d'incitation à l'actionnariat et à l'accumulation de capital

Sous réserve de participer au régime d'achat d'actions offert aux employés admissibles de la société, la société attribue annuellement à chaque employé admissible un nombre d'actions de catégorie B dont le prix de souscription global correspond à un montant entre 20 % à 60 % du pourcentage maximum du salaire contribué, celui-ci n'excédant pas 5 %. Les actions ainsi attribuées par la société sont dévolues graduellement au cadre admissible, sous réserve de la rétention par celui-ci durant les six premiers mois de la période de dévolution de la totalité des actions souscrites en vertu du régime d'achat d'actions de la société.

Les actions attribuées en vertu de ce régime sont acquises par la société sur le marché et déposées au compte du participant au fur et à mesure de l'achat d'actions par l'employé en vertu du régime d'achat d'actions.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, la société a comptabilisé une charge de rémunération de 182 \$ [117 \$ en 2007] relativement à son régime d'incitation à l'actionnariat et à l'accumulation de capital.

Régime d'incitation à l'actionnariat permanent

Sous réserve de participer au régime d'achat d'actions offert aux employés admissibles de la société, la société attribue annuellement à chaque haut dirigeant admissible un nombre d'actions de catégorie B dont le prix de souscription global est égal au pourcentage maximum du salaire contribué, celui-ci n'excédant pas 10 %. Les actions ainsi attribuées par la société sont dévolues graduellement au haut dirigeant admissible, sous réserve de la rétention par celui-ci durant la période de dévolution de la totalité des actions souscrites en vertu du régime d'achat d'actions de la société. Les actions attribuées en vertu de ce régime sont acquises par la société sur le marché et déposées au compte du participant au fur et à mesure de l'achat d'actions par le participant en vertu du régime d'achat d'actions.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, la société a comptabilisé une charge de rémunération de 232 \$ [208 \$ en 2007] relativement à son régime d'incitation à l'actionnariat permanent.

Régime d'unités d'actions différées

Des unités d'actions différées [«UAD»] sont attribuées dans le cadre du régime d'unités d'actions différées à l'intention des hauts dirigeants et dans le cadres du régime d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs indépendants. En vertu des ces régimes, chaque haut dirigeant admissible ou administrateur indépendant reçoit une partie de sa rémunération sous forme d'UAD. La valeur d'une UAD est déterminée en fonction du cours moyen pondéré des actions de catégorie B pendant les cinq jours de négociation précédents l'attribution des UAD. Les UAD sont rachetées par la société lorsqu'un haut dirigeant ou un administrateur cesse d'être un participant du régime. Aux fins du rachat d'UAD, la valeur d'une UAD est déterminée en fonction du cours moyen pondéré des actions de catégorie B pendant les cinq jours de négociation précédant le rachat d'UAD.

Au 31 octobre 2008, le nombre d'UAD attribué s'élevait à 42 003 [35 732 au 31 octobre 2007]. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, la société, à la suite de la baisse du cours de ses actions, a diminué sa charge de rémunération de

952 \$ [charge de 595 \$ en 2007] relativement à son régime d'unités d'actions différées.

Régime d'unités d'actions avec restrictions

Des unités d'actions avec restrictions [«UAR»] sont attribuées annuellement dans le cadre du nouveau régime d'unités d'actions avec restrictions aux employés admissibles. En vertu de ce régime, chaque employé admissible reçoit une partie de sa rémunération sous forme d'UAR. La valeur d'une UAR est déterminée en fonction du cours moyen pondéré des actions de catégorie B pendant les cinq jours de négociation précédents l'attribution des UAR. Les droits rattachés aux UAR sont acquis sur une période de trois ans. Lorsqu'acquises, les UAR sont immédiatement rachetées par la société, sous réserve de certaines conditions et certaines clauses de performances financières de la société. Aux fins du rachat d'UAR, la valeur d'une UAR est déterminée en fonction du cours moyen pondéré des actions de catégorie B pendant les cinq jours de négociation précédant le rachat d'UAR.

Au 31 octobre 2008, le nombre d'UAR attribué s'élevait à 126 892 [66 784 au 31 octobre 2007]. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, la société, à la suite de la baisse du cours de ses actions, a diminué sa charge de rémunération de 615 \$ [charge de 887\$ en 2007] relativement à son régime d'unités d'actions avec restrictions.

Bons de souscription

Le 10 janvier 2002, la société a octroyé 1 421 225 bons de souscription permettant de souscrire un même nombre d'actions à droit de vote de catégorie B de la société au prix d'exercice de 6,75 \$ chacun. Ces bons de souscription sont venus à échéance le 10 janvier 2007 et ont été exercés au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007.

Résultat par action

Le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (perte diluée) par action ont été calculés comme suit :

Résultat par action	2008	2007
		[redressé — note 3]
	\$	\$
NUMÉRATEUR		
Bénéfice (perte) attribuable aux porteurs d'actions à droit de vote	(50 011)	78 503
Intérêts sur la débenture pouvant être réglées en actions à droit de vote	—	129
Bénéfice (perte) servant au calcul du bénéfice dilué (perte diluée) par action	(50 011)	78 632
DÉNOMINATEUR		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	33 108	33 763
Effet des titres dilutifs		
Débenture pouvant être réglée en actions à droit de vote	—	94
Options d'achat d'actions	—	304
Bons de souscription	—	51
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation rajusté servant au calcul du bénéfice dilué (perte diluée) par action	33 108	34 212
Bénéfice (perte) de base par action	(1,51)	2,33
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	(1,51)	2,30

Les débetures pouvant être réglées en actions à droit de vote n'ont pas été prises en compte dans le calcul de la perte par action pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 en raison de leur effet antidilutif. L'incidence potentielle de ces titres sur le dénominateur est de 130 000 actions. Étant donnée la perte enregistrée pour l'exercice 2008, les 716 173 options d'achat d'actions en circulation ont été exclues du calcul en raison de leur effet antidilutif.

Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, 137 222 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la société.

16

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Cumul des autres éléments du résultat étendu	2008	2007
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	(66 501)	(12 413)
Autres éléments du résultat étendu de l'exercice	140 374	(54 088)
Solde à la fin de l'exercice	73 873	(66 501)

17

AMORTISSEMENT

Amortissement	2008	2007
	\$	[redressé — note 3] \$
Immobilisations corporelles	55 380	49 235
Actifs incorporels amortissables	1 458	1 600
Autres actifs	1 471	1 815
Avantages incitatifs reportés	(1 660)	(1 660)
	56 649	50 990

18

ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Au cours des exercices terminés les 31 octobre 2008 et 2007, la société a procédé à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, et les résultats des entreprises acquises ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective, sauf mention contraire.

2008

Au cours de l'exercice, un gain de 1 605 \$ a été constaté à la suite du rachat, par la filiale Travel Superstore, d'actions classées avec les autres passifs pour une contrepartie de 330 \$ alors que la valeur comptable de ces actions s'établissait à 1 935 \$. À la suite de cette transaction, le pourcentage de détention de la société dans cette filiale est passé de 50,1 % à 64,6 %.

En 2008, la société a payé une contrepartie additionnelle de 2 502 € [3 994 \$] dans le cadre de l'acquisition de L'Européenne de Tourisme (Amplitude Internationale) survenue en 2007 et un écart d'acquisition additionnel de 1 756 \$ a été comptabilisé.

2007

Le 1^{er} mai 2007, la société a acquis, pour une contrepartie au comptant de 1 264 € [1 921 \$], le solde des actions qui ne lui appartenait pas [30 %] d'Air Consultants Europe [«ACE»]. Un écart d'acquisition de 2 108 \$ a été constaté à la suite de cette opération. Depuis cette date, ACE est maintenant une filiale détenue en propriété exclusive.

Le 11 juillet 2007, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation du voyageur expéditeur français L'Européenne de Tourisme (Amplitude Internationale) pour une contrepartie totale de 6 044 € [8 631 \$]. Un montant de 4 644 € [6 241 \$] a été versé au comptant à la date d'acquisition et le solde initialement estimé de 1 400 € [1 923 \$] a été payé le 11 juillet 2008. Un écart d'acquisition provisoire de 3 516 \$ avait été constaté à la suite de cette opération.

Acquisitions d'entreprises	2007		
	Air Consultants Europe \$	L'Européenne de tourisme \$	Total \$
Éléments d'actif acquis			
Espèces et quasi-espèces	2 363	5 607	7 970
Autres actifs à court terme	381	12 117	12 498
Immobilisations corporelles	46	79	125
Écarts d'acquisition	2 108	3 516	5 624
	4 898	21 319	26 217
Éléments de passif pris en charge			
Passifs à court terme	2 977	12 688	15 665
Contreparties versées	1 921	8 631	10 552

19

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Impôts sur les bénéfices	2008		2007 [redressé — note 3]	
	\$	%	\$	%
	Impôts sur les bénéfices au taux prévu par la loi	(23 602)	31,1	36 418
Variation des impôts sur les bénéfices découlant des éléments suivants :				
Effet des écarts de taux d'imposition nationaux et étrangers	(2 984)	3,9	(1 781)	(1,6)
Éléments non déductibles (non imposables)	(555)	0,7	4 858	4,3
Constatation d'économies fiscales non comptabilisées antérieurement	(7 827)	10,3	(7 350)	(6,5)
Incidence découlant de changements de taux	1 572	(2,0)	(397)	(0,3)
Incidence découlant d'écarts de taux sur les éléments temporaires	2 030	(2,7)	—	—
Provision pour moins-value	1 767	(2,3)	2 557	2,2
Autres	398	(0,5)	320	0,3
	(29 201)	38,5	34 625	30,4

Les impôts sur les bénéfices présentés diffèrent du montant calculé en appliquant les taux d'impôts prévus par la loi au bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales.

Les raisons de cette différence et l'effet sur les impôts sur les bénéfices sont décrits dans le tableau ci-haut.

Les principales composantes des actifs et des passifs d'impôts futurs se présentent comme suit :

Impôts futurs	2008	2007 [redressé — note 3]
	\$	\$
Impôts futurs		
Pertes reportées et autres déductions fiscales	12 263	17 380
Valeur comptable des immobilisations en sus de la valeur fiscale	(25 338)	(28 536)
Réserves et provisions non déductibles	36 866	26 561
Impôts afférents au cumul des autres éléments du résultat étendu et aux instruments financiers dérivés	(10 437)	21 115
Autres	932	52
Total des impôts futurs	14 286	36 572
Provision pour moins-value	(13 269)	(20 081)
Actifs (passifs) d'impôts futurs nets	1 017	16 491
Actifs d'impôts futurs à court terme	11 382	25 250
Actifs d'impôts futurs à long terme	16 097	9 341
Passifs d'impôts futurs à court terme	(16 770)	(298)
Passifs d'impôts futurs à long terme	(9 692)	(17 802)
Actifs (passifs) d'impôts futurs nets	1 017	16 491

Les pertes reportées prospectivement, autres qu'en capital, et les autres déductions fiscales pour lesquels une moins-value a été comptabilisée, et qui serviront à réduire les bénéfices imposables futurs de certaines filiales au Canada et en Europe, totalisaient respectivement 2 388 \$ et 17 102 € [26 382 \$] au 31 octobre 2008 [2 734 \$ et 31 266 € [42 966 \$] au 31 octobre 2007].

De ces pertes et déductions, un montant de 17 102 € [26 382 \$] vient à échéance dans deux ans et le solde, vient à échéance au cours des années 2015 et subséquentes.

Les bénéfices non répartis des filiales étrangères de la société sont considérés comme étant réinvestis indéfiniment. Par conséquent, aucune provision pour impôts sur les bénéfices n'a été constituée à leur égard. Si ces bénéfices sont distribués sous forme de dividendes ou autrement, la société pourrait être assujettie à des retenues d'impôts.

20

OPÉRATIONS ET SOLDES ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des opérations avec des sociétés apparentées. Ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange, qui correspond à la contrepartie établie et acceptée par les apparentés. Les opérations importantes entre sociétés apparentées se détaillent comme suit :

	2008 \$	2007 \$
Revenus provenant de sociétés satellites	—	262
Dépenses d'exploitation effectuées auprès de sociétés satellites	13 530	1 365

Les soldes à recevoir de sociétés apparentées et à payer à ces sociétés inclus dans les débiteurs et les créditeurs et charges à payer sont les suivants :

	2008 \$	2007 \$
Débiteurs de sociétés satellites	—	239
Créditeurs et charges à payer à des sociétés satellites	—	69

21

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La société offre des ententes de retraite de type à prestations déterminées à l'intention de certains membres de la haute direction. Ces ententes prévoient le versement de prestations basées sur le nombre d'années de service admissibles et la moyenne des gains admissibles des cinq années pour lesquelles les gains admissibles du participant étaient les plus élevés. Ces ententes de retraite ne sont pas capitalisées, cependant, afin de garantir ses obligations, la société a émis une lettre de crédit au fiduciaire au montant de 24 370 \$ [voir note 13]. La société mesure l'obligation au titre des prestations constituées au 31 octobre de chaque exercice à l'aide d'une estimation actuarielle.

Le tableau suivant présente un rapprochement des variations de l'obligation au titre des prestations constituées :

	2008	2007
	\$	\$
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	16 695	14 349
Coût des services rendus	867	786
Intérêts débiteurs	971	840
Prestations versées	(22)	(9)
Perte actuarielle (gain actuariel) sur l'obligation	(3 097)	729
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	15 414	16 695

Le tableau suivant présente la situation de capitalisation du régime de retraite et des montants inscrits au bilan sous la rubrique «autres passifs» :

	2008	2007
	\$	\$
Actifs du régime à la juste valeur	—	—
Obligation au titre des prestations constituées	15 414	16 695
Déficit du régime	15 414	16 695
Coût non amorti des services passés	1 561	2 620
Perte actuarielle nette non amortie (gain actuariel net non amorti)	(409)	2 866
Passif au titre des prestations constituées	14 262	11 209

Le tableau suivant présente les composantes du coût du régime de retraite :

	2008	2007
	\$	\$
Coût des services rendus	867	786
Intérêts débiteurs	971	840
Amortissement du coût des services passés	1 060	1 060
Amortissement de la perte actuarielle nette	177	123
Charge de retraite	3 075	2 809

Les principales hypothèses actuarielles ayant servi à déterminer l'obligation de la société au titre des prestations constituées et la charge de retraite de la société étaient comme suit :

	2008	2007
	\$	\$
Obligation au titre des prestations constituées		
Taux d'actualisation	7,25	5,50
Taux de croissance des gains admissibles	3,00	3,00
Charge de retraite		
Taux d'actualisation	5,50	5,50
Taux de croissance des gains admissibles	3,00	3,00

22

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

a) Les engagements de la société, en vertu d'ententes avec des fournisseurs et de contrats de location-exploitation relatifs à des aéronefs, à des immeubles, à du matériel roulant, à des systèmes téléphoniques, à des contrats d'entretien et à des locaux s'élevaient à 575 103 \$ et se répartissent comme suit : 132 571 \$, 135 072 \$ US, 132 917 € et 38 058 £.

Les versements annuels à effectuer en vertu de ces engagements au cours des cinq prochains exercices sont comme suit :

	\$
2009	263 625
2010	120 650
2011	73 540
2012	38 905
2013	18 700

b) En 2012, l'actionnaire minoritaire dans la société mère de Jonview Canada Inc. pourra exiger que la société achète les actions de la société mère de Jonview Canada Inc. qu'il détient, à un prix égal à la juste valeur marchande. Le prix payé pourra être réglé, au gré de la société, en espèces ou par voie d'émission d'actions.

c) Les actionnaires minoritaires de Travel Superstore Inc. pourraient exiger, entre 2011 et 2015, que la société achète les actions de Travel Superstore Inc. qu'ils détiennent à un prix égal à leur juste valeur marchande et payable en espèces.

d) Dans le cours normal de ses affaires, la société est exposée à diverses réclamations et actions. Ces litiges sont souvent entourés de nombreuses incertitudes, et l'issue de causes individuelles est imprévisible. Selon la direction, les réclamations et actions sont suffisamment provisionnées ou couvertes par des polices d'assurance, et leur règlement ne devrait pas avoir d'effet défavorable notable sur la situation financière de la société.

23

GARANTIES

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes, dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations, telles que des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements, tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 4, 11, 12, 13 et 21 des états financiers fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

Contrats de location-exploitation

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

Lettres de crédit irrévocables

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services touristiques, tels que chambres d'hôtel, qu'elle s'est engagée à payer, peu importe qu'elle les vende ou non. Ces ententes, qui portent sur des blocs de services touristiques considérables, sont généralement émises pour un an et sont renouvelables. La société a également remis aux organismes provinciaux de réglementation de l'Ontario et de la Colombie-Britannique des lettres de crédit garantissant certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Outre les lettres de crédit et de cautionnement mentionnées aux notes 4, 11 et 21, les autres garanties données par la société en vertu de lettres de crédit s'élevaient à 504 \$ au 31 octobre 2008. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

Contrats de cautionnement

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle

garantit un montant prescrit à ses clients, à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 octobre 2008, le montant total de ces garanties s'élevait à 790 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes.

Au 31 octobre 2008, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

24

INFORMATIONS SECTORIELLES

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique et en Europe. Les cessions entre zones géographiques sont comptabilisées à des prix eu égard aux conditions du marché et à d'autres considérations.

25

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS

Outre la mise en œuvre du plan de restructuration des PCAA annoncée le 12 janvier 2009 et résumée à la note 5, la société a conclu, 18 décembre 2008, une convention de financement non garantie subordonnée avec un actionnaire de la société au montant de 60 000 \$. Les tirages peuvent être effectués jusqu'au 31 octobre 2009. Cette entente vient à échéance le 31 décembre 2012. Sous réserve de certaines primes, des remboursements anticipés seront possibles. L'entente porte intérêt séparément pour chaque déboursé aux taux des obligations émises par le gouvernement du Canada de durée égale à la durée restante de l'entente et est majoré d'une prime déterminée, en partie, en fonction de certains facteurs propres à un financement non garantie subordonné. De plus, l'entente prévoit que les droits d'achat de la participation minoritaire que cet actionnaire détient dans la société mère de Jonview Canada Inc. sont prolongés de trois ans [voir note 22].

Informations géographiques		Amérique \$	Europe \$	Total \$
2008	Revenus provenant de tiers	2 536 831	976 020	3 512 851
	Dépenses d'exploitation	2 461 307	924 217	3 385 524
		75 524	51 803	127 327
2007 [redressé — note 3]	Revenus provenant de tiers	2 278 116	767 801	3 045 917
	Dépenses d'exploitation	2 157 038	750 762	2 907 800
		121 078	17 039	138 117

Informations géographiques		Revenus ¹		Immobilisations corporelles, écarts d'acquisition et autres actifs incorporels	
	2008	2007	2008	2007	
	\$	\$	\$	[redressé — note 3]	\$
Canada	2 503 227	2 257 040	190 222		192 636
France	779 701	602 058	41 149		63 413
Royaume-Uni	176 739	146 108	79 045		44 384
Autres	53 184	40 711	12 681		11 100
	3 512 851	3 045 917	323 097		311 533

¹ Les revenus sont attribués selon le pays de domiciliation de la filiale.

DONNÉES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

[en milliers de dollars, sauf les montants par action]

	2008	2007 [redressé – note 3]	2006	2005	2004
États consolidés des résultats					
Revenus	3 512 851	3 045 917	2 603 746	2 364 481	2 199 822
Dépenses d'exploitation	3 385 524	2 907 800	2 476 802	2 243 850	2 036 067
	127 327	138 117	126 944	120 631	163 755
Dépenses et autres revenus					
Amortissement	56 649	50 990	39 360	37 558	33 027
Coûts de restructuration	—	—	—	(934)	11 350
Intérêts sur la dette à long terme et débetures	7 538	6 229	7 264	10 815	7 712
Autres frais d'intérêts et frais financiers	1 758	1 929	1 484	1 708	1 907
Revenus d'intérêts	(16 172)	(19 745)	(15 706)	(12 963)	(11 307)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	106 435	(26 577)	—	—	—
(Gain) perte de change sur les éléments monétaires à long terme	2 295	(3 023)	(4 162)	(2 309)	1 474
Radiation d'écarts d'acquisition	—	3 900	—	—	—
Dévaluation des placements dans des PCAA	45 927	11 200	—	—	—
Gain sur disposition de placement	—	—	—	(5 747)	—
Gain sur rachat d'actions privilégiées d'une filiale	(1 605)	—	—	—	—
Quote-part (du bénéfice net) de la perte nette des sociétés satellites	427	(651)	(375)	(461)	1 509
	203 252	24 252	27 865	27 667	45 672
Bénéfice (perte) avant les éléments suivants	(75 925)	113 865	99 079	92 964	118 083
Impôts sur les bénéfices (recouvrement)	(29 201)	34 625	32 046	36 302	45 010
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(3 287)	(737)	(1 263)	(1 246)	(753)
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	(50 011)	78 503	65 770	55 416	72 320
Bénéfice (perte) de base par action	(1,51)	2,33	1,88	1,43	2,07
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	(1,51)	2,30	1,85	1,33	1,76
Flux de trésorerie liés aux :					
Activités d'exploitation	155 225	134 457	116 160	70 434	179 008
Activités d'investissement	(202 183)	(173 386)	(45 054)	(39 468)	(79 162)
Activités de financement	15 091	(14 830)	(152 046)	(44 091)	(35 359)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	10 866	5 640	2 332	(4 255)	3 436
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(21 001)	(48 119)	(78 608)	(17 380)	67 923
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	145 767	166 768	214 887	293 495	310 875
Marge brute d'autofinancement ¹	120 725	125 868	104 802	78 014	124 039
Total de l'actif	1 265 431	1 080 523	959 195	949 537	838 389
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme)	150 085	88 681	84 248	93 613	—
Débetures	3 156	3 156	3 156	13 156	33 214
Avoir des actionnaires	341 992	283 452	295 963	362 383	311 106
Ratio d'endettement ²	0,73	0,74	0,69	0,62	0,63
Valeur comptable par action ³	10,47	8,43	8,80	9,02	9,16
Rendement de la moyenne de l'avoir des actionnaires ⁴	(15,99 %)	26,98 %	19,98 %	16,03 %	25,11 %
Statistiques – avoir des actionnaires (en milliers)					
Actions en circulation à la fin de l'exercice	32 678	33 628	33 648	40 156	33 955
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (avant dilution) ⁵	33 108	33 763	34 907	37 863	33 374
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (après dilution) ⁵	33 108	34 212	35 660	41 684	41 156

¹ Représente les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation auxquels sont soustraits la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation, la variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués et la variation nette des autres actifs et passifs liés à l'exploitation.

² Représente le total du passif sur le total de l'actif.

³ Correspond aux capitaux propres divisés par le nombre total d'actions en circulation.

⁴ Correspond au bénéfice net (à la perte nette) divisé(e) par la moyenne des capitaux propres.

⁵ Voir la note 15 afférente aux états financiers consolidés vérifiés.

Conseil d'administration

Jean-Marc Eustache

Président du conseil d'administration
Président et chef de la direction,
Transat A.T. inc.

André Bisson, O.C.

Président du conseil d'administration,
CIRANO
Chancelier émérite, Université de Montréal

John P. Cashman

Président, Humphrey Management Limited

Lina De Cesare

Présidente, voyagistes, Transat A.T. inc.

Jean Pierre Delisle

Administrateur

H. Clifford Hatch Jr.

Président et chef de la direction,
Cliffco Investments Limited

Jean-Yves Leblanc

Administrateur

Jacques Simoneau

Vice-président exécutif, Investissement,
Banque de développement du Canada

Philippe Sureau

Président, distribution, Transat A.T. inc.

John D. Thompson

Président délégué du conseil,
Compagnie Montréal Trust du Canada

Dennis Wood, O.C.

Président et chef de la direction, DWH Inc.

Comité exécutif

Jean-Marc Eustache (président)
André Bisson, O.C.
H. Clifford Hatch Jr.

Comité des ressources humaines et de la rémunération

John D. Thompson (président)
H. Clifford Hatch Jr.
Dennis Wood, O.C.

Comité de vérification

André Bisson, O.C. (président)
Jean Pierre Delisle
John D. Thompson

Comité de régie de l'entreprise et des nominations

H. Clifford Hatch Jr. (président)
André Bisson, O.C.
John P. Cashman
Jacques Simoneau

Haute direction

Jean-Marc Eustache

Président
et chef de la direction

Philippe Sureau

Président, distribution

Lina De Cesare

Présidente, voyagistes

Bernard Bussières

Vice-président, affaires
juridiques et secrétaire
de la société

Corinne Charette

Vice-présidente
et chef de la direction
des systèmes d'information

André De Montigny

Vice-président,
développement des affaires

Nelson Gentiletti

Vice-président exécutif,
voyagistes

François Laurin

Vice-président, finances
et administration et chef
de la direction financière

Michel Lemay

Vice-président, affaires
publiques et communication

Jean-Luk Pellerin

Vice-président corporatif,
ressources humaines

Direction des filiales

Air Consultants Europe

Marc Koenis
Directeur général

Air Transat

Allen B. Graham
Président-directeur général

Canadian Affair

Anette Rayner
Présidente-directrice générale

Club Voyages (France)

Patricia Chastel
Directrice générale

Handlex

Jean-Luc Paiement
Président-directeur général

Jonview Canada

Nelson Gentiletti
Président

Look Voyages

Cédric Gobilliard
Directeur général

Tourgreece

Vassilis P. Sakellaris
Président

Trafic Tours

Turissimo
Alfonso Rizzuto
Président

Transat Distribution Canada

Philippe Sureau
Président

Transat Tours Canada

Nelson Gentiletti
Président

tripcentral.ca

Richard Vanderlubbe
Président

Vacances Transat (France)

Patrice Caradec
Directeur général

transat.com
transatholidays.com
vacancestransat.com
nolitours.com
look-voyages.fr
amplitudevacances.com
vacancestransat.fr
canadavision.fr
bennett.fr
canadianaffair.com
revatours.com
merikatours.com
airtransat.com

Siège social

Transat A.T. inc.
Place du Parc
300, rue Léo-Pariseau, bureau 600
Montréal (Québec) H2X 4C2
Téléphone : 514.987.1660
Télécopieur : 514.987.8035
www.transat.com

Renseignements

www.transat.com

Pour tout renseignement, contacter par écrit
le vice-président, finances et administration
et chef de la direction financière.

This annual report is available in English.

Bourse

Toronto Stock Exchange (TSX) TRZ.B; TRZ.A.

renseignements destinés aux actionnaires

Agent des transferts et agent comptable des registres

Compagnie Trust CIBC Mellon
2001, rue University, bureau 1600
Montréal (Québec) H3A 2A6
Sans frais : 1.800.387.0825
inquiries@cibcmellon.com
www.cibcmellon.com

Vérificateurs

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Montréal (Québec)

Assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires

Le 11 mars 2009 à 10 h 00
Hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth
Salon Marquette-Joliette
900, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec)

airtransat.fr
airtransat.de
airtransat.nl
airtransat.co.uk
air-transat.be
handlex.com
jonview.com
tourgreecedmc.com
clubvoyages.com
marlintravel.com
travelplus.ca
tripcentral.ca
exitnow.ca

